

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2020-DAEC-193	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'un crédit d'engagement pour une participation financière à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte <i>Verpflichtungskredit für einen Beitrag an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Jean-Daniel Wicht Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2021-DAEC-77	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive <i>Zusätzlicher Verpflichtungskredit für den Bau des Schulbauernhofs am Standort Grangeneuve in Hauterive</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Gabriel Kolly Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2021-DAEC-76	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'un crédit additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg <i>Zusätzlicher Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Benoît Rey Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2020-GC-211	Postulat <i>Postulat</i>	Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye <i>Für bessere öffentliche Verkehrsverbindungen zwischen dem Saane- und dem Broyebezirk</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Charles Brönnimann Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> David Bonny Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2020-GC-185	Postulat <i>Postulat</i>	Parlement cantonal climatiquement neutre <i>Klimaneutrales Kantonsparlament</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Ralph Alexander Schmid Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Julia Senti Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2020-DAEC-193

20 avril 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour une participation financière à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit d'engagement de **15 850 000 francs** pour une participation financière de l'Etat à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte en vertu de la loi sur les routes et de la loi sur les transports.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Généralités	1
2. TransAgglo	2
3. Voie Verte	3
4. Aspects financiers	3
5. Montant du crédit demandé	4
6. Autres aspects	4
7. Conclusion	4

1. Généralités

1.1. Problématique

L'Agglomération de Fribourg et l'Association de communes Mobul ont adressé à l'Etat des demandes d'aides financières pour l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte. Ces deux cheminements de mobilité douce figurent dans le plan sectoriel vélo (PSV) adopté le 10 décembre 2018 par le Conseil d'Etat. Le PSV définit le réseau cyclable cantonal utilitaire et de loisirs. Il convient de rappeler que la TransAgglo et la Voie Verte sont les sections du réseau cyclable où le potentiel de report modal est le plus important au niveau cantonal.

La TransAgglo est un projet de l'Agglomération de Fribourg qui reliera à terme Rosé, Avry, Matran, Corminbœuf, Villars-sur-Glâne, Fribourg, Granges-Paccot et Düdingen (voir annexe 1). Son tracé se situe plus ou moins en parallèle de la ligne de chemin de fer et desservira toutes les haltes ferroviaires que ce tronçon comptera à l'horizon 2025 (Avry-Matran, Villars-sur-Glâne, Fribourg/Freiburg, Fribourg/Freiburg Poya et Düdingen). Les mesures constructives pour l'aménagement de cet itinéraire de mobilité douce figurent dans les projets d'agglomération de 2^e et de 3^e génération (PA2 et PA3) ainsi que dans celui de 4^e génération (PA4) en cours d'élaboration.

La Voie Verte est un projet de l'Association de communes Mobul qui reliera à terme Riaz, Bulle et La Tour-de-Trême (voir annexe 1). Elle sert d'itinéraire alternatif à la route cantonale H189, interdite à la circulation cycliste.

1.2. Bases légales

Une participation financière de l'Etat pour l'aménagement de ces deux cheminements de mobilité douce peut être accordée en vertu de la loi sur les routes (LR) et de la loi sur les transports (LTr).

1.2.1. Financement en vertu de la loi sur les routes

Une participation financière de l'Etat peut être accordé par les montants prévus pour les aménagements cyclables le long de routes cantonales identifiés dans le PSV et qui peuvent être reportés sur la TransAgglo ou sur la Voie Verte, ce en vertu de l'article 54a al. 2 LR qui précise que:

La construction des pistes cyclables non adjacentes à une route incombe aux communes, avec participation de l'Etat, jusqu'à un montant équivalant à celui de l'aménagement qui aurait été réalisé le long de la route cantonale.

1.2.2. Financement en vertu de la loi sur les transports

Une aide financière de l'Etat peut être accordée pour les aménagements permettant la desserte d'haltes ferroviaires et facilitant leur accès à vélo mais aussi à pied, à l'image de la TransAgglo sur le secteur Fribourg-Düdingen qui est aménagé le long des voies de chemin de fer et qui permet de relier les gares de Fribourg, Fribourg-Poya et Düdingen. La LTr prévoit en effet à l'article 30 al. 3 des aides financières de l'Etat, aux entreprises de transports, aux communautés régionales telles que l'Agglomération de Fribourg et l'Association de communes Mobul mais aussi aux communes.

L'article 35 définit les investissements pouvant bénéficier d'une aide cantonale et précise à la lettre f les aménagements à proximité des haltes ferroviaires:

La construction de parcs de stationnement régionaux et l'aménagement de places de stationnement pour cycles et cyclomoteurs aux abords des gares de chemin de fer et d'autres installations de jonction entre les transports publics et les transports individuels, à condition que ces installations s'inscrivent dans une conception globale des transports»¹.

L'article 37 LTr prévoit par ailleurs un plafonnement de la contribution financière dans le sens que:

Les investissements prévus par une communauté régionale dans le cadre d'un projet général au sens de l'article 28 peuvent faire l'objet d'une contribution financière représentant au maximum 50% du solde des dépenses totales, après déduction des subventions fédérales et, le cas échéant, de subventions cantonales prévues par d'autres lois.

D'une manière générale, les mesures prévues dans un projet d'agglomération satisfont ces conditions, car reposant sur une planification directrice régionale coordonnant transports et urbanisation.

2. TransAgglo

2.1. Secteurs de la TransAgglo bénéficiant d'une participation financière en vertu de la LR

Trois secteurs de la TransAgglo sont identifiés comme des itinéraires alternatifs à la route cantonale selon le PSV et font l'objet d'une participation financière de l'Etat en vertu de l'article 54a al. 2 LR (voir annexe 2).

- > Secteur 1:
Ce secteur débute à la gare de Rosé jusqu'au centre sportif du Platy à Villars-sur-Glâne. Il est un report des aménagements du tronçon de route cantonale d'une longueur de 4,5 km allant de la gare de Rosé à la route de Moncor comme défini dans les mesures 2100-1e et 2100-1d du PSV (voir annexe 3).
- > Secteur 2:
Ce secteur concerne le franchissement par un passage inférieur de la route de Cormanon. Il constitue un report des aménagements du tronçon de route cantonale d'une longueur de 0,9 km correspondant à la route de Condoz à Villars-sur-Glâne, tel que défini dans la mesure 2000-3e du PSV (voir annexe 3).
- > Secteur 3:
Ce secteur s'étend de la gare de Düdingen à Luggiwil. Il constitue également un report des aménagements du tronçon de route cantonale d'une longueur de 1,3 km à la Murtenstrasse à Düdingen conformément à la mesure 3000-2e du PSV (voir annexe 3).

2.2. Secteurs de la TransAgglo bénéficiant d'une aide financière en vertu de la LTr

Etant donné que la TransAgglo desservira des haltes ferroviaires et facilitera leur accès à vélo mais aussi à pied, les mesures dans les secteurs pour lesquels le PSV n'identifie aucun aménagement susceptible d'être reporté, peuvent être subventionnées en vertu de la LTr.

Quatre mesures à réaliser sont concernées:

PA	Numéro mesure selon PA	Commune concernée	Intitulé de la mesure
PA2	21.2	Fribourg	Réalisation d'une passerelle mixte piétons/vélos en franchissement de l'avenue Tivoli avec continuité au Nord de la gare vers Tour-Henri
PA2	22.2	Fribourg	Aménagement complémentaire à l'itinéraire mixte piétons/vélos entre la gare de Fribourg et la halte ferroviaire Poya (rue de Rome)
PA2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Aménagement pour les cycles du pont de Grandfey
PA3	3M.06.03	Düdingen	Aménagement de la Trans-Agglo secteur Grandfey-Düdingen (Zelg)

¹ Les plans directeurs et projets d'agglomération sont des concepts globaux de transport.

3. Voie Verte

Avec ses 6,28 km (voir annexe 4), la Voie Verte peut bénéficier dans son intégralité d'une aide financière en vertu de la LR. Elle sert en effet d'itinéraire alternatif à la route cantonale H189, laquelle est interdite à la circulation cycliste.

4. Aspects financiers

4.1. Montants engagés

4.1.1. En vertu de la loi sur les routes

Selon la loi sur les routes, lorsqu'on reporte les aménagements cyclables de la route cantonale sur un itinéraire alternatif, l'Etat participe à l'aménagement jusqu'à un montant équivalant à celui de l'aménagement qui aurait été réalisé le long de la route cantonale.

A cet effet, l'Office fédéral des routes, dans sa documentation sur la mobilité douce n° 120 de mars 2010 lui servant notamment à vérifier les coûts des projets d'agglomération, indique pour la région Espace Mittelland un coût de construction de 425 francs par mètre courant (ci-après m') pour une bande cyclable de 1,50 m, auquel doivent s'ajouter des frais d'acquisition et d'abornement de terrain, de 10 francs/m', des frais d'études qui s'élèvent généralement à 11% du coût de construction ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée de 7,7%, soit un investissement global toutes taxes comprises (ci-après TTC) d'environ 520 francs/m'.

Sur cette base et en fonction de la longueur des tronçons de la route cantonale, le coût de l'aménagement de deux bandes cyclables, de part et d'autre de la chaussée, se monterait à:

Pour la TransAgglo:

- > Secteur 1: 4 680 000 francs TTC, soit 4500 m × 2 × 520 francs/m'

- > Secteur 2: 936 000 francs TTC, soit 900 m × 2 × 520 francs/m'
- > Secteur 3: 1 352 000 francs TTC, soit 1300 m × 2 × 520 francs/m'

Soit un total de 6 968 000 francs TTC.

Pour la Voie Verte, le montant est de 6 531 200 francs TTC, soit 6280 m × 2 × 520 francs/m'.

Le total des montants engagés en vertu de la LR à la charge de l'Etat est de 13 499 200 francs TTC.

Un tronçon de la Voie verte fait l'objet d'une promesse de cofinancement de la Confédération, conformément au fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) (mesure 6.3 du Projet d'agglomération de 3^e génération de Mobul du 5 juin 2020). En dérogation à la convention-cadre relative au PA3 entre l'Etat et Mobul, cette contribution fédérale profitera entièrement à Mobul. Cependant, l'Etat ne doit plus s'engager à cofinancer ladite mesure en dehors du décret Transagglo/Voie verte. Une convention de financement traitant de ce point sera conclue entre l'Etat et Mobul suite à l'acceptation du crédit d'engagement.

4.1.2. En vertu de la loi sur les transports

Une partie de la présente demande de crédit est basée sur la LTr et concerne un montant spécifiquement dédié à des infrastructures de liaisons vélo. Ces infrastructures seront financées via le fond d'infrastructure (art. 42a^{bis} de la loi sur les finances) dont une partie est dédiée aux infrastructures cyclables. Elles ne tombent pas sous le décret relatif à l'octroi d'une aide aux investissements des communautés régionales adopté par le Grand Conseil le 28 mai 2020.

Il s'agit de quatre mesures des projets d'agglomération qui représentent un montant total de 4 670 000 francs TTC, après déduction des subventions fédérales, à la charge de l'Agglomération de Fribourg. L'aide financière de l'Etat s'élève à 50% du solde (art. 37 LTr) et se monte pour chaque mesure à (détails dans l'annexe 5):

PA	Numéro mesure selon PA	Commune concernée	Intitulé de la mesure	Montant à charge du canton (TTC)
PA2	21.2	Fribourg	Réalisation d'une passerelle mixte piétons/vélos en franchissement de l'avenue Tivoli avec continuité au Nord de la gare vers Tour-Henri	307 000
PA2	22.2	Fribourg	Aménagement complémentaire à l'itinéraire mixte piétons/vélos entre la gare de Fribourg et la halte ferroviaire Poya (rue de Rome)	67 500
PA2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Aménagement pour les cycles du pont de Grandfey	829 500
PA3	3M.06.03	Düdingen	Aménagement de la TransAgglo secteur Grandfey-Düdingen (Zelg)	1 131 000
			Total	2 335 000

Le total de l'aide financière de l'Etat en vertu de la LTr est de 2 335 000 francs TTC.

4.2. Mode de financement

Le Maître d'ouvrage de la TransAgglo et de la Voie Verte reste en principe la commune sur laquelle le projet est développé. Les communes participent au financement de la TransAgglo et de la Voie Verte uniquement au travers de l'Agglomération de Fribourg et de l'Association de communes Mobul, qui, pour les aspects financiers, sont les seuls interlocuteurs de l'Etat.

Actuellement, plusieurs projets sont en cours d'étude et suivent leur propre planification. A cet effet, l'Etat ne versera une aide financière à l'Agglomération de Fribourg et à l'Association de communes Mobul qu'une fois la réception des travaux effectuée. Le montant de l'aide financière de l'Etat est global.

5. Montant du crédit demandé

Le montant du crédit demandé est de **15 850 000 francs TTC**. Il se décompose comme suit:

	Fr.	Fr.	Fr.
TransAgglo			
<i>En vertu de la LR</i>			
Secteur 1	4 680 000		
Secteur 2	936 000		
Secteur 3	1 352 000		
Total		6 968 000	
Arrondi à			6 970 000
<i>En vertu de la LTr</i>			
PA2/21.2	307 000		
PA2/22.2	67 500		
PA2/21.13	829 500		
PA3/3M.06.03	1 131 000		
Total		2 335 000	
Arrondi à			2 340 000
Participation financière de l'Etat à l'aménagement de la TransAgglo			9 310 000
Voie Verte			
<i>En vertu de la LR</i>		6 531 200	
Arrondi à			6 540 000
Participation financière de l'Etat à l'aménagement de la Voie Verte			6 540 000
Crédit d'engagement demandé par le présent décret			15 850 000

Il s'agit d'un crédit d'objet au sens de l'article 31 de la loi sur les finances de l'Etat (LFE).

Le financement de la TransAgglo en vertu de la LTr, soit 2 340 000 francs TTC, est prélevé sur le fonds d'infrastructures tandis que celui en vertu de la LR, soit 6 970 000 francs TTC, est porté au budget d'investissement des routes cantonales.

La Voie Verte étant réalisée en lieu et place d'aménagements à réaliser sur la route de contournement de Bulle qui est une route principale suisse RPS, le financement du montant de 6 540 000 francs TTC est prélevé sur le fonds RPS.

6. Autres aspects

Le décret proposé n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Il n'a pas d'influence sur l'effectif du personnel de l'Etat et n'est pas concerné par les questions d'euro-compatibilité.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret doit, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (montant plus élevé que 1/8% des dépenses de l'Etat indiqué dans l'ordonnance précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat ROF 612.21), être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (majorité qualifiée de 56 voix) et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

Compte tenu du montant de la dépense (plus grand que 1/4% des dépenses de l'Etat), le projet de décret est soumis au referendum financier facultatif.

7. Conclusion

La TransAgglo et la Voie Verte sont inscrites dans le PSV. Ces deux cheminements de mobilité douce sont les sections où le potentiel de report modal est le plus important au niveau cantonal. Leur réalisation contribuera à répondre à l'objectif de report modal en faveur de la mobilité douce tel que prévus dans le Plan directeur cantonal.

C'est pourquoi nous vous invitons à adopter le présent décret.

Annexes

1. Situation de la TransAgglo et de la Voie Verte
2. Situation des secteurs de la TransAgglo et de la Voie Verte selon la base légale du financement
3. Secteurs de la TransAgglo concernés par un report des aménagements cyclables depuis la route cantonale
4. Secteur de la Voie Verte concerné par un report des aménagements cyclables depuis la route cantonale
5. Liste des mesures subventionnées en vertu de la LTr (ne concerne que TransAgglo)



Botschaft 2020-DAEC-193

20. April 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für einen Beitrag an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung

Wir ersuchen Sie um die Gewährung eines Verpflichtungskredits von **15 850 000 Franken** für eine finanzielle Beteiligung des Staats an die TransAgglo und die Grüne Verbindung nach dem Strassengesetz und dem Verkehrsgesetz.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Allgemeines	5
2. TransAgglo	6
3. Grüne Verbindung	6
4. Finanzielle Folgen	7
5. Höhe des beantragten Kredits	8
6. Andere Folgen	8
7. Schlussfolgerung	8

1. Allgemeines

1.1. Ausgangslage

Die Agglomeration Freiburg und der Gemeindeverband Mobul haben beim Staat eine finanzielle Unterstützung für den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung beantragt. Diese beiden Langsamverkehrsverbindungen sind im Sachplan Velo (SPV) ausgewiesen, den der Staatsrat am 10. Dezember 2018 angenommen hat. Dieser Sachplan definiert das kantonale Alltags- und Freizeitvelonetz. Die TransAgglo und die Grüne Verbindung sind die Abschnitte des Velonetzes mit dem grössten Verlagerungspotenzial auf kantonaler Ebene.

Die TransAgglo ist ein Projekt der Agglomeration Freiburg, das in seiner endgültigen Form Rosé, Avry, Matran, Corminboeuf, Villars-sur-Glâne, Freiburg, Granges-Paccot und Düdingen verbinden wird (siehe Anhang 1). Das Trasse verläuft mehr oder weniger parallel zur Bahnlinie und wird bis 2025 alle Bahnhaltstellen auf diesem Abschnitt bedienen (Avry-Matran, Villars-sur-Glâne, Fribourg/Freiburg, Fribourg/Freiburg Poya und Düdingen). Die baulichen Massnahmen für diese Langsamverkehrsverbindung sind in den Agglomerationsprogrammen der 2. und 3. Generation (AP2

und AP3) sowie dem in Entwicklung befindlichen Agglomerationsprogramm der 4. Generation (AP4) enthalten.

Die Grüne Verbindung ist ein Projekt des Gemeindeverbands Mobul und soll dereinst Riaz, Bulle und La Tour-de-Trême verbinden (siehe Anhang 1). Sie dient als Alternativroute zur Kantonsstrasse H189, die für den Veloverkehr gesperrt ist.

1.2. Rechtliche Grundlagen

Ein Kantonsbeitrag am Bau dieser beiden Langsamverkehrsverbindungen kann nach dem Strassengesetz (StrG) und dem Verkehrsgesetz (VG) gewährt werden.

1.2.1. Finanzielle Beteiligung nach Strassengesetz

Eine finanzielle Beteiligung des Staats ist über die Beträge möglich, die für Veloanlagen entlang der im SPV bezeichneten Kantonsstrassen vorgesehen wären und stattdessen auf der TransAgglo bzw. der Grünen Verbindung verwirklicht werden sollen. Artikel 54a Abs. 2 StrG legt diesbezüglich Folgendes fest:

Der Bau von Radwegen, die nicht an eine Strasse angrenzen, ist Sache der Gemeinden. Der Staat beteiligt sich daran bis zum Betrag, der für einen Ausbau entlang der Kantonsstrasse hätte bezahlt werden müssen.

1.2.2. Finanzielle Beteiligung nach Verkehrsgesetz

Staatliche Finanzhilfen können für Anlagen gewährt werden, die Bahnhaltestellen bedienen und den Zugang mit dem Velo bzw. zu Fuss erleichtern, wie z. B. die TransAgglo im Sektor Freiburg–Düdingen, die entlang der Gleise gebaut wird und die Bahnhöfe Fribourg/Freiburg, Fribourg/Freiburg Poya und Düdingen verbindet. Nach Artikel 30 Abs. 3 VG kann der Staat den Transportunternehmen, den Regionalverbunden wie etwa die Agglomeration Freiburg und der Gemeindeverband Mobil, aber auch den Gemeinden einen Beitrag gewähren.

Artikel 35 VG bezeichnet die Investitionen, für die Hilfen möglich sind, und nennt in Buchstabe f die Anlagen in der Nähe von Bahnhaltestellen:

Der Bau regionaler Parkplätze und das Anlegen von Abstellfeldern für Fahrräder und Mofas bei Bahnhöfen sowie andere Verbindungsanlagen zwischen den öffentlichen Verkehrsmitteln und dem Individualverkehr, sofern diese Anlagen Teil einer Gesamtverkehrskonzeption sind¹;

Artikel 37 VG sieht im Übrigen eine Obergrenze für den finanziellen Beitrag vor:

Der Beitrag für Investitionen, die ein Regionalverbund, ausgehend von einem Rahmenentwurf gemäss Artikel 28, vorsieht, beträgt höchstens 50% des Saldos der Gesamtausgaben nach Abzug der Bundesbeiträge und gegebenenfalls der kantonalen Beiträge aufgrund von anderen Gesetzen.

Ganz allgemein erfüllen die in einem Agglomerationsprogramm vorgesehenen Massnahmen diese Bedingungen, da sie auf einem regionalen Richtplan basieren, der Verkehr und Besiedlung koordiniert.

2. TransAgglo

2.1. Beitragsberechtigte Sektoren der TransAgglo gemäss StrG

Drei Sektoren der TransAgglo sind im SPV als Alternativrouten zur Kantonsstrasse ausgewiesen und somit nach Artikel 54a Abs. 2 StrG beitragsberechtigt (siehe Anhang 2).

- > Sektor 1:
Dieser Sektor beginnt beim Bahnhof Rosé und führt bis zum Sportzentrum Platy in Villars-sur-Glâne. Er tritt an

die Stelle des Ausbaus des 4,5 km langen Kantonsstrassenabschnitts vom Bahnhof Rosé bis zur Route de Moncor gemäss Massnahmen 2100-1e und 2100-1d des SPV (siehe Anhang 3).

- > Sektor 2:
Dieser Sektor betrifft die Unterführung der Route de Cormanon. Es ersetzt den Ausbau des 0,9 km langen Kantonsstrassenabschnitts, der der Route de Condoz in Villars-sur-Glâne entspricht, wie in der Massnahme 2000-3e des SPV festgelegt (siehe Anhang 3).
- > Sektor 3:
Dieser Sektor erstreckt sich vom Bahnhof Düdingen bis Luggiwil. Er tritt an die Stelle des Ausbaus des 1,3 km langen Kantonsstrassenabschnitts (Murtenstrasse in Düdingen) gemäss Massnahme 3000-2e des SPV (siehe Anhang 3).

2.2. Beitragsberechtigte Sektoren der TransAgglo gemäss VG

Da die TransAgglo Bahnhaltestellen bedienen und deren Erreichbarkeit mit dem Velo und zu Fuss verbessern wird, können Massnahmen in Gebieten, in denen der SPV keine ersetzbare Anlagen vorsieht, im Rahmen des VG gefördert werden.

Vier Massnahmen sind betroffen:

AP	Massnahme Nr. nach SPV	Gemeinde	Name der Massnahme
AP2	21.2	Freiburg	Bau einer gemeinsamen Rad-/Fussgängerbrücke über die Avenue Tivoli Avenue mit Weiterführung nördlich des Bahnhofs in Richtung Thierryturm
AP2	22.2	Freiburg	Ergänzender Ausbau eines gemeinsamen Rad- und Fusswegs zwischen dem Bahnhof Freiburg und der Bahnhaltestelle Poya (Rue de Rome)
AP2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Veloanlagen bei der Grandfey-Brücke
AP3	3M.06.03	Düdingen	Bau der TransAgglo im Raum Grandfey–Düdingen (Zelg)

3. Grüne Verbindung

Die 6,28 km lange Grüne Verbindung (siehe Anhang 4) ist in ihrer Gesamtheit beitragsberechtigt, dient sie doch als Alternativroute zur Kantonsstrasse H189, die für den Veloverkehr gesperrt ist.

¹ Die Richtpläne und Agglomerationsprogramme sind Gesamtverkehrskonzeptionen nach VG.

4. Finanzielle Folgen

4.1. Verwendete Mittel

4.1.1. Nach Strassengesetz

Laut Strassengesetz beteiligt sich der Staat an Veloanlagen, die auf einer alternativen Route, statt entlang der Kantonsstrasse gebaut werden, bis zum Betrag, der für einen Ausbau entlang der Kantonsstrasse hätte bezahlt werden müssen.

Dazu gibt das Bundesamt für Strassen in seiner Dokumentation «Materialien Langsamverkehr Nr. 120» vom März 2010, die insbesondere zur Überprüfung der Kosten von Agglomerationsprogrammen herangezogen wird, für die Region Espace Mittelland Baukosten von 425 Franken pro Laufmeter (nachfolgend m') für einen 1,50 m breiten Radweg an, zu denen noch die Kosten für Landerwerb und Vermarktung von 10 Franken/m', Studienkosten, die in der Regel 11% der Baukosten betragen, und die Mehrwertsteuer von 7,7% hinzukommen; dies ergibt eine Gesamtinvestition inkl. MWST von rund 520 Franken/m'.

Auf dieser Grundlage und abhängig von der Länge der Abschnitte der Kantonsstrasse betragen die Kosten für den Bau von zwei Radwegen auf beiden Seiten der Fahrbahn:

Für das TransAgglo:

- > Sektor 1: 4 680 000 Franken inkl. MWST, d. h. 4500 m × 2 × 520 Franken/m'
- > Sektor 2: 936 000 Franken inkl. MWST, d. h. 900 m × 2 × 520 Franken/m'
- > Sektor 3: 1 352 000 Franken inkl. MWST, d. h. 1300 m × 2 × 520 Franken/m'

Dies ergibt eine Gesamtsumme von 6 968 000 Franken inkl. MWST.

Für die Grüne Verbindung betragen die Kosten 6 531 200 Franken inkl. MWST, d. h. 6280 m × 2 × 520 Franken/m'.

Der Gesamtbetrag zulasten des Staats gemäss StrG beläuft sich damit auf 13 499 200 Franken (inkl. MWST).

Für einen Teil der Grünen Verbindung gibt ein Finanzierungsversprechen seitens des Bundes gemäss dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs-Fonds (NAF) (Massnahme 6.3 des Agglomerationsprogramms der 3. Generation von Mobul vom 5. Juni 2020). Abweichend vom Rahmenabkommen AP3 zwischen dem Kanton und Mobul wird diese Bundessubvention vollständig Mobul zugutekommen. Jedoch wird sich der Kanton ausserhalb dieses Dekretes Transagglo/Grüne Verbindung nicht mehr finanziell an dieser benannten Massnahme beteiligen. Eine zusätzliche Finanzierungsvereinbarung wird im Anschluss an die Annahme dieses Dekretes ausgearbeitet werden, die diese Aspekte regeln wird.

4.1.2. Nach Verkehrsgesetz

Ein Teil des vorliegenden Kreditantrags basiert auf dem VG und betrifft den Betrag, der speziell für die Veloinfrastruktur bestimmt ist. Diese Infrastruktur wird über den Infrastrukturfonds (Art. 42a^{bis} des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates) finanziert, von dem ein Teil für die Veloinfrastruktur bestimmt ist, und fällt nicht unter das vom Grosse Rat am 28. Mai 2020 verabschiedete Dekret über eine Investitionshilfe für die regionalen Verkehrsverbunde.

Es handelt sich um vier Agglomerationsprogramm-Massnahmen, deren Kosten nach Abzug der Bundessubventionen insgesamt 4 670 000 Franken (inkl. MwSt.) zu Lasten der Agglomeration Freiburg betragen. Die staatliche Finanzhilfe beträgt 50% des Restbetrags (Art. 37 VG) und beläuft sich, nach Massnahme aufgeschlüsselt, auf (Details in Anhang 5):

AP	Massnahme Nr. nach SPV	Gemeinde	Name der Massnahme	Zulasten des Kantons (inkl. MWST)
AP2	21.2	Freiburg	Bau einer gemeinsamen Rad-/Fussgängerbrücke über die Avenue Tivoli Avenue mit Weiterführung nördlich des Bahnhofs in Richtung Thierryturm	307 000
AP2	22.2	Freiburg	Ergänzender Ausbau eines gemeinsamen Rad- und Fusswegs zwischen dem Bahnhof Freiburg und der Bahnhaltstelle Poya (Rue de Rome)	67 500
AP2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Veloanlagen bei der Grandfey-Brücke	829 500
AP3	3M.06.03	Düdingen	Bau der TransAgglo im Raum Grandfey-Düdingen (Zelg)	1 131 000
			Total	2 335 000

Die staatliche Finanzhilfe im Rahmen des VG beträgt insgesamt 2 335 000 Franken (inkl. MWST).

4.2. Finanzierungsart

Grundsätzlich bleibt die Gemeinde Bauherrin des Projekts, auf deren Gebiet die TransAgglo bzw. die Grüne Verbindung entwickelt wird. Die Gemeinden beteiligen sich an der Finanzierung der TransAgglo und der Grünen Verbindung ausschliesslich über die Agglomeration Freiburg und den Gemeindeverband Mobul, die die einzigen finanziellen Gesprächspartner des Staats sind.

Derzeit werden mehrere Projekte, die je ihrige Planung haben, untersucht. Dabei zahlt der Staat der Agglomeration Freiburg und dem Gemeindeverband Mobul erst dann die Beiträge aus, wenn die Arbeiten abgeschlossen sind. Bei der staatlichen Finanzhilfe handelt es sich um einen globalen Betrag.

5. Höhe des beantragten Kredits

Die Höhe des beantragten Kredits beträgt **15 850 000 Franken** (inkl. MWST) und lässt sich wie folgt aufschlüsseln:

	Fr.	Fr.	Fr.
TransAgglo			
<i>Nach StrG</i>			
Sektor 1	4 680 000		
Sektor 2	936 000		
Sektor 3	1 352 000		
Total		6 968 000	
Gerundet			6 970 000
<i>Nach VG</i>			
AP2/21.2	307 000		
AP2/22.2	67 500		
AP2/21.13	829 500		
AP3/3M.06.03	1 131 000		
Total		2 335 000	
Gerundet			2 340 000
Finanzielle Beteiligung des Staats an der TransAgglo			9 310 000
Grüne Verbindung			
<i>Nach StrG</i>		6 531 200	
Gerundet			6 540 000
Finanzielle Beteiligung des Staats an der Grünen Verbindung			6 540 000
Beantragter Verpflichtungskredit			15 850 000

Es handelt sich um einen Objektkredit im Sinne von Artikel 31 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG).

Die Finanzierung der TransAgglo gemäss VG in Höhe von 2 340 000 Franken (inkl. MWST) erfolgt über den Infrastrukturfonds, während die Finanzierung gemäss StrG in Höhe von 6 970 000 Franken (inkl. MWST) in den Investitionsvoranschlag für das Kantonsstrassennetz aufgenommen wird.

Da die Grüne Verbindung anstelle des Ausbaus der Umfahrungsstrasse von Bulle, die eine schweizerische Hauptstrasse (SHS) ist, gebaut wird, erfolgt die Finanzierung des Betrags von 6 540 000 Franken (inkl. MWST) über den SHS-Fonds.

6. Andere Folgen

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staates und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

Aufgrund der Höhe der Ausgaben (mehr als 1/8% der Gesamtausgaben laut Verordnung über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung, SGF 612.21) ist für dieses Dekret laut Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) das qualifizierte Mehr erforderlich. Es muss mit anderen Worten von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rats (56 Mitglieder, siehe Art. 140 GRG) und nicht bloss von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen (einfaches Mehr) angenommen werden.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum (mehr als 1/4% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung).

7. Schlussfolgerung

Die TransAgglo und die Grüne Verbindung sind im SPV eingetragen. Diese beiden Langsamverkehrsverbindungen sind auf kantonaler Ebene die Abschnitte mit dem grössten Verlagerungspotenzial. Deren Verwirklichung wird dazu beitragen, das im kantonalen Richtplan formulierte Ziel der Verkehrsverlagerung zugunsten des Langsamverkehrs zu erreichen.

Wir laden Sie entsprechend ein, dieses Dekret anzunehmen.

Anhänge

1. Situation TransAgglo und Grüne Verbindung
2. Beitragsberechtigte Sektoren (TransAgglo und Grüne Verbindung), aufgeschlüsselt nach gesetzlicher Grundlage
3. Sektoren der TransAgglo als Alternativroute zur Kantonsstrasse
4. Sektor der Grünen Verbindung als Alternativroute zur Kantonsstrasse
5. Liste der beitragsberechtigten Massnahmen gemäss VG (betrifft nur die TransAgglo)

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
pour une participation financière à l'aménagement
de la TransAgglo et de la Voie Verte**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 15 décembre 1967 sur les routes (LR);

Vu la loi du 20 novembre 1994 sur les transports (LTr);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message 2020-DAEC-193 du Conseil d'Etat du 20 avril 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

**Dekret über einen Verpflichtungskredit für einen Beitrag
an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (StrG);

gestützt auf das Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (VG);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DAEC-193 des Staatsrats vom 20. April 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 15 850 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la participation financière à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte.

² Ce montant représente la participation financière octroyée par l'Etat aux communes par l'entremise de l'Agglomération de Fribourg et de l'Association de communes Mobul.

³ La participation financière à l'aménagement de la TransAgglo se monte à 9 310 000 francs.

⁴ La participation financière à l'aménagement de la Voie Verte se monte à 6 540 000 francs.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires aux travaux financés sur la base de la loi sur les routes seront portés au budget d'investissement des routes cantonales, sous le centre de charges PCAM «Ponts et chaussées – Aménagement» (pour un montant de 6 970 000 francs), ainsi que couverts par les moyens disponibles du fonds cantonal pour les routes principales suisses (fonds RPS), sous le centre de charges PCAM «Ponts et chaussées – Aménagement» (pour un montant de 6 540 000 francs).

² Les crédits de paiement nécessaires aux subventions des travaux sur la base de la loi sur les transports (pour un montant de 2 340 000 francs) sont couverts par les moyens disponibles du fonds d'infrastructure constitué aux comptes de l'Etat. Ces crédits de paiement seront comptabilisés sous le centre de charges GENE «Recettes et dépenses générales».

³ Les crédits de paiement seront utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

⁴ Les disponibilités financières de l'Etat sont réservées.

I.

Art. 1

¹ Für die Finanzierung eines Beitrags an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 15 850 000 Franken eröffnet.

² Dieser Betrag entspricht dem Kantonsbeitrag an die Gemeinden, der über die Agglomeration Freiburg und den Gemeindeverband Mobul ausbezahlt wird.

³ Der finanzielle Beitrag an die TransAgglo beträgt 9 310 000 Franken.

⁴ Der finanzielle Beitrag an die Grüne Verbindung beträgt 6 540 000 Franken.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite für die Beiträge gemäss Strassengesetz werden einerseits unter der Kostenstelle PCAM «Tiefbau – Ausbau» in den Investitionsvoranschlag aufgenommen (6 970 000 Franken) und andererseits über die verfügbaren Mittel des Fonds für die schweizerischen Hauptstrassen (SHS-Fonds) finanziert und unter der Kostenstelle PCAM «Tiefbau – Ausbau» in den Investitionsvoranschlag aufgenommen (6 540 000 Franken).

² Die Zahlungskredite für die Beiträge gemäss Verkehrsgesetz (2 340 000 Franken) werden über die verfügbaren Mittel des Infrastrukturfonds, der in der Staatsrechnung gebildet wurde, finanziert und unter der Kostenstelle GENE «Allgemeine Einnahmen und Ausgaben» verbucht.

³ Die Zahlungskredite werden gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

⁴ Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

Art. 3

¹ Le montant du crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice suisse des prix de la construction (indice de construction total) pour l'Espace Mittelland, édité par l'Office fédéral de la statistique, survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 4

¹ Les dépenses relatives aux études et aux travaux prévus seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 3

¹ Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des vom Bundesamt für Statistik publizierten schweizerischen Baupreisindex (Index Baugewerbe Total) für den Espace Mittelland, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

Art. 4

¹ Die Ausgaben für die geplanten Studien und Bauarbeiten werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG abgeschrieben.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

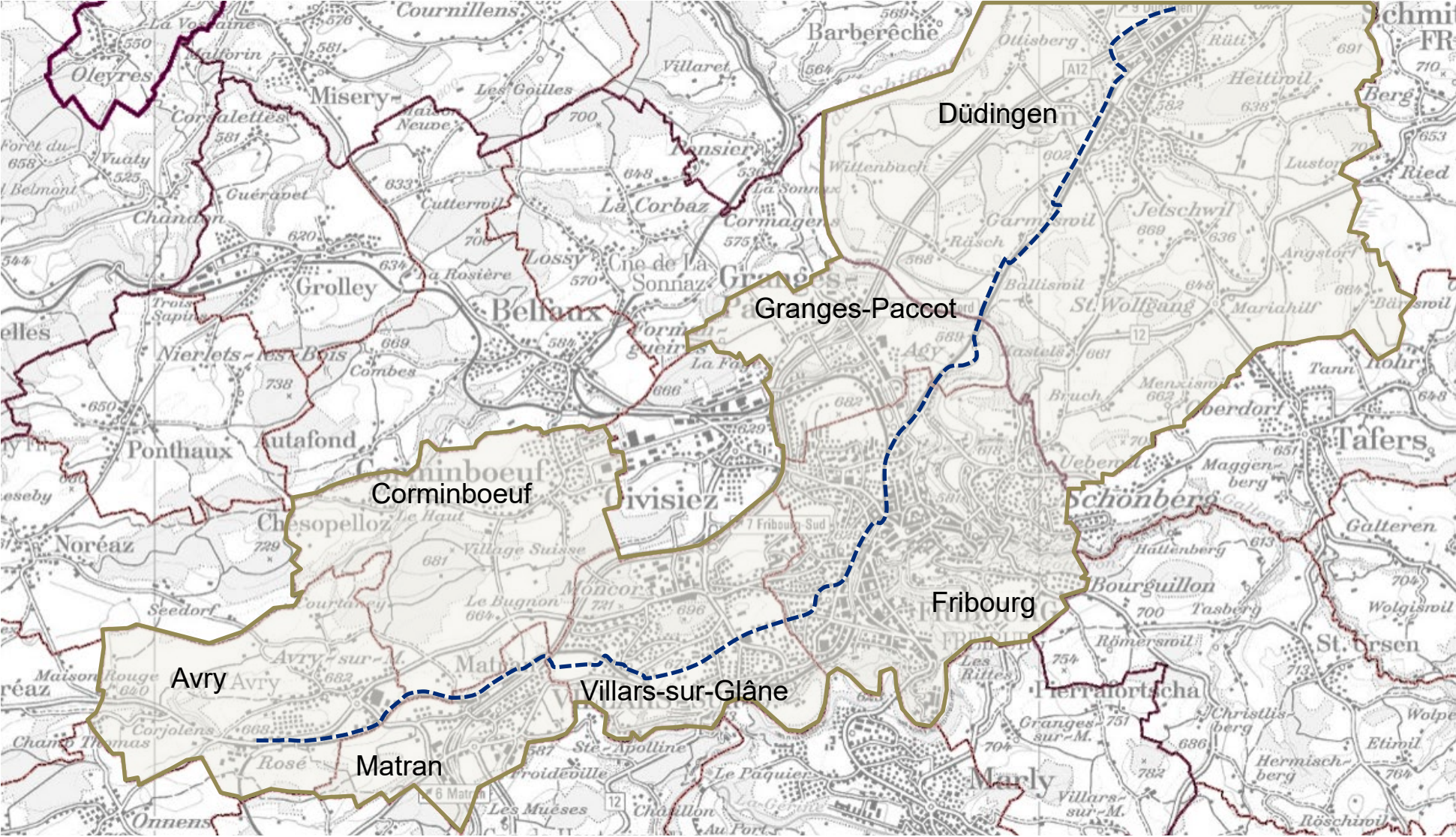
Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

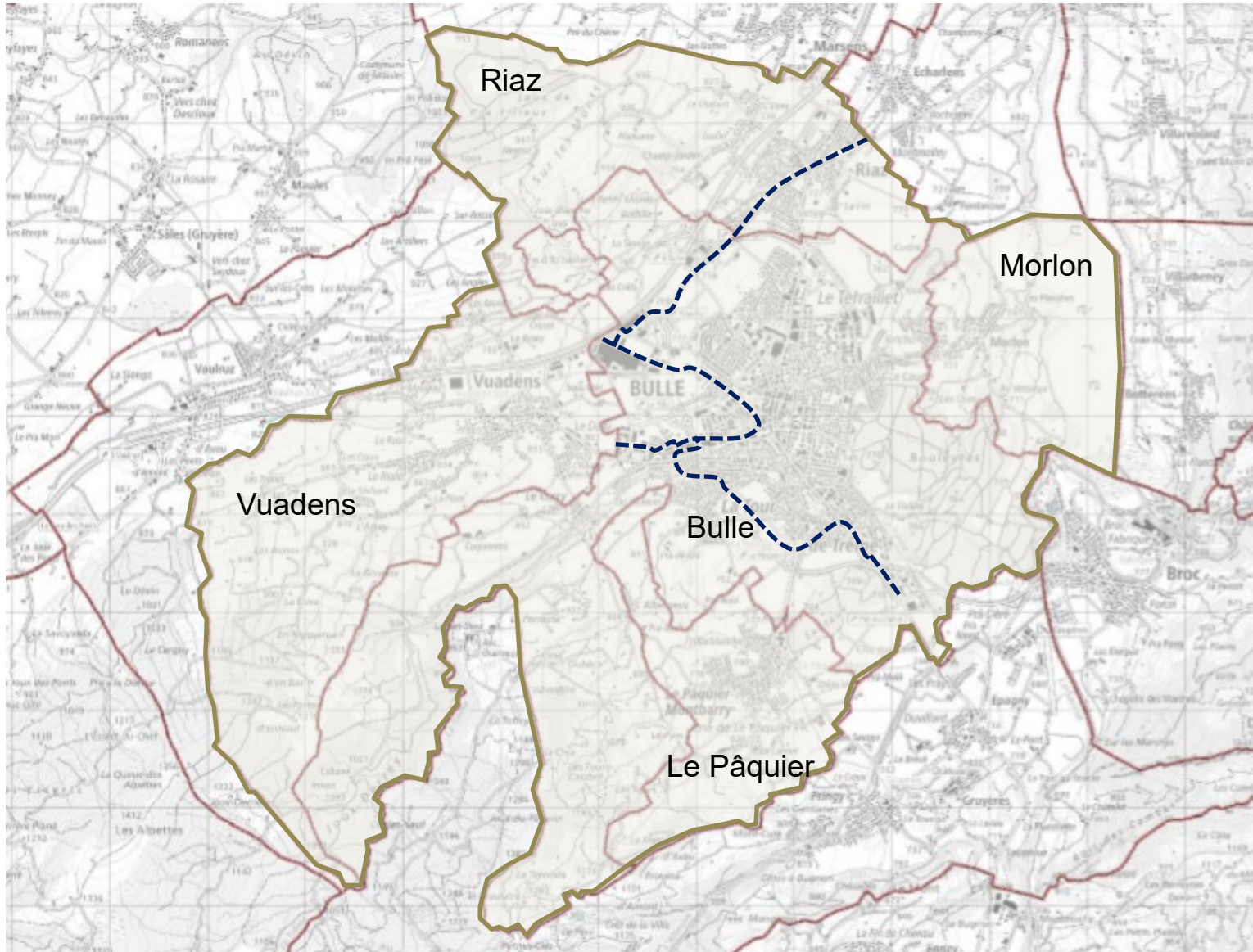
Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Situation de la TransAgglo

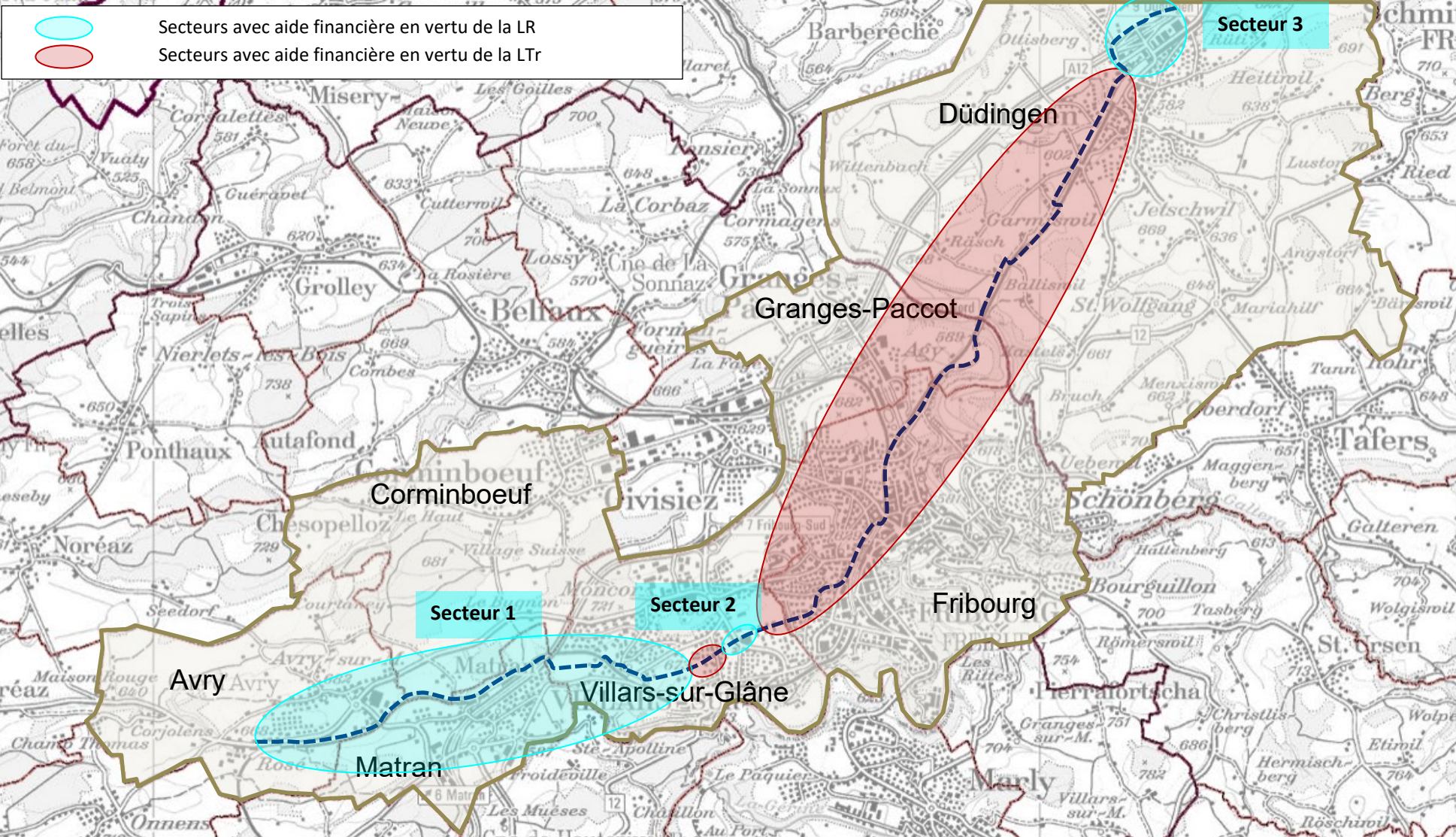


Situation de la Voie Verte

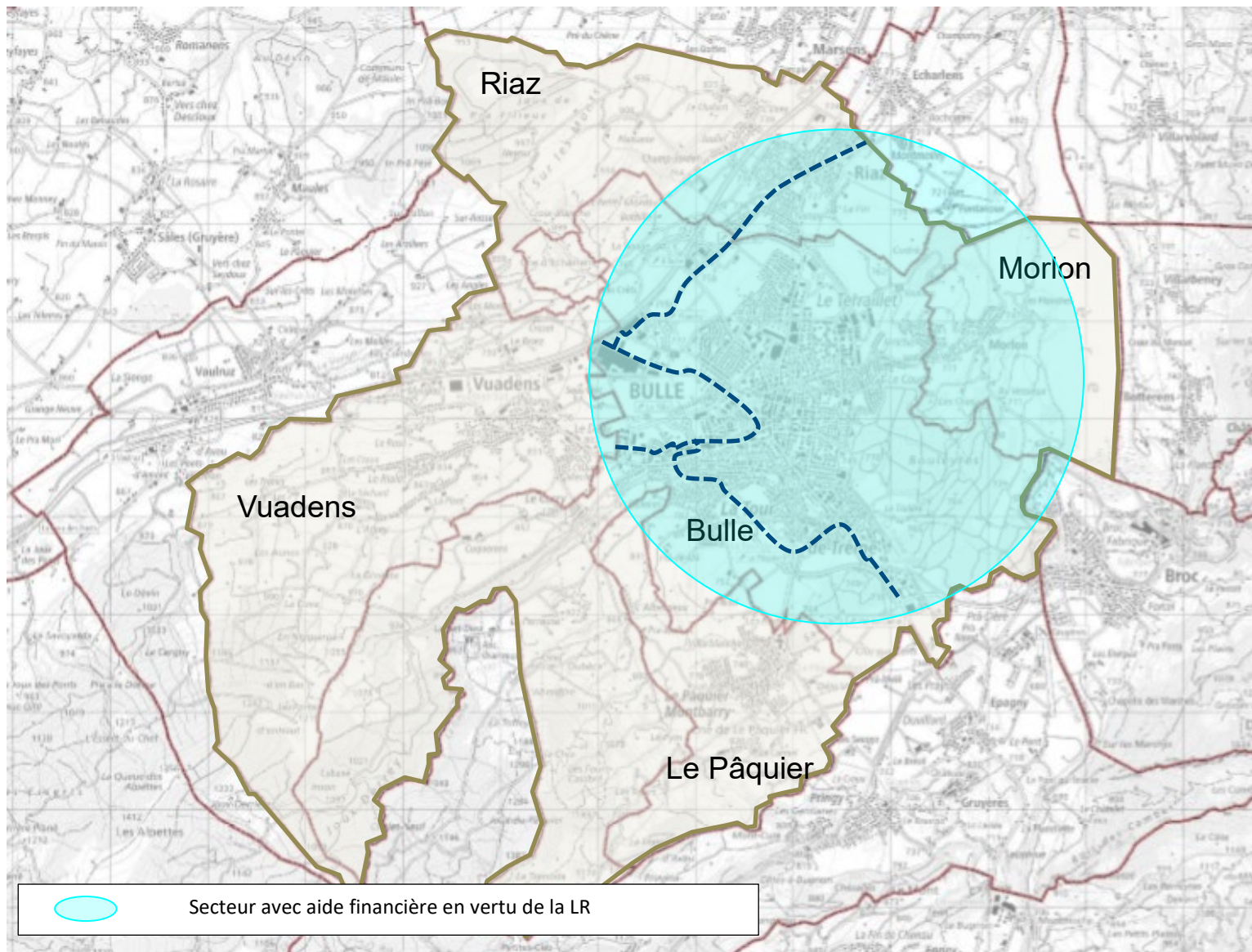


Base légale de l'aide financière pour la TransAgglo

● Secteurs avec aide financière en vertu de la LR
● Secteurs avec aide financière en vertu de la LTr

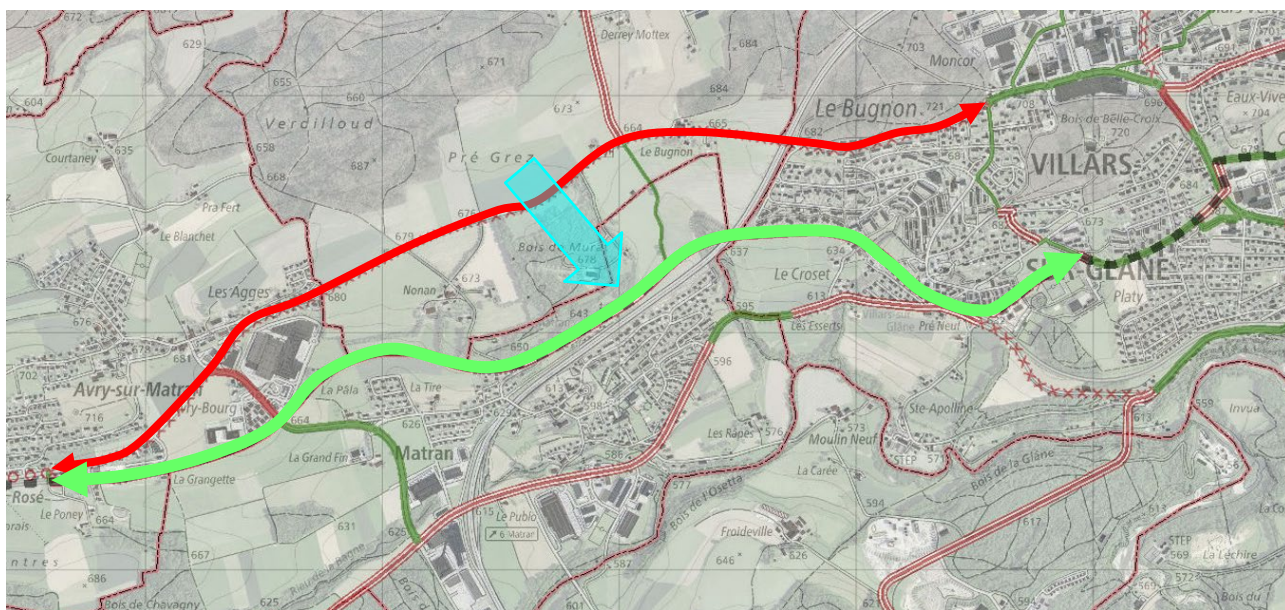


Base légale de l'aide financière pour la Voie Verte



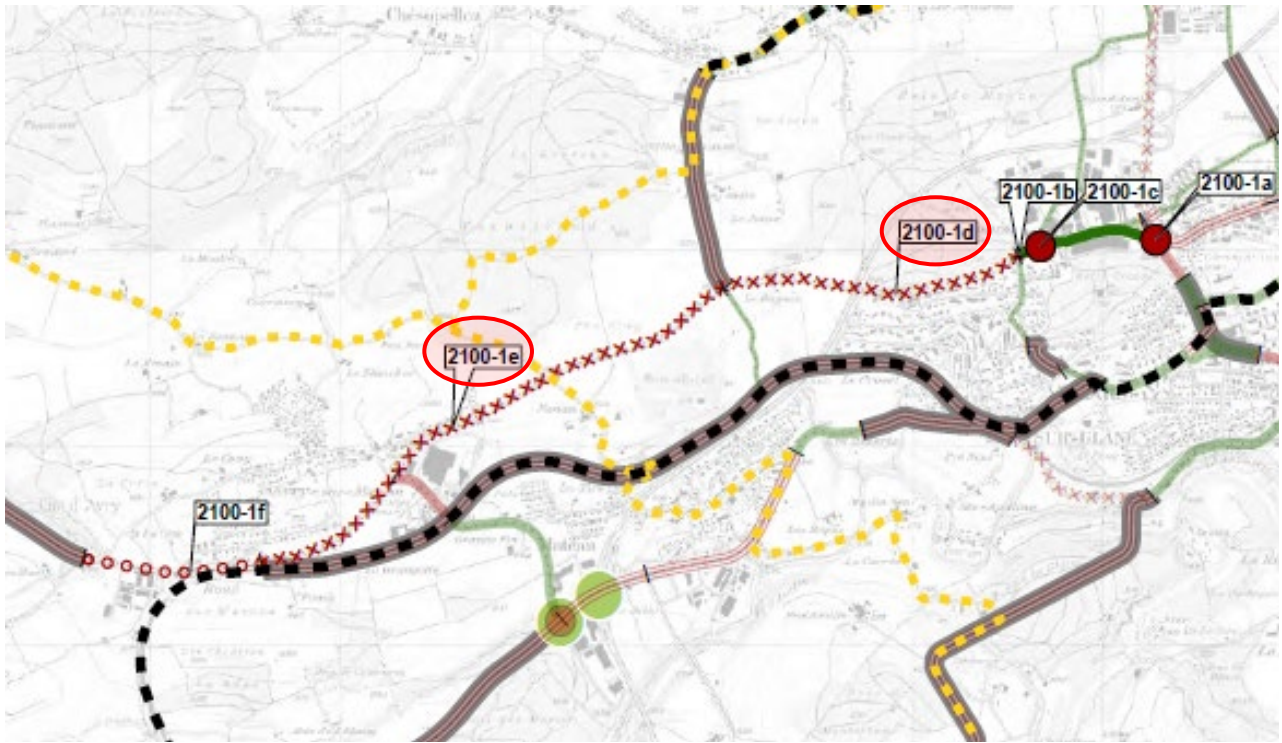
Secteurs de la TransAgglo sujets à une aide financière en vertu de la LR par un report des aménagements cyclables depuis la route cantonale selon le PSV

Secteur 1



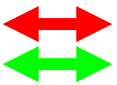
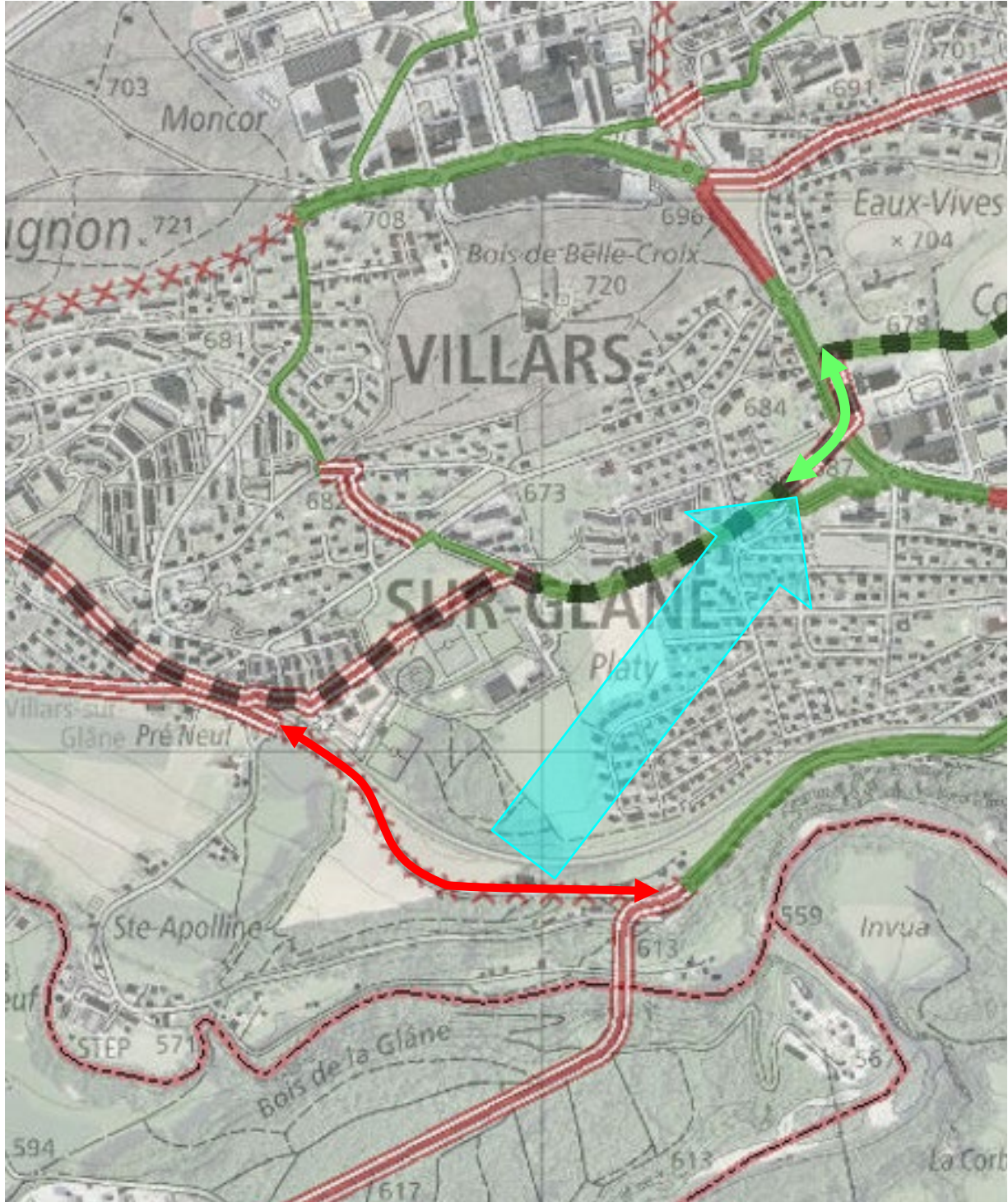
Tronçons de RC à reporter sur la TransAgglo

Tronçon de la TransAgglo en remplacement de l'aménagement de la RC



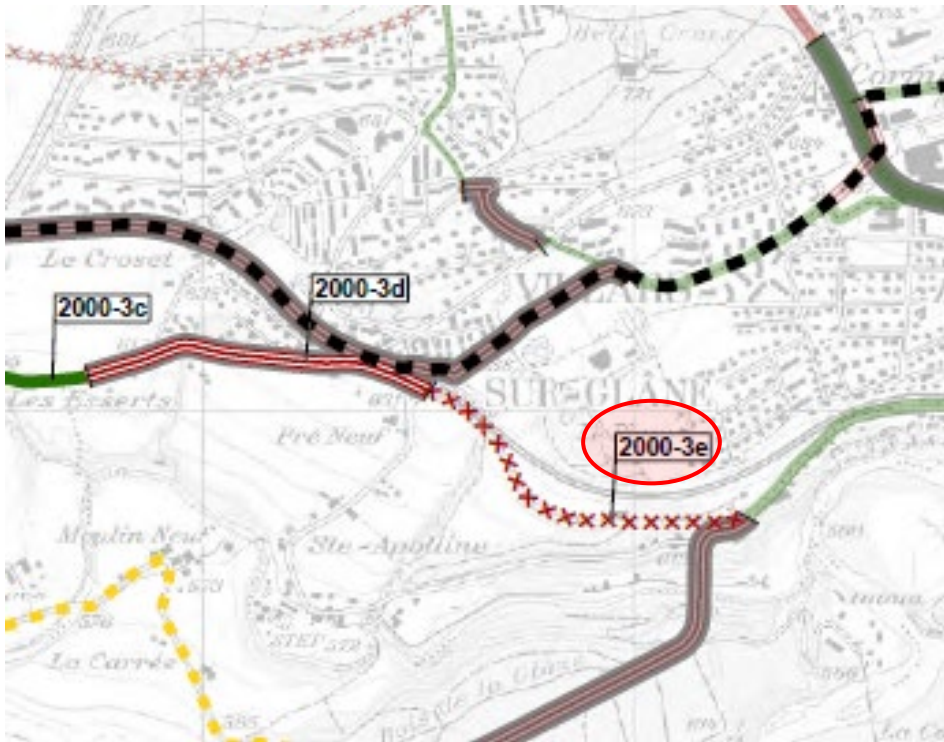
2100-1d	2100-1e	
d	e	f
<p>Axe prioritaire 10700 véh/j 4.0 % 7.4 m Elargissement possible Elargissement aisé valloné 2 bandes cyclables</p>	<p>Axe prioritaire 11300 véh/j 4.0 % 7.0 m plat Aucun</p>	<p>axe prioritaire 15600 véh/j 4.0 % 6.0 m Elargissement possible Trottoir plat Valtraloc en cours de réalisation ou partiellement réalisé</p>
<p>1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif</p>	<p>1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif</p>	<p>1 B5 Valtraloc en cours de réal. ou part. réalisé</p>
à reporter sur la transaglo	à reporter sur la transaglo	

Secteur 2



Tronçons de RC à reporter sur la TransAgglo



Tronçons de la TransAgglo en remplacement de l'aménagement de la RC

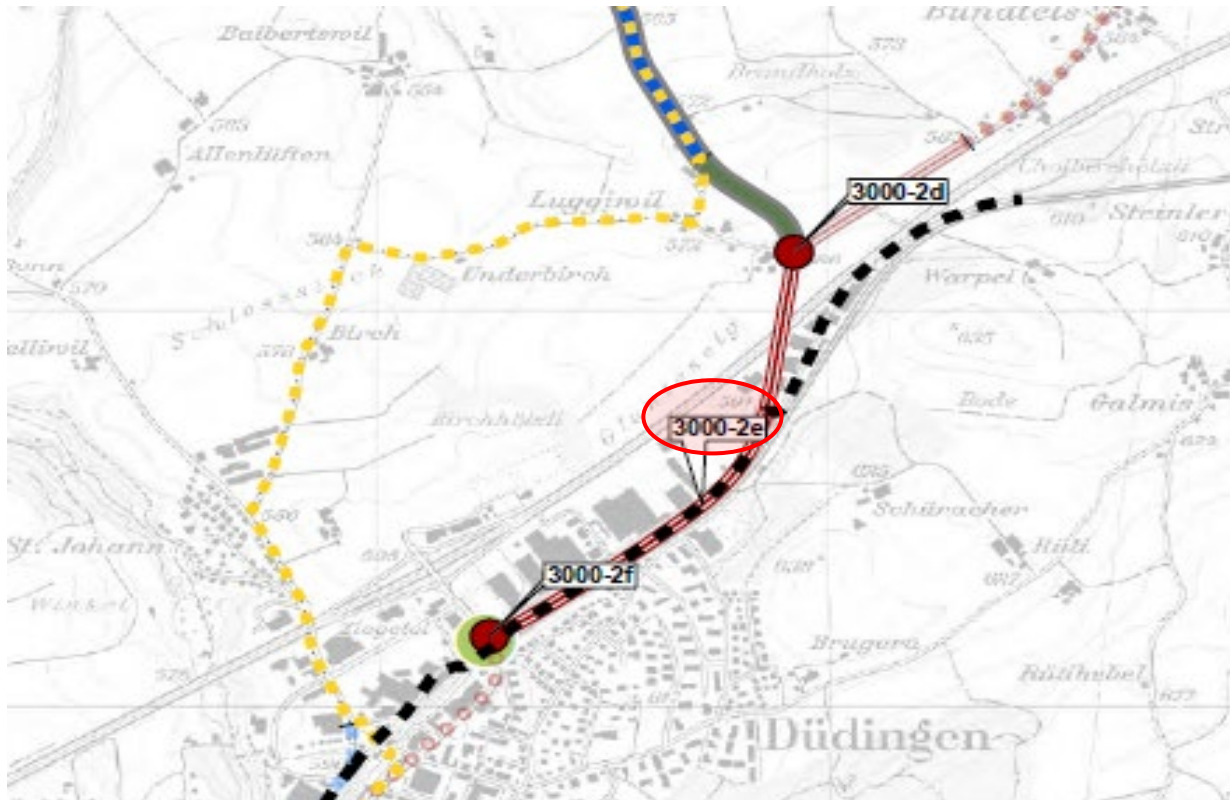


2000-3e		
d	e	f
<p>Axe prioritaire 7000 véh/j 6.5 % 6.0 m Elargissement possible Trottoir valloné Aucun</p>	<p>Route communale valloné Aucun</p>	
<p>1 B2 Piste mixte</p>	<p>1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif</p>	
<p>cohérence des aménagement à assurer avec tronçons b et c, itinéraire alternatif au sud à examiner</p>		

Secteur 3



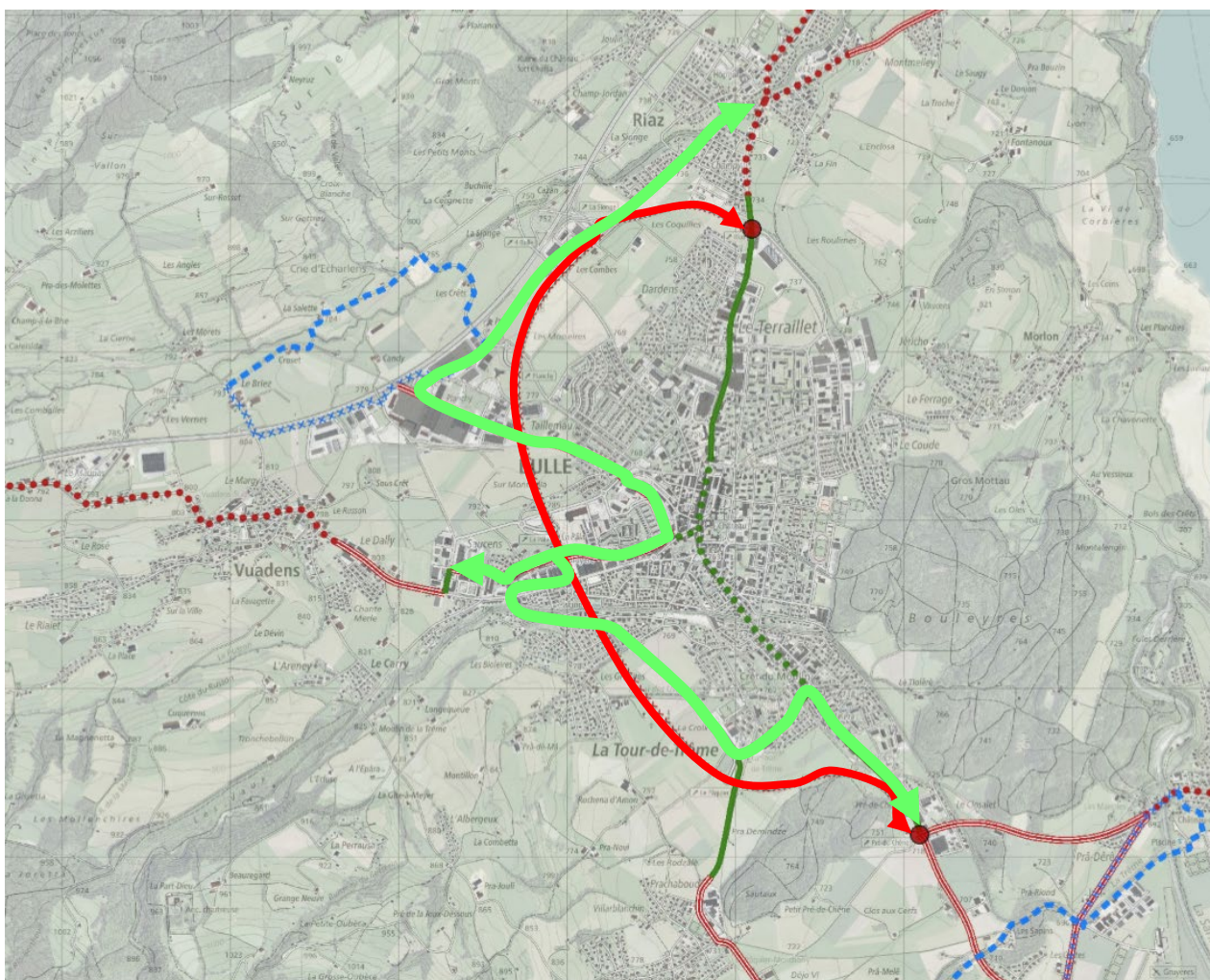
	Tronçons de RC à reporter sur la TransAgglo
	Tronçons de la TransAgglo en remplacement de l'aménagement de la RC



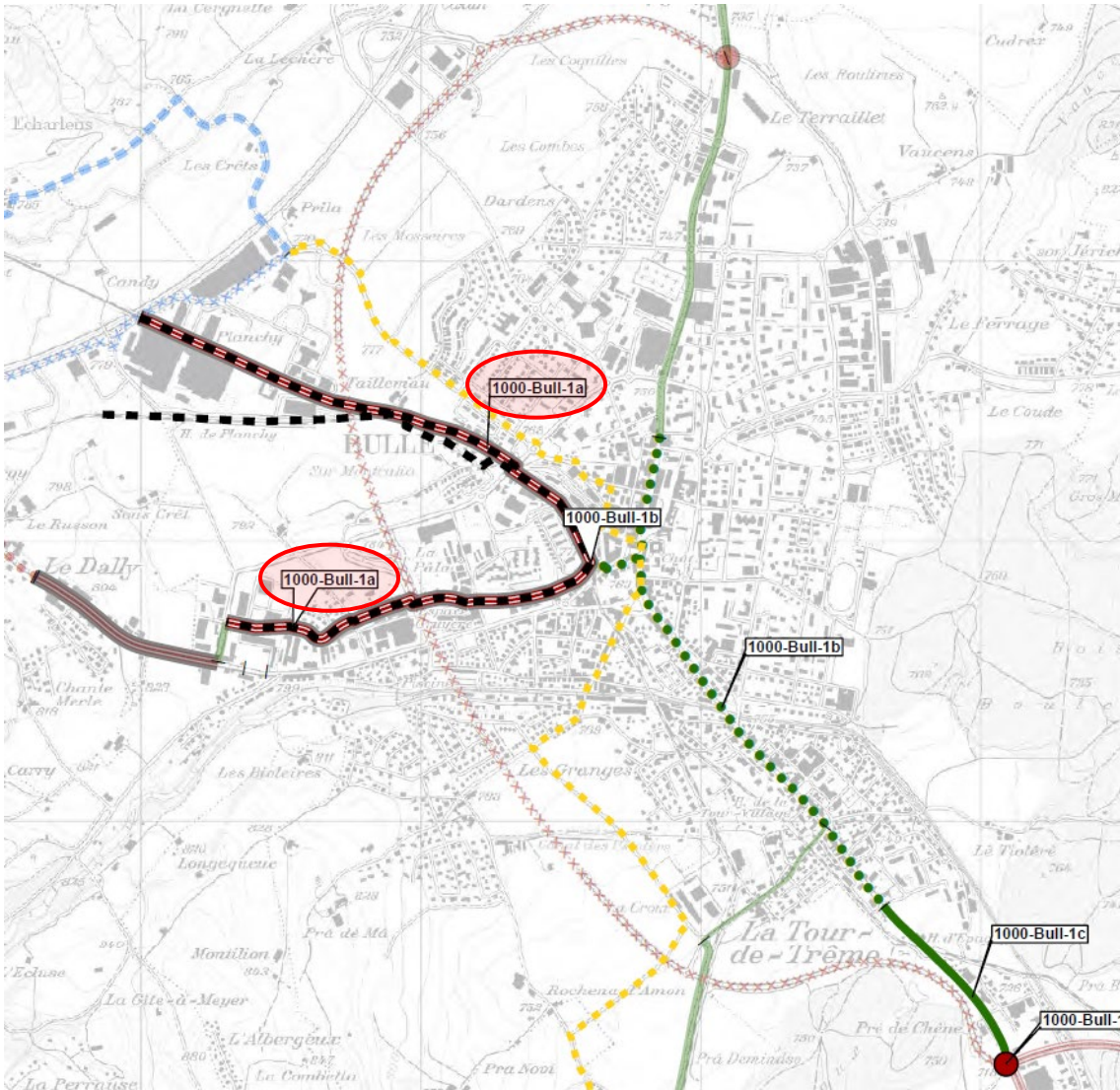
3000-2e

d	e	f
Knoten Kantonsstr.	Hauptachse 16400 véh/j 7.0 % 7.0 m Kein Spielraum Separater Gehweg Flach Keine	Knoten Nationalstr.
Keine		Flach Keine
1 B4 Aménagement ponctuel	1 B2 Bandes cyclables	1 B4 Aménagement ponctuel
Alternative Route entlang der Geleise mit Anschluss an die Transaggo zu untersuchen	Alternative Route entlang der Geleise mit Anschluss an die Transaggo zu untersuchen	

Secteurs de la Voie Verte sujets à une aide financière en vertu de la LR par un report des aménagements cyclables depuis la route cantonale selon le PSV



	<p>Tronçons de RC à reporter sur la Voie Verte</p>
	<p>Tronçons de la Voie Verte en remplacement de l'aménagement de la RC</p>



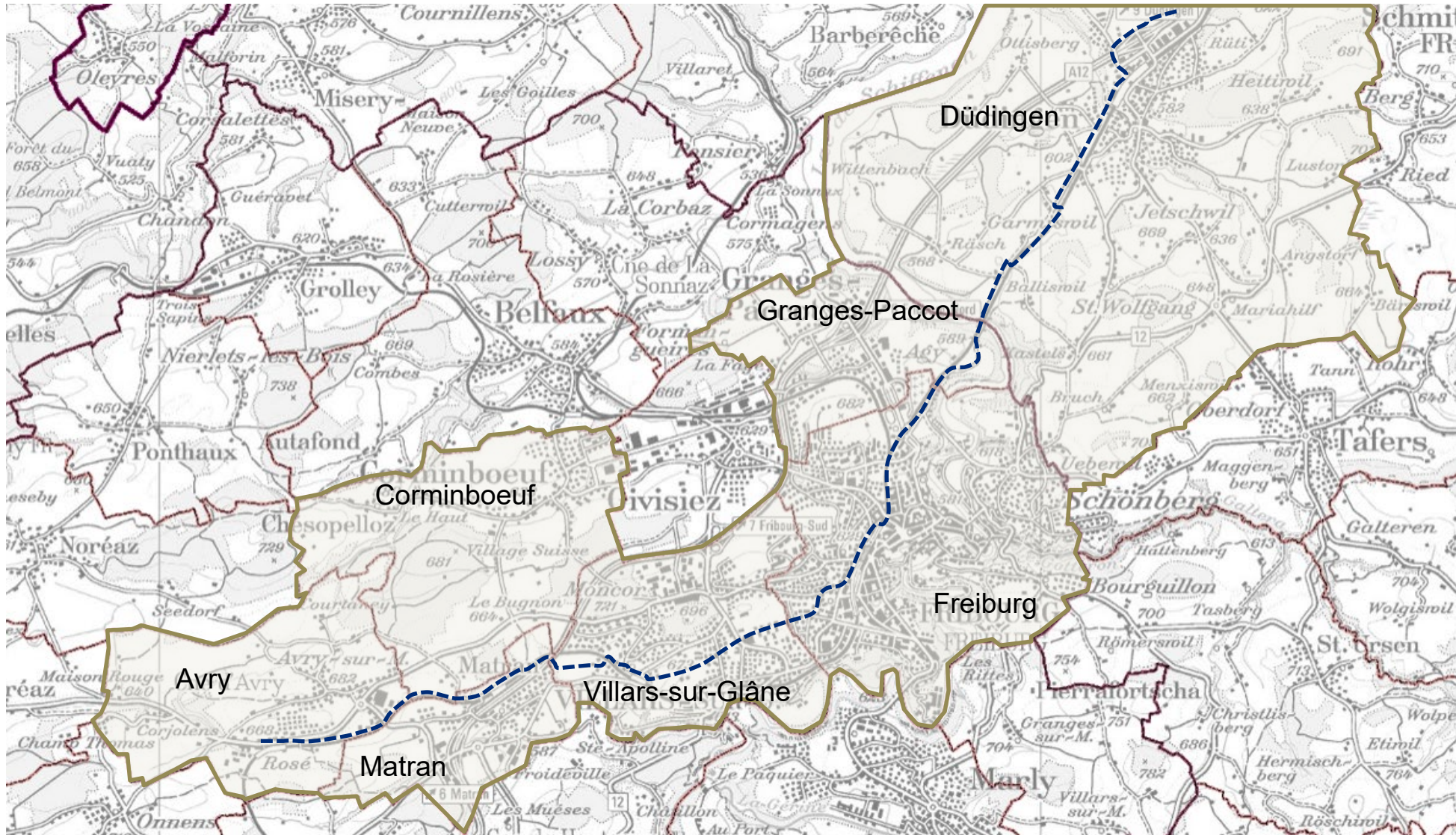
1000-Bull-1a		
a	b	c
Route communale plat Aucun	Route communale 10300 véh/j Trottoir Trottoir plat Valtraloc réalisé	Route communale 9300 véh/j Trottoir Elargissement aisé plat 2 bandes cyclables
1 B2 Piste mixte	1 A3 Aménagements existants suffisants	1 A2 Aménagements existants suffisants
Transagglo		

Liste des mesures subventionnées en vertu de la LTr (ne concerne que TransAgglo)

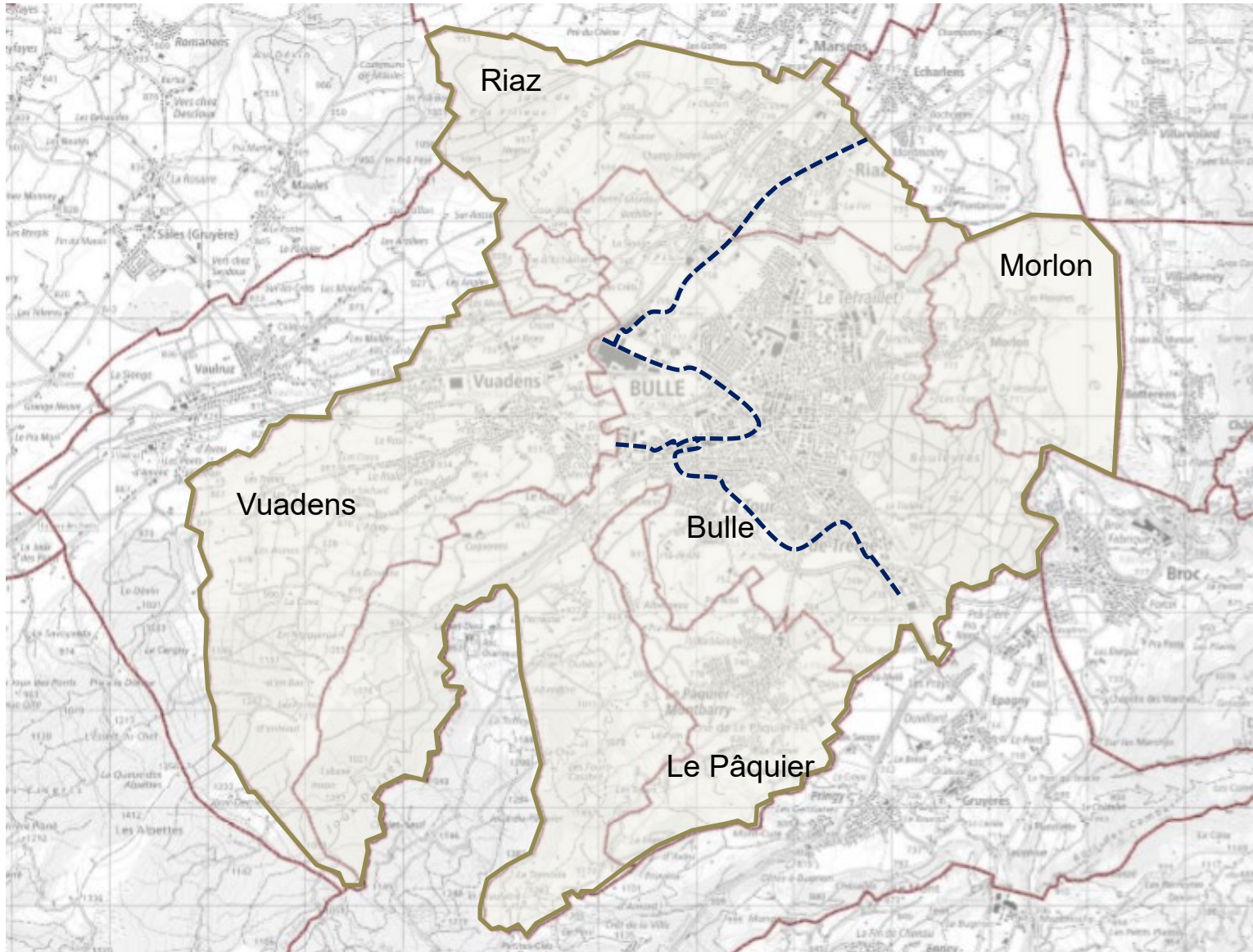
PA	numéro mesure	commune concernée	intitulé de la mesure	montant initial de la mesure	montant admis par la Confédération	taux de contribution fédérale (FORTA)	montant max. de la contribution fédérale (FORTA)	solde à financer (estimation)	solde à financer (estimation), TTC	montant à charge du canton (50%), TTC
PA2	21.2	Fribourg	Réalisation d'une passerelle mixte piétons/vélos en franchissement de l'avenue Tivoli avec continuité au Nord de la gare vers Tour-Henri	850'000	700'000	40%	280'000	570'000	614'000	307'000
PA2	22.2	Fribourg	Aménagement complémentaire à l'itinéraire mixte piétons/vélos entre la gare de Fribourg et la halte ferroviaire Poya (rue de Rome)	195'000	160'000	40%	70'000	125'000	135'000	67'500
PA2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Aménagement pour les cycles du pont de Grandfey	2'300'000	1'890'000	40%	760'000	1'540'000	1'659'000	829'500
PA3	3M.06.03	Düdingen	Aménagement de la TransAgglo secteur Grandfey-Düdingen (Zelg)	2'100'000	*	*	0	2'100'000	2'262'000	1'131'000
Totaux				5'445'000	2'750'000		1'110'000	4'335'000	4'670'000	2'335'000

* remplace 20.15 du PA2, pas subventionnée par la Confédération

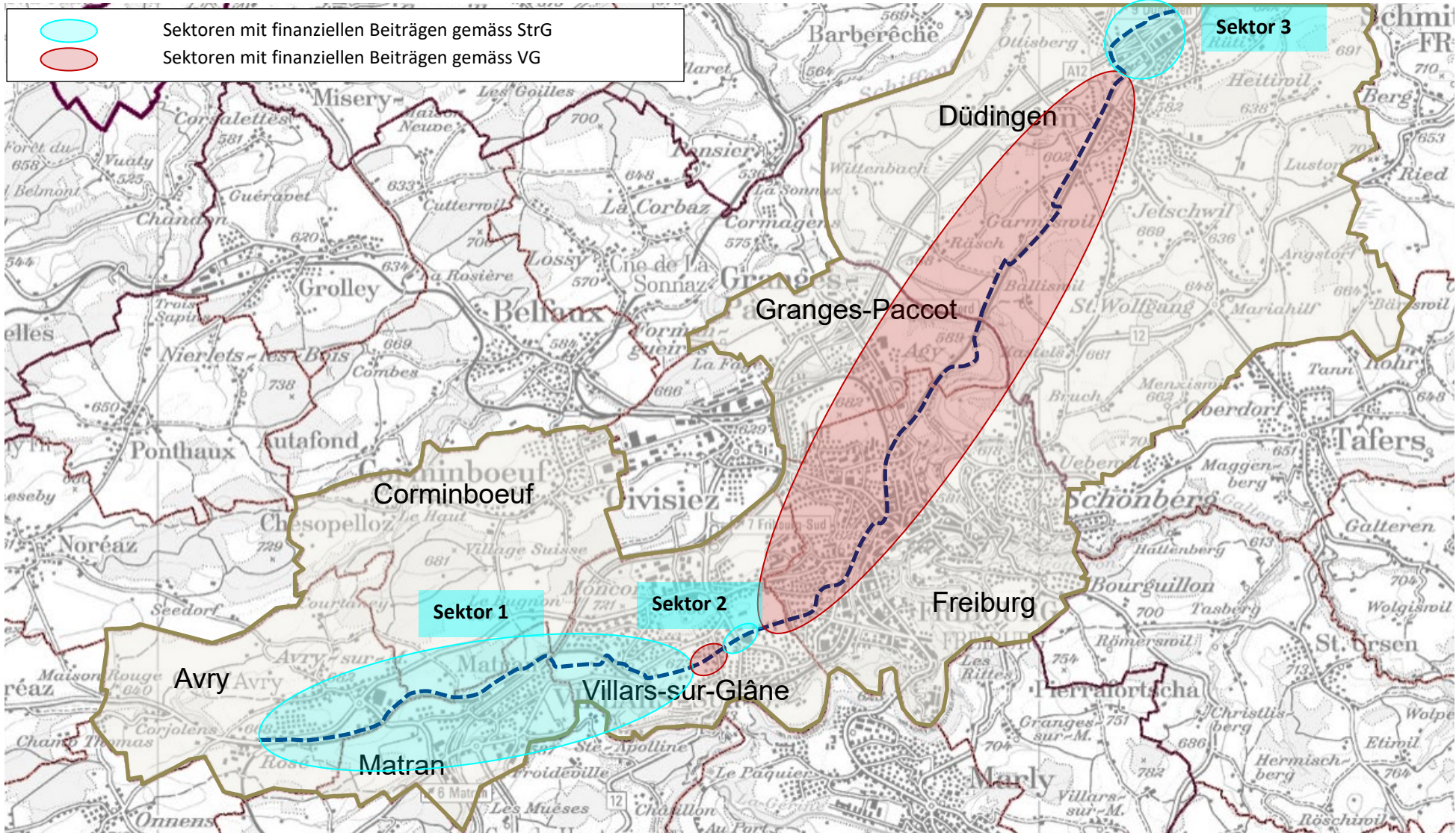
TransAgglo – Situation



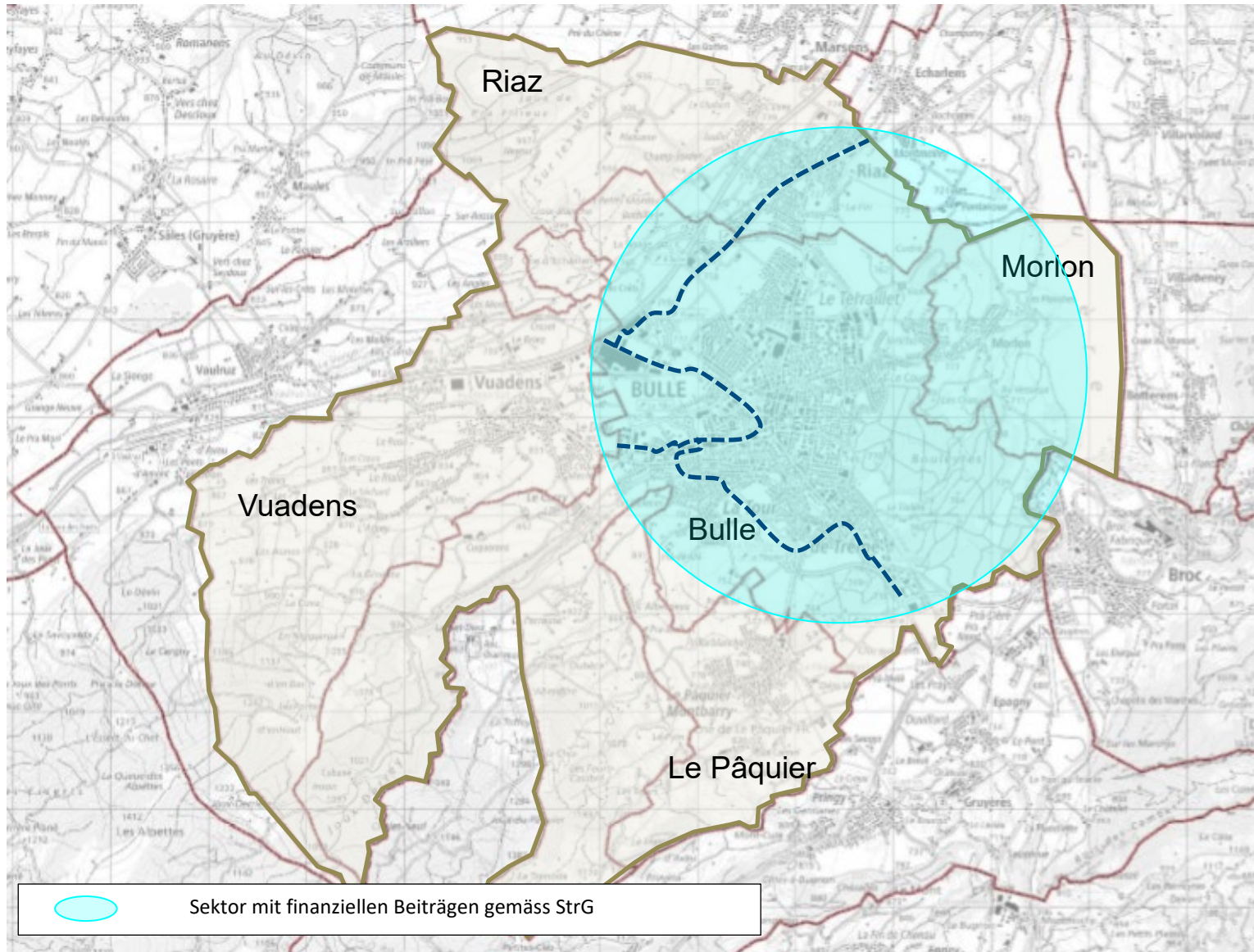
Grüne Verbindung – Situation



TransAgglo – Rechtsgrundlage für die Finanzhilfe

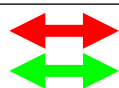
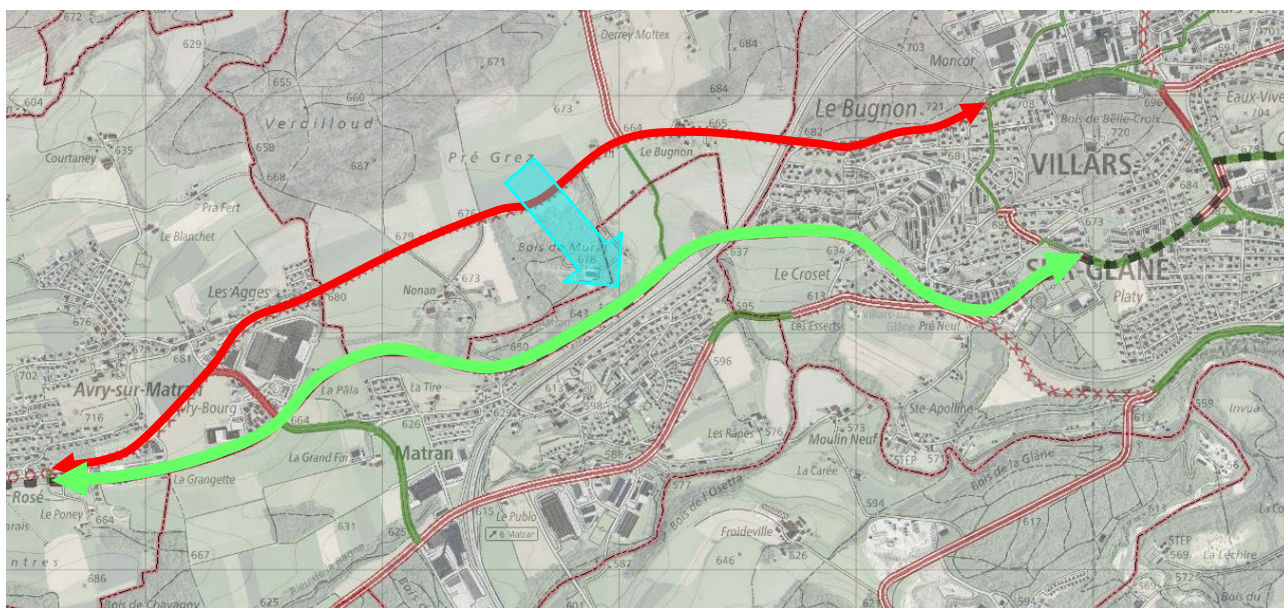


Grüne Verbindung – Rechtsgrundlage für die Finanzhilfe

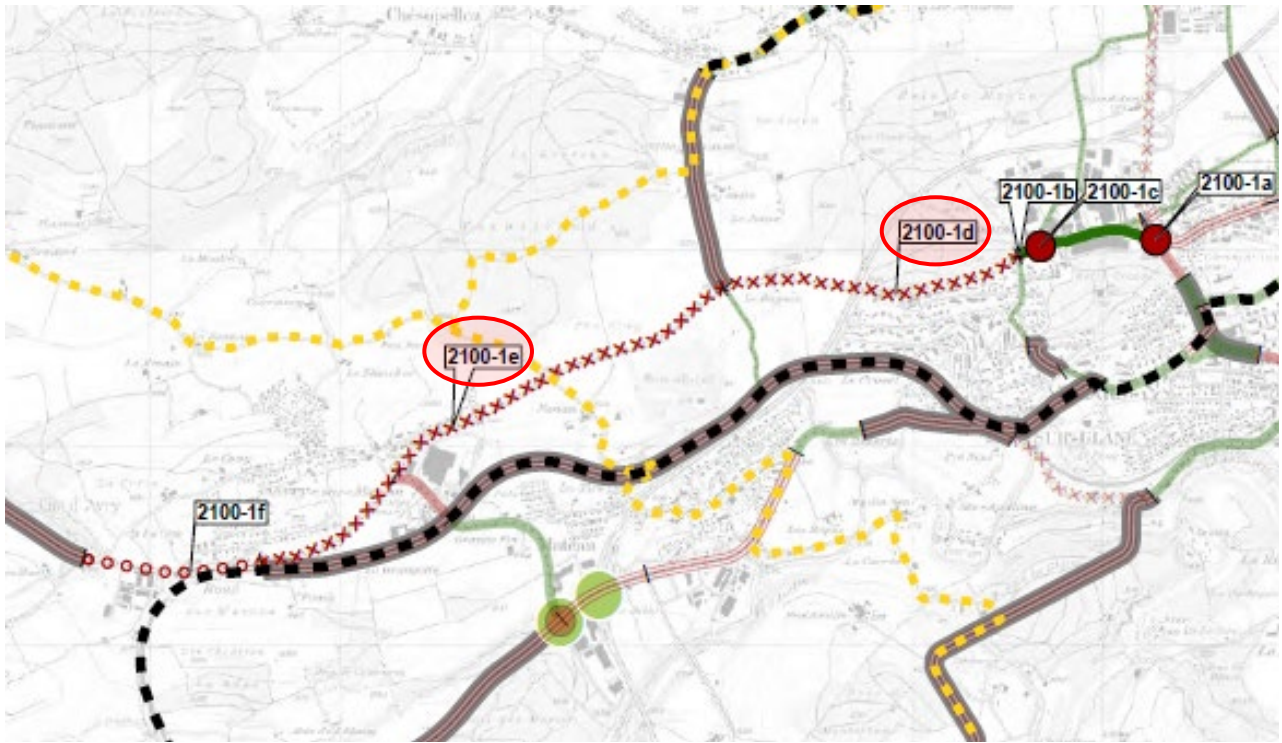


Beitragsberechtigte Sektoren der TransAgglo nach StrG als Alternativroute zur Kantonsstrasse gemäss Sachplan Velo

Sektor 1

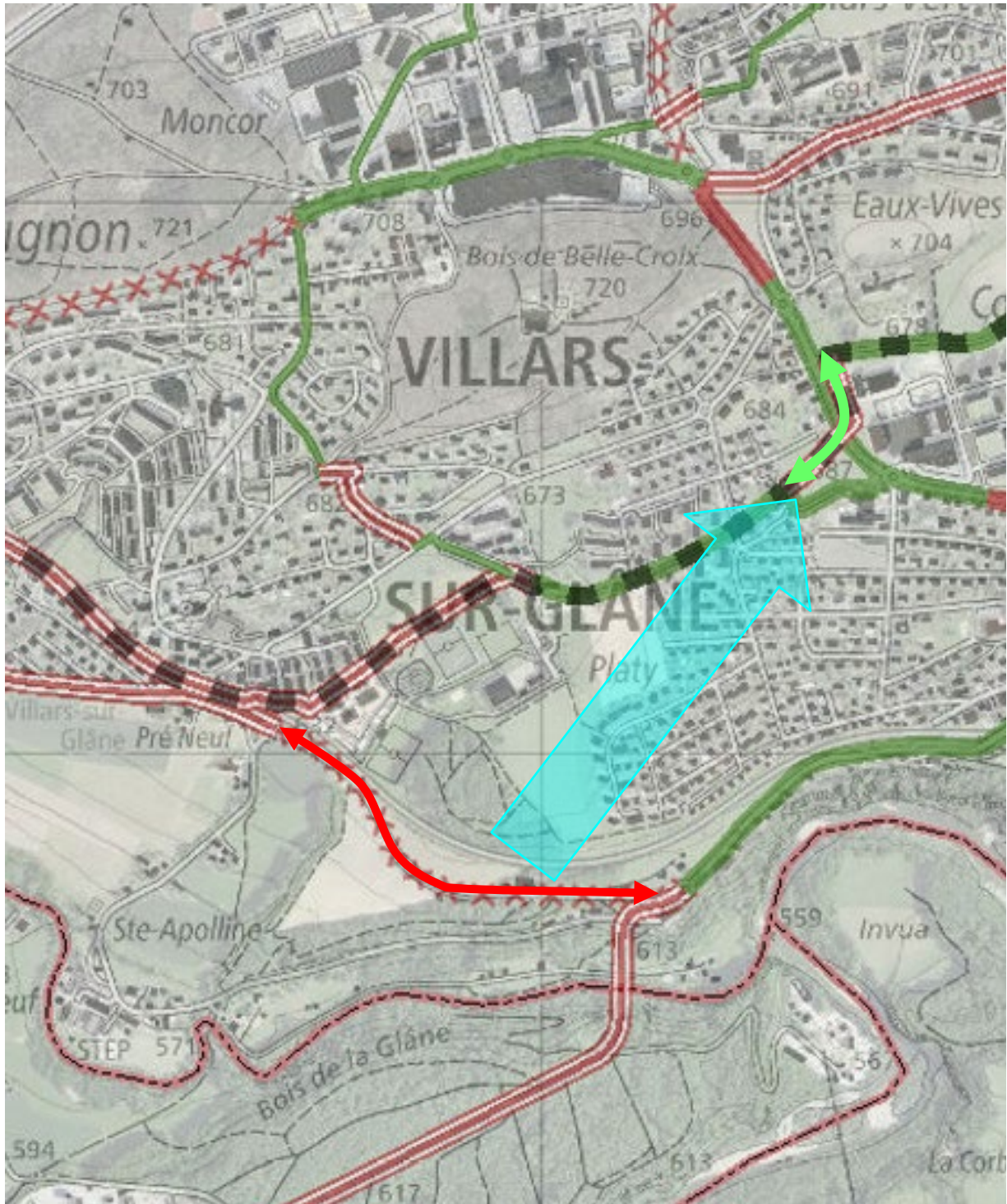


Kantonsstrassenabschnitte, die auf die TransAgglo verlagert werden sollen
Abschnitt der TransAgglo als Ersatz für den Ausbau der Kantonsstrasse

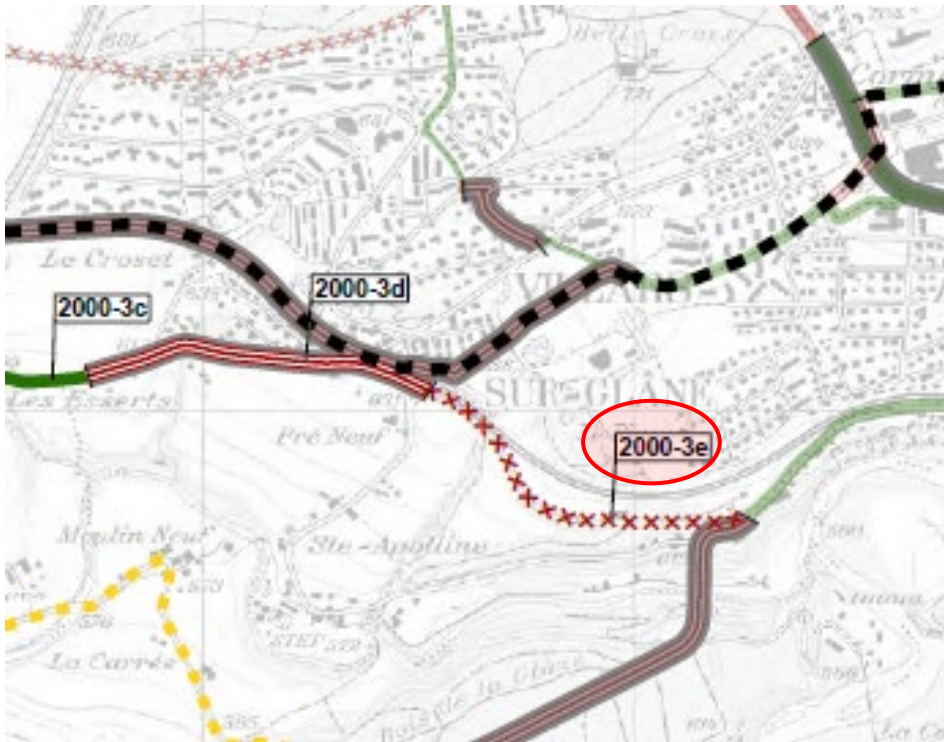


2100-1d		2100-1e		
d		e		f
<p>Axe prioritaire 10700 véh/j 4.0 % 7.4 m Elargissement possible Elargissement aisé valloné 2 bandes cyclables</p>		<p>Axe prioritaire 11300 véh/j 4.0 % 7.0 m plat Aucun</p>		<p>axe prioritaire 15600 véh/j 4.0 % 6.0 m Elargissement possible Trottoir plat Valtraloc en cours de réalisation ou partiellement réalisé</p>
1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif		1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif		1 B5 Valtraloc en cours de réal. ou part. réalisé
à reporter sur la transaggl		à reporter sur la transaggl		

Sektor 2

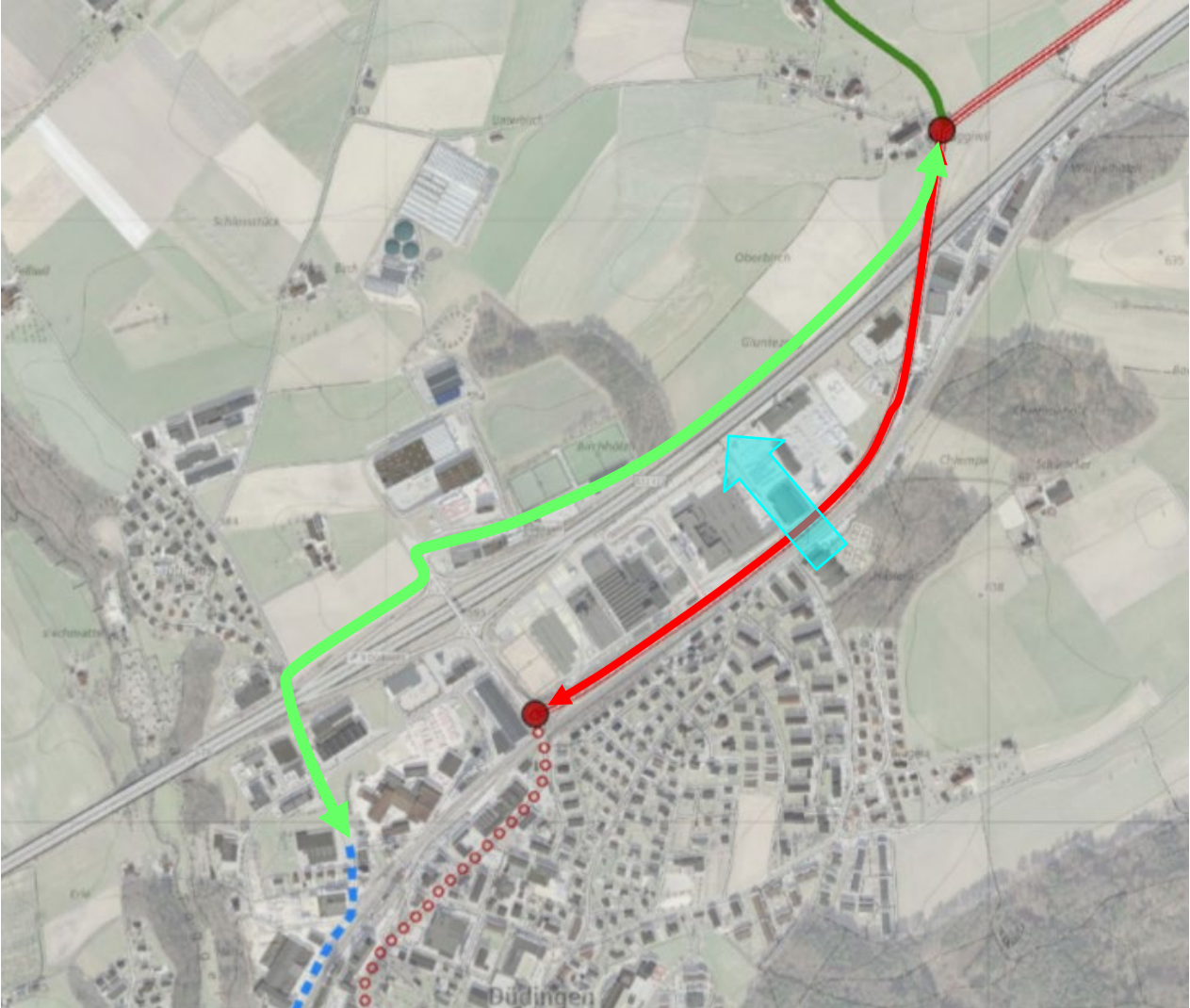




Kantonsstrassenabschnitte, die auf die TransAgglo verlagert werden sollen
Abschnitte der TransAgglo als Ersatz für den Ausbau der Kantonsstrasse

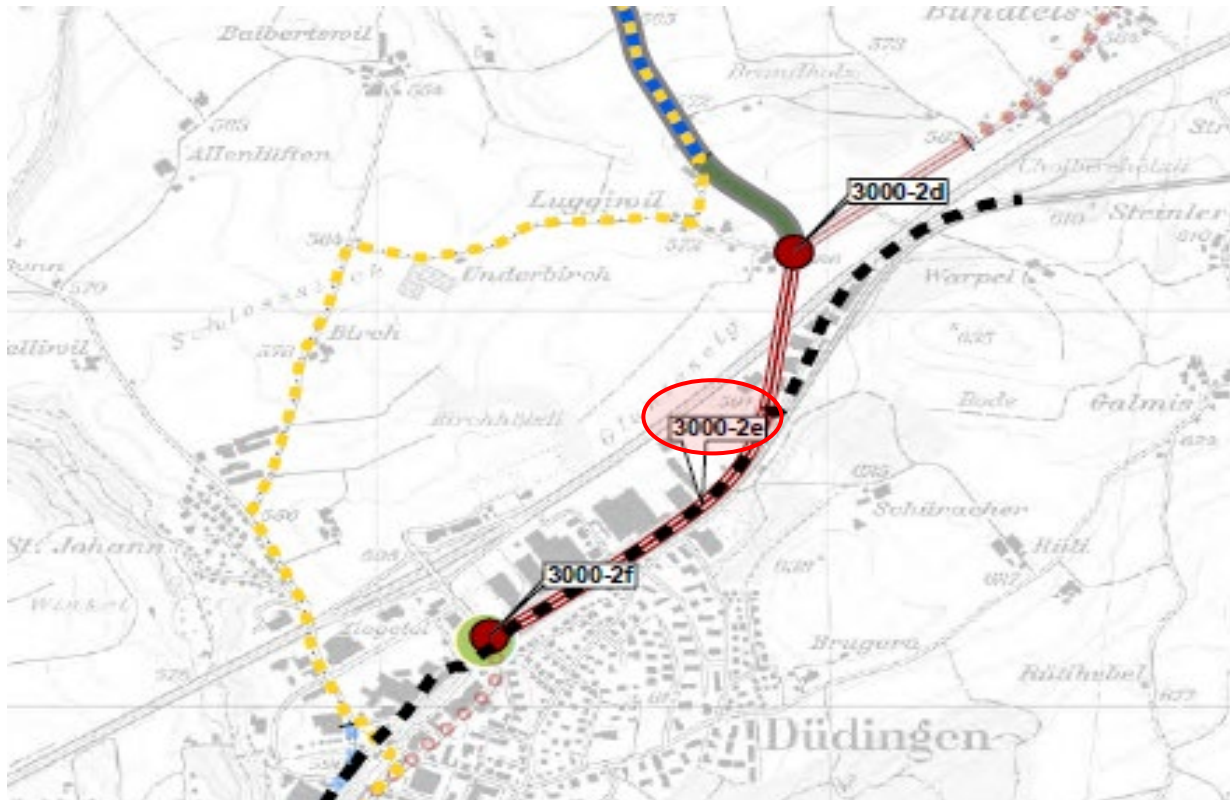


2000-3e		
d	e	f
<p>Axe prioritaire 7000 véh/j 6.5 % 6.0 m Elargissement possible Trottoir valloné Aucun</p>	<p>Route communale valloné Aucun</p>	
<p>1 B2 Piste mixte</p>	<p>1 B6 A reporter sur un itinéraire alternatif</p>	
<p>cohérence des aménagements à assurer avec tronçons b et c, itinéraire alternatif au sud à examiner</p>		

Sektor 3



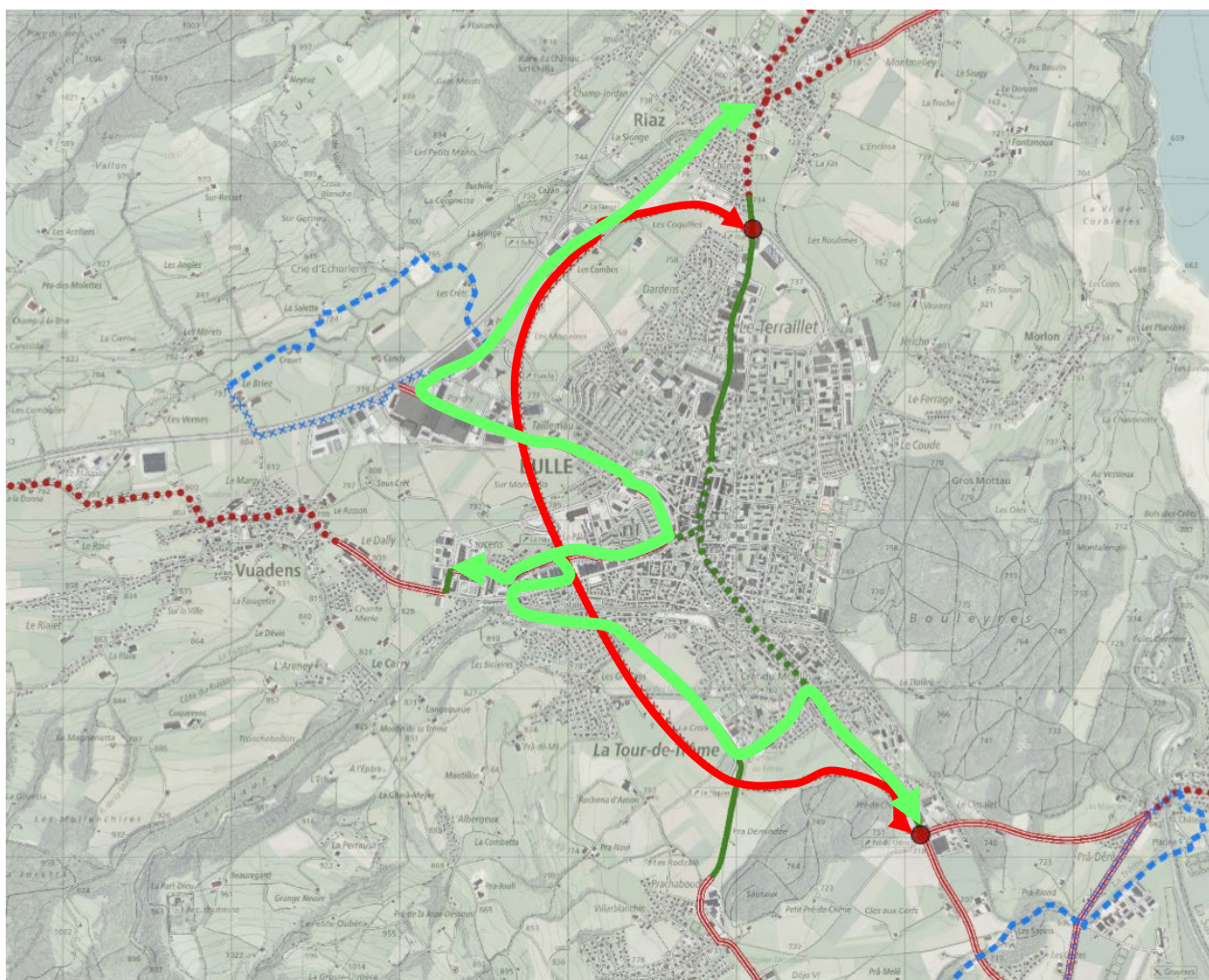
  Kantonsstrassenabschnitte, die auf die TransAgglo verlagert werden sollen
Abschnitte der TransAgglo als Ersatz für den Ausbau der Kantonsstrasse



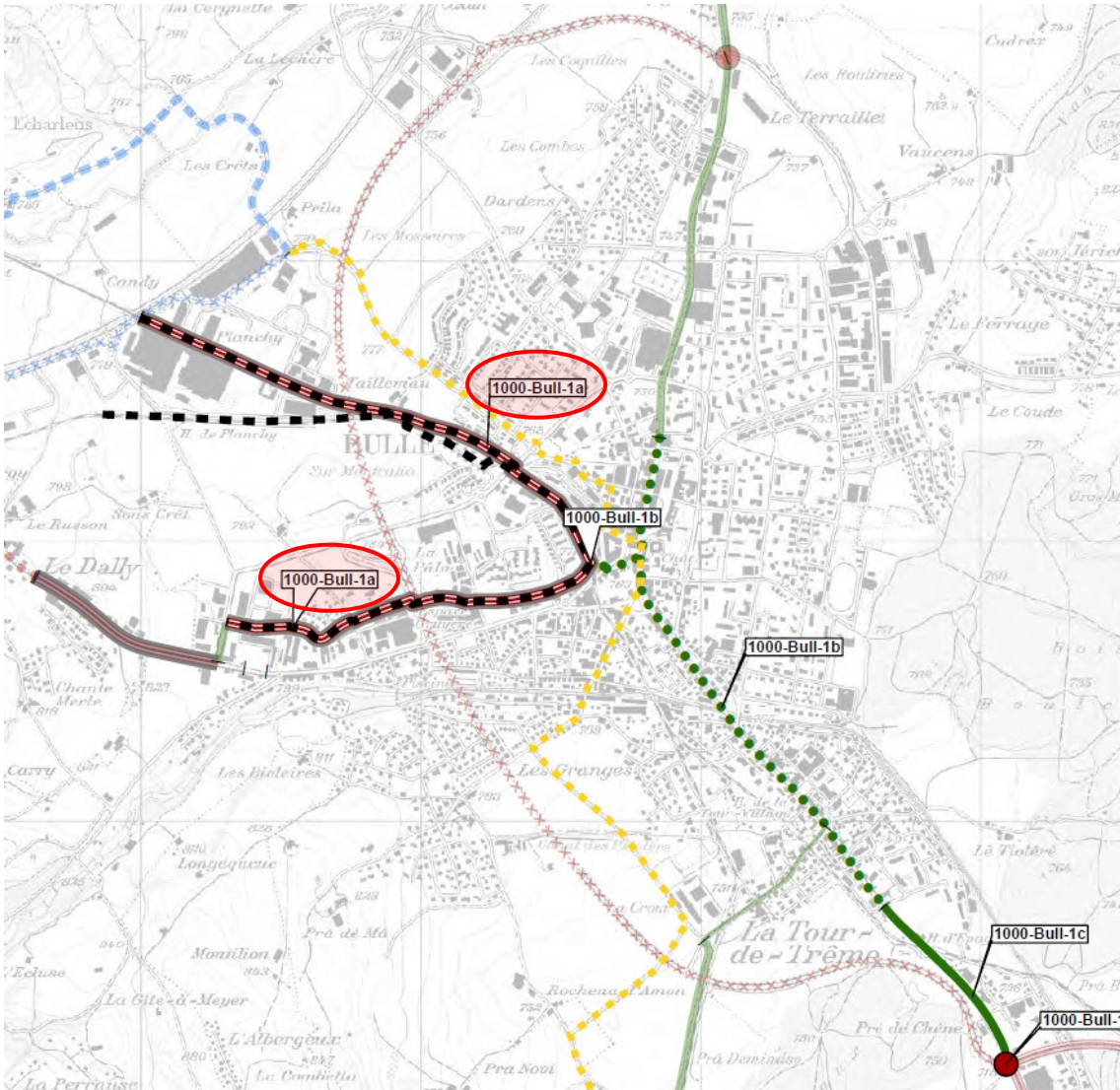
3000-2e

d	e	f
Knoten Kantonsstr.	Hauptachse 16400 véh/j 7.0 % 7.0 m Kein Spielraum Separater Gehweg Flach Keine	Knoten Nationalstr.
Keine		Flach Keine
1 B4 Aménagement ponctuel	1 B2 Bandes cyclables	1 B4 Aménagement ponctuel
Alternative Route entlang der Geleise mit Anschluss an die Transaggo zu untersuchen	Alternative Route entlang der Geleise mit Anschluss an die Transaggo zu untersuchen	

Beitragsberechtigte Sektoren der Grünen Verbindung nach StrG durch Übernahme der Veloinfrastrukturen der Kantonsstrasse gemäss Sachplan Velo



Kantonsstrassenabschnitte, die auf die Grüne Verbindung verlagert werden sollen
Abschnitte der Grünen Verbindung als Ersatz für den Ausbau der Kantonsstrasse



1000-Bull-1a		
a	b	c
Route communale plat Aucun	Route communale 10300 véh/j Trottoir Trottoir plat Valtraloc réalisé	Route communale 9300 véh/j Trottoir Elargissement aisé plat 2 bandes cyclables
1 B2 Piste mixte	1 A3 Aménagements existants suffisants	1 A2 Aménagements existants suffisants
Transagglo		

Liste der beitragsberechtigten Massnahmen gemäss VG (betrifft nur die TransAgglo)

AP	Massnahme Nr.	Gemeinde	Name der Massnahme	Ursprünglicher Betrag der Massnahme	Vom Bund anerkannter Betrag	Bundesbeitragssatz (NAF)	Max. Bundesbeitrag (NAF)	Zu finanzierender Restbetrag (Schätzung)	Zu finanzierender Restbetrag (Schätzung), inkl. MWST	Zulasten des Kantons (50 %), inkl. MWST
AP2	21.2	Freiburg	Bau einer gemeinsamen Rad-/Fussgängerbrücke über die Avenue Tivoli Avenue mit Weiterführung nördlich des Bahnhofs in Richtung Thierryturm	850 000	700 000	40 %	280 000	570 000	614 000	307 000
AP2	22.2	Freiburg	Ergänzender Ausbau eines gemeinsamen Rad- und Fusswegs zwischen dem Bahnhof Freiburg und der Bahnhaltestelle Poya (Rue de Rome)	195 000	160 000	40 %	70 000	125 000	135 000	67 500
AP2	21.13	Granges-Paccot, Düdingen	Veloanlagen bei der Grandfey-Brücke	2 300 000	1 890 000	40 %	760 000	1 540 000	1 659 000	829 500
PA3	3M.06.03	Düdingen	Bau der TransAgglo im Raum Grandfey-Düdingen (Zelg)	2 100 000	*	*	0	2 100 000	2 262 000	1 131 000
Total				5 445 000	2 750 000		1 110 000	4 335 000	4 670 000	2 335 000

* ersetzt 20.15 des AP2, vom Bund nicht subventioniert

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DAEC-193

Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement pour une participation financière à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte

*Propositions de la Commission des routes et cours d'eau
2017-2021 CRoutes-17-21*

Présidence : Jean-Daniel Wicht

Vice-présidence : David Bonny

Membres : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, Jean-Daniel Chardonnens, François Genoud (Braillard), Fritz Glauser, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 8 voix sans opposition ni abstention (2 membres sont excusés, 1 place est vacante), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 27 mai 2021

Anhang

GROSSER RAT

2020-DAEC-193

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für einen Beitrag an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung

*Antrag der Kommission für Strassen und Wasserbau
2017-2021 StraK-17-21*

Präsidium : Jean-Daniel Wicht

Vize-Präsidium : David Bonny

Mitglieder : Eliane Aebischer, Jean Bertschi, Simon Bischof, Jean-Daniel Chardonnens, François Genoud (Braillard), Fritz Glauser, Patrice Jordan, Bruno Marmier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 8 Stimmen ohne Gegenstimmen und ohne Enthaltung (2 Mitglieder sind entschuldigt, 1 Platz ist vakant) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 27. Mai 2021

Annexe

GRAND CONSEIL

2020-DAEC-193

Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement pour une participation financière à l'aménagement de la TransAgglo et de la Voie Verte

*Propositions de la Commission des finances et de gestion
CFG*

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 9 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2020-DAEC-193

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für einen Beitrag an den Bau der TransAgglo und der Grünen Verbindung

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 9. Juni 2021



Message 2021-DAEC-77

4 mai 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit complémentaire de 1 450 000 francs en vue de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive.

Ce message comprend les points suivants:

1. Introduction	1
2. Construction de la ferme-école	1
3. Crédit d'engagement additionnel	2
4. Conclusion	5

1. Introduction

1.1. Contexte

Par un décret daté du 17 mars 2016 (ROF 2016_052) le Grand Conseil du canton de Fribourg octroyait un crédit d'engagement de 12 000 000 francs en vue de la construction, de l'extension ou de la réaffectation de bâtiments à Grangeneuve, Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

Le montant de 12 000 000 francs est constitué de montants correspondant à des interventions sur les trois projets suivants:

1. la nouvelle ferme-école,
2. l'extension du Centre de formation laitière et agroalimentaire,
3. la réaffectation de l'ancien rural.

Le soutien aux trois projets ci-dessus se fonde sur la vision du canton de Fribourg et de son Institut agricole comme centre de compétence pour les professionnels actifs sur toute la chaîne de valorisation de la production du secteur primaire. Ainsi, le crédit de 12 000 000 francs devait permettre un renouvellement des infrastructures de formation à la pratique dans le cadre duquel la ferme-école constituait une priorité (projet 1).

Conformément au message d'origine, il est par ailleurs prévu, en raison de l'augmentation du nombre d'élèves, de la réforme de la formation professionnelle et du développement des formations supérieures, que la halle de technologie alimentaire soit mise à niveau sur le plan technique et soit agrandie (projet 2).

Enfin, le dernier volet du message à 12 000 000 francs, concerne la halle qui doit prendre place dans l'ancien rural et qui devrait ainsi permettre de mettre à disposition des espaces pour les cours interentreprises lorsqu'il fait mauvais temps (projet 3).

Les projets de halle de technologie agroalimentaire et de halle agricole polyvalente ont été mis en stand-by car ils sont liés de manière directe ou indirecte aux différents projets communs avec Agroscope et au développement du site de Grangeneuve (par exemple cultures fromagères ou nouvelle fromagerie-école).

2. Construction de la ferme-école

La construction permettra de renforcer l'Institut de Grangeneuve dans son rôle de modèle pour tous les élèves, agriculteurs et acteurs liés à la filière laitière du canton.

L'exploitation produira du lait pour la fabrication de Gruyère AOP et de Vacherin fribourgeois AOP.

Le projet de la nouvelle ferme découle d'une analyse des besoins effectuée par l'Institut Agricole en collaboration avec tous les utilisateurs, les formateurs et des spécialistes externes de constructions rurales. Elle répondra aux normes actuelles et aux exigences de la formation professionnelle par des équipements et une technologie de pointe tout en assurant le lien avec la tradition.

La construction sera également exemplaire en ce qui concerne la détention des animaux et leur bien-être; elle

a pour but de servir de référence dans les domaines techniques, éducatifs et de démonstration en ce qui concerne la production laitière.

Le chantier de la ferme-école de Grangeneuve a débuté en août 2019, le programme indique l'arrivée du bétail en mai 2021 et la fin de la construction y compris les aménagements extérieurs est fixée à septembre 2021.

3. Crédit d'engagement additionnel

3.1. Devis de référence

Le crédit de 12 000 000 francs octroyé par le Grand Conseil en 2016 est basé sur un avant-projet avancé selon les termes du message 2015-DIAF-45 et une estimation de coût à $\pm 10\%$.

Le montant à disposition pour la seule ferme-école est de 6 590 000 francs. Il est également basé sur une estimation de coût à $\pm 10\%$ et comprend une réserve de 150 000 francs.

		Ferme-Ecole	Halle technologie	Halle agricole polyvalente	Total 3 projets
CFC à un chiffre, y c. honoraires et TVA		CHF	CHF	CHF	CHF
CFC 0	Terrain	-	-	-	-
CFC 1	Travaux préparatoires	75 000	240 000	250 000	565 000
CFC 2	Bâtiment	4 445 000	2 560 000	1 600 000	8 605 000
CFC 3	Equipement d'exploitation	1 150 000	190 000	-	1 340 000
CFC 4	Aménagement extérieurs	550 000	-	-	550 000
CFC 5	Frais secondaires	220 000	120 000	270 000	610 000
CFC6	Réserves	150 000	100 000	80 000	330 000
Total CFC 0-6		6 590 000	3 210 000	2 200 000	12 000 000

Extrait du message 2015-DIAF-45

En octobre 2018, la la Commission de bâtisse (COBA) a validé un devis estimatif et les plans mis à l'enquête. Lors de la séance du 21 mai 2019, la COBA a été informée des rentrées d'appels d'offres pour environ $\frac{2}{3}$ des coûts du projet.

Suite à plusieurs propositions émises parfois conjointement par les utilisateurs, les membres de la COBA et le SBat ainsi que pour répondre aux exigences émises lors de la délivrance du permis, la COBA a validé un devis général, estimé à $\pm 7\%$, de 7 323 670 francs intégrant une réserve pour divers et imprévus de 150 000 francs et comprenant en plus du projet initial:

- > la construction des trois travées supplémentaires pour l'intégration du jeune bétail,
- > une liaison du lisier entre porcherie et nouvelle fosse,
- > diverses installations informatiques, permettant entre autre une gestion centralisée des données et des installations,
- > l'installation de panneaux photovoltaïques omise dans le projet initial ainsi que
- > l'utilisation de bois fribourgeois.

Ce montant est financé à hauteur de 6 590 000 francs par le crédit d'engagement voté par le Grand Conseil en 2016, la somme restante de 733 670 francs étant compensée via le budget de fonctionnement de Grangeneuve.

3.2. Motif de la demande

Dès le début de chantier, il est apparu que le projet et le devis de 2015 n'avaient pas pris en compte tous les besoins et toutes les demandes des utilisateurs.

Dans la phase de développement du projet, les besoins des utilisateurs ont été précisés et intégrés. Certaines demandes ont été modifiées en cours de chantier, afin de permettre de doter la ferme des technologies les plus complètes et les plus récentes dans le domaine. De même, certaines difficultés liées à la nature des sols et certaines découvertes liées aux différents réseaux de canalisation internes à l'Institut Agricole ont généré des coûts supplémentaires.

Au niveau du chantier, la première vague liée au COVID-19 en a perturbé la bonne marche et a fait prendre du retard en raison des mesures prises sur le plan logistique, du transport et de mesures de protection en faveur des équipes de chantier.

3.2.1. Evolution des coûts

Au moment de l'élaboration du présent message en avril 2021, alors que le bâtiment sera terminé en mai 2021 (sans les aménagements extérieurs) le montant final annoncé des coûts de la construction de la ferme-école se monte à 8 775 000 (8 773 291) francs.

Ce montant final se base sur env. 15% de factures finales reçues des entreprises, le solde du montant étant encore constitué de situations provisoires qui doivent être confirmées par des métrès qui doivent eux être vérifiées et validées par la direction de travaux.

Compte tenu de cette incertitude liée à une possible évolution à la hausse de certains travaux en fonction des métrès finaux, une nouvelle réserve de 200 000 francs est constituée et intégrée à la demande de crédit additionnel.

Durant toute la phase de chantier, la COBA a piloté le projet notamment en ce qui concerne l'avancement du projet, le calendrier, les adjudications et les engagements financiers. Par rapport au devis général de 7 323 670 francs, au 21 avril 2021, la COBA a ainsi validé pour 1 226 289 francs de travaux et d'équipements complémentaires.

La majorité des montants ci-après sont indiqués au franc près, puisqu'il ne s'agit pas de montants dévisés, mais basés pour la plupart sur des factures.

3.2.2. Coûts supplémentaires CFC 1, 2, 4 et 9 – Changements de projet, technologiques, réglementaires, etc.

Changement d'entreprise de terrassement, suite renonciation de la meilleure marché par manque de disponibilité	15 362
Décision de clôturer le chantier	18 805
Adaptation du réseau souterrain du lisier, terrassement pour adaptation du réseau de lisier et modification du modèle de brasseurs	19 032
Portes ascenseur en inox	1 599
Changement de conception des silos concernant leur emplacement et leur réalisé finalement en béton	43 360
Augmentation de la puissance du chauffage à distance pour une utilisation pour le séchage du fenil (55 kW à 245 kW)	62 728
Plus-values (PV) pour pose de barres à neige spécifiques pour les panneaux solaires photovoltaïques du toit	56 337
PV pour compléments à la cuisinette (divers appareils)	6 604
Intégration dans le projet de la route de contournement Nord, non prévue dans le projet initial de 2016	217 000
Intégration dans les parois en bois d'éléments Plexiglas transparents à des fins d'enseignement (vue des installations et équipements)	6 050
Pose d'une résine en lieu et place d'un lissage en béton pour la salle d'exercices du rez (fréquentation élevée et facilité d'entretien)	14 100
Agrandissement de la passerelle d'accès au pont-roulant pour en faciliter l'accès à des fins d'enseignement	6 000
Agrandissement du couvert ventilateur extérieur	5 000
Adaptation du concept d'évacuation des eaux et adaptation de la dalle extérieure pour les veaux	3 000
PV pour évacuation des terres excédentaires d'excavation qu'il était prévu à l'origine de laisser sur place	45 000
Intégration d'une position Mobilier non prévue à l'origine	62 900
Dallage du fond des fenils en béton en lieu et place de terre stabilisée (mélange terre et béton maigre)	30 000
Plus-value sur taxe de raccordement au CAD (puissance plus importante)	3 000
Ajustement taxe de raccordement EP (eaux de pluie) et EC (eaux claires)	9 615
Total net TTC	625 492

3.2.3. Coûts supplémentaires CFC 3 – Equipement d'exploitation – Changements de projet, technologiques, etc.

PV sur diverses positions du CFC 3	22 679
Adaptation de l'installation aux exigences du SEn lors de la délivrance du permis. Travaux de maçonnerie, électriques et d'équipement (racleur à câble et nez de flottaison supplémentaires)	50 116
PV pour pose de bordures de fosse qui délimite le périmètre de travail du robot nettoyeur	15 000
PV pour livraison et pose de limiteurs d'aires paillées en PET recyclé	6 496
Modification, extension et sécurisation des raccordements électriques pour équip. d'exploitation (câblage blindé)	17 372
Adaptation des socles pour abreuvoirs et des consoles pour fixation store et barrière	7 284
Modification modèle ventilateur lors de l'élaboration des plans d'exécution	1 151
Installations de bâches fixes (non prévues à l'origine) en façades sur les travées 1 à 9	23 609
Réalisation de nez de flottaison en béton en lieu et place de nez de flottaison prévu en bois	30 000
Modifications des tuyaux et canalisations de la fosse à lisier selon instruction de l'ingénieur «responsable des équipements d'exploitation», y c. enrobage des canaux à l'intérieur et à l'extérieur de la ferme, y c. tranchées pour les pédiluves	96 330
PV pour fourniture et pose de traverses supplémentaires en façade sud pour les stores (réduction de la hauteur de 6,5 m)	15 000
Extension du module de base par une gestion centralisée des fenils et du pont roulant (GTC) qui permet de traiter les données commande pour toutes les cellules de séchage Fenil	43 390
Système de suivi et de gestion du troupeau «Herd Navigator» pour analyse du lait: L'appareil (mini laboratoire d'analyse du lait) est couplé à l'installation de traite	92 339
PV pour canal de récupération de chaleur supplémentaire, caissonage en bois pour ventil+câles pour pont-roulant	9 000
Traverse supplémentaire sur pignon pour fixation du pont roulant	4 000
Adaptations honoraires planificateur (AFRY) en fonction des modifications apportés aux CFC 3	63 130
Total net TTC	496 896

3.2.4. Coûts supplémentaires Imprévus CFC 1 et 2

Adaptation du collecteur de ø300 au lieu de ø160 mm	12 416
Exécution de purges pour stabilisation de la fosse à lisier	4 211
Contrôle de fond de fouille par un géotechnicien	1 823
Remplacement d'un couvercle de chambre non-carrossable	491
Essais de charges avec plaques sur remblais	721
Plus-value due à la mauvaise qualité du terrain, renforcement sol, excavations et fondations plus profondes, etc.	60 500
PV pour travaux suite découverte de réseaux souterrains non signalés ou mal signalés sur les plans. Tubes PE pour réseaux électriques, etc.	21 356
Total net TTC	101 518

3.2.5. Coûts supplémentaires revendications et effets COVID-19 CFC 1, 2 et 4

Revendication de l'entreprise de maçonnerie	195 245
Durée supplémentaire de location de la clôture de chantier	7 200
Durée supplémentaire location échafaudage en façades	7 800
Divers et imprévus COVID-19	5 849
Total net TTC	216 094

3.2.6. Réserve pour divers, imprévus et frais d'optimisation durant la première année d'exploitation

Divers et imprévus survenants lors des métrès et décomptes	150 000
Frais éventuels d'optimisation durant la première année d'exploitation	50 000
Total net TTC	200 000

3.2.7. Récapitulatif des coûts de travaux complémentaires

Coûts supplémentaires changements technologique	625 492
Coûts supplémentaires CFC 3	496 896
Coûts supplémentaires imprévus	101 518
Coûts supplémentaires COVID-19	216 094
Divers, imprévus et frais éventuels d'optimisation	200 000
Total net TTC	1 640 000

3.2.8. Récapitulatif de la situation financière

Montant du devis de référence à $\pm 7\%$	7 323 670
Travaux et coûts supplémentaires	1 640 000
Utilisation de la réserve	-150 000
Optimisations	-40 379
Total net TTC – Coût final annoncé	8 773 291

3.2.9. Montant du crédit d'engagement additionnel

Coût final annoncé	8 773 291
Crédit d'engagement pour la ferme-école	-6 590 000
Surcoût à financer	2 183 291
Compensation opérée via le budget de fonctionnement de Grangeneuve (demandes complémentaires de l'IAG couvertes par son budget ordinaire)	-733 670
Solde nécessaire, montant additionnel	1 449 621
Montant additionnel arrondi, Total net TTC	1 450 000

4. Conclusion

La construction de la ferme-école répond à un besoin reconnu par les Autorités et à une nécessité tant sur le plan de la mise à niveau générale des infrastructures de formation pratique que sur le plan de la formation de la filière d'exploitation laitière.

Le projet de 2014/2015 à l'origine de l'estimation de coûts n'intégrait pas la totalité des paramètres qui influencent le coût d'un ouvrage, comme celui d'un bâtiment lié à l'enseignement et devant obligatoirement être équipé des derniers équipements et programmes dans le domaine de la production

laitière. De plus, dans un laps de temps de 5 à 7 ans, les équipements ont considérablement évolué en complexité et en coûts.

En réalisant le bâtiment tel quel, le canton de Fribourg aura atteint l'objectif de disposer d'un outil de formation exemplaire, à la pointe et dont les formateurs et les jeunes formés pourront être fiers.

Ainsi, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit additionnel d'un montant total de 1 450 000 francs au sens de l'article 33 de la loi sur les finances de l'Etat.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret n'est pas soumis au référendum financier facultatif.

En conséquence nous vous invitons à adopter le présent décret.



Botschaft 2021-DAEC-77

4. Mai 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für den Bau des Schulbauernhofs auf dem Standort Grangeneuve in Hauterive

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 1 450 000 Franken für den Bau des Schulbauernhofs auf dem Standort Grangeneuve in Hauterive vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	7
2. Bau des Schulbauernhofs	7
3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit	8
4. Schlussfolgerung	11

1. Einleitung

1.1. Hintergrund

Mit Dekret vom 17. März 2016 (ASF 2016_052) hat der Grosse Rat des Kantons Freiburg einen Rahmenkredit von 12 000 000 Franken für den Bau, den Ausbau und die Umnutzung von Gebäuden in Grangeneuve, Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg, bewilligt.

Der Betrag von 12 000 000 Franken setzt sich aus den Beträgen für die Arbeiten im Zusammenhang mit folgenden drei Projekten zusammen:

1. der neue Schulbauernhof;
2. der Ausbau des Bildungszentrums für Milchwirtschaft und Lebensmitteltechnologie;
3. die Umnutzung des ehemaligen Hofbereichs.

Die finanzielle Unterstützung der drei oben genannten Projekte basiert auf der Vision für den Kanton Freiburg und das Institut als Kompetenzzentrum für die auf der ganzen Wertschöpfungskette der Produktion des Primärsektors tätigen Berufsgruppen. Der Kredit von 12 000 000 Franken sollte entsprechend die Erneuerung der Ausbildungsinfrastruktur für die praktische Ausbildung ermöglichen, wobei der Schulbauernhof (Projekt 1) zu den Prioritäten gehörte.

In Übereinstimmung mit der ursprünglichen Botschaft ist auch geplant, die Lebensmitteltechnologiehalle in Anbetracht des Anstiegs der Zahl der Auszubildenden, der Berufsbildungsreform und der Entwicklung der höheren Berufs-

bildungen auf den neusten technischen Stand zu bringen und zu erweitern (Projekt 2).

Die letzte Tranche des Kredits von 12 000 000 Franken ist für die landwirtschaftliche Mehrzweckhalle bestimmt, die laut Botschaft in der «Grange Neuve» (ehemaliger Hofbereich) untergebracht werden soll, um bei schlechtem Wetter Platz für überbetriebliche Kurse zu bieten (Projekt 3).

Die Projekte für die Lebensmitteltechnologiehalle und die landwirtschaftliche Mehrzweckhalle wurden zurückgestellt, weil sie direkt oder indirekt mit den verschiedenen gemeinsamen Projekten mit Agroscope und mit der Entwicklung des Standorts Grangeneuve (z. B. Käsekulturen oder die neue Schulkäserei) zusammenhängen.

2. Bau des Schulbauernhofs

Der Neubau wird das Institut Grangeneuve in seiner Rolle als Vorbild für alle Studentinnen und Studenten, Landwirtinnen und Landwirte und Akteure des Milchsektors stärken.

Der Betrieb wird Milch für die Herstellung von Gruyère AOP und Vacherin Fribourgeois AOP produzieren.

Für den neuen Milchbetrieb ist in Zusammenarbeit mit allen Benutzerinnen und Benutzern, den Ausbilderinnen und Ausbildern und den Fachpersonen für landwirtschaftliche Bauten eine Bedarfsanalyse durchgeführt worden. Er wird den aktuellen Standards und den Anforderungen der Berufs-

ausbildung mit modernster Ausstattung und Technik gerecht werden, ohne die Verbindung zur Tradition zu verlieren.

Das Gebäude wird auch in Bezug auf die Tierhaltung und das Wohlergehen der Tiere vorbildlich sein und soll als technische und pädagogische Referenz sowie als Demonstrationsobjekt im Bereich der Milchproduktion dienen.

Der Bau des Schulbauernhofs in Grangeneuve hat im August 2019 begonnen; im Mai 2021 soll das Vieh einziehen und die Bauarbeiten für das Gebäude und die Aussenanlage sollen bis September 2021 abgeschlossen sein.

		Schul-Bauernhof	Technologieraum	landw. Mehrzweckhalle	Total 4 Projekte
BKP 1-stellig, inkl. Honorare und MwSt.		CHF	CHF	CHF	CHF
BKP 0	Grundstück	-	-	-	-
BKP 1	Vorbereitende Arbeiten	75 000	240 000	250 000	565 000
BKP 2	Gebäude	4 445 000	2 560 000	1 600 000	8 605 000
BKP 3	Betriebseinrichtung	1 150 000	190 000	-	1 340 000
BKP 4	Umgebungsgestaltung	550 000	-	-	550 000
BKP 5	Nebenkosten	220 000	120 000	270 000	610 000
BKP 6	Reserven	150 000	100 000	80 000	330 000
Total BKP 0-6		6 590 000	3 210 000	2 200 000	12 000 000

Auszug aus der Botschaft 2015-DIAF-45

Im Oktober 2018 hat die Baukommission eine Kostenschätzung und die öffentlich aufgelegten Pläne validiert. In der Sitzung vom 21. Mai 2019 wurde die Kommission über den Eingang von Offerten für etwa $\frac{2}{3}$ der Projektkosten informiert.

Um den Vorschlägen, die teilweise gemeinsam von den Benutzerinnen und Benutzern, den Mitgliedern der Baukommission und dem HBA eingebracht worden waren, Rechnung zu tragen und die mit der Bewilligung gestellten Bedingungen zu erfüllen, bestätigte die Baukommission einen allgemeinen Kostenvoranschlag ($\pm 7\%$) von 7 323 670 Franken, einschliesslich einer Reserve für Verschiedenes und Unvorhergesehenes in Höhe von 150 000 Franken, der zusätzlich zum ursprünglichen Projekt Folgendes umfasste:

- > den Bau von drei zusätzlichen Jochen für die Integration von Jungvieh;
- > eine Verbindung für die Gülle zwischen dem Schweinestall und der neuen Grube;
- > verschiedene Computerinstallationen, um unter anderem eine zentrale Verwaltung der Daten und Installationen zu ermöglichen;
- > die im ursprünglichen Projekt nicht vorgesehene Installation von Photovoltaikanlagen;
- > die Verwendung von Freiburger Holz.

3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit

3.1. Referenzvoranschlag

Der vom Grossen Rat im Jahr 2016 bewilligte Kredit von 12 000 000 Franken basiert auf einem fortgeschrittenen Vorprojekt und hat eine Kostenschätzung mit einer Genauigkeit von $\pm 10\%$ als Grundlage (siehe Botschaft 2015-DIAF-45).

Für den Schulbauernhof wurde ein Betrag von 6 590 000 Franken veranschlagt. Dieser umfasst eine Marge von $\pm 10\%$ und eine Reserve von 150 000 Franken.

Dieser Voranschlag wird bis 6 590 000 Franken durch den im Jahr 2016 vom Grossen Rat beschlossenen Verpflichtungskredit finanziert; die verbleibenden 733 670 Franken werden über das Budget für die Laufende Rechnung von Grangeneuve kompensiert.

3.2. Begründung des Antrags

Bereits zu Beginn der Bauarbeiten wurde deutlich, dass das Projekt und der Kostenvoranschlag von 2015 nicht alle Bedürfnisse und Wünsche der Benutzerinnen und Benutzer berücksichtigt hatten.

In der Entwicklungsphase des Projekts wurden die Bedürfnisse der künftigen Benutzerinnen und Benutzer spezifiziert und ins Projekt aufgenommen. Einige der Wünsche wurden während der Bauarbeiten modifiziert, um den Hof mit einer kompletten Ausrüstung, die auf dem neusten technologischen Stand ist, auszustatten. Ebenso verursachten Schwierigkeiten im Zusammenhang mit der Beschaffenheit des Bodens und Probleme, die im Zusammenhang mit den verschiedenen Rohrleitungsnetzen des Landwirtschaftlichen Instituts ans Licht traten, zusätzliche Kosten.

Die erste Covid-19-Welle störte den reibungslosen Ablauf auf der Baustelle und verursachte Verzögerungen aufgrund der Logistik-, Transport- und Schutzmassnahmen für die Baustellenteams.

3.2.1. Entwicklung der Kosten

Zum Zeitpunkt der Ausarbeitung dieser Botschaft im April 2021 belaufen sich die angekündigten endgültigen Kosten für den Bau des Schulbauernhofs, der im Mai 2021 fertiggestellt sein wird (ohne Aussenanlagen) auf 8 775 000 (8 773 291) Franken.

Dieser Endbetrag basiert zu rund 15% auf den von den Unternehmen erhaltenen Schlussabrechnungen; der Rest des Betrags besteht aus vorläufigen Situationsabrechnungen, die von den Ausmassen noch bestätigt werden müssen, die wiederum von der Bauleitung zu überprüfen und zu validieren sind.

Angesichts dieser Ungewissheit, die mit einer möglichen Erhöhung der Kosten für bestimmte Arbeiten in Abhängigkeit von den endgültigen Ausmassen zusammenhängt, wurde eine neue Reserve von 200 000 Franken gebildet und in den Zusatzkreditantrag aufgenommen.

Während der gesamten Bauphase leitete die Baukommission das Projekt, insbesondere in Bezug auf den Projektfortschritt, die Terminplanung, die Vergabe von Aufträgen und die finanziellen Verpflichtungen. Im Vergleich zum allgemeinen Kostenvoranschlag von 7 323 670 Franken hat die Baukommission am 21. April 2021 zusätzliche Arbeiten und Ausrüstungen im Wert von 1 226 289 Franken genehmigt.

Die meisten der folgenden Beträge sind auf den nächsten Franken genau angegeben, da es sich nicht um Schätzungen handelt, sondern meist um die in Rechnung gestellten Beträge.

3.2.2. Mehrkosten BKP 1, 2, 4 und 9 – Projektanpassungen, technologische, regulatorische Änderungen usw.

Wechsel des mit den Erdarbeiten betrauten Unternehmens, nachdem das Unternehmen mit der billigsten Offerte wegen mangelnder Verfügbarkeit auf den Auftrag verzichtete	15 362
Entscheidung, die Baustelle zu schliessen	18 805
Anpassung des unterirdischen Verteilnetzes für Gülle, Erdarbeiten für die Anpassung dieses Netzes und Änderung des Rührmodells	19 032
Aufzugstüren aus Edelstahl	1 599
Änderung der Konstruktion der Silos (Lage und Ausführung in Beton)	43 360
Erhöhung der Leistung der Fernheizung, um auch den Heuschober entfeuchten zu können (Erhöhung von 55 kW auf 245 kW)	62 728
Mehrkosten (MK) für die Einrichtung von Schneefangrohren für die Photovoltaikanlagen auf dem Dach	56 337
MK für Küchenergänzungen (verschiedene Geräte)	6 604
Integration in das Projekt der Umfahrungsstrasse Nord, die im ursprünglichen Projekt von 2016 nicht vorgesehen war	217 000
Einbau von transparenten Plexiglas-Elementen in Holzwänden zu Unterrichtszwecken (Sicht auf die Installationen und Geräte)	6 050
Einbau eines Harz- statt eines Betonbodens für den Fitnessraum im Erdgeschoss (hohe Besucherzahl und einfache Wartung)	14 100
Vergrößerung des Stegs zum Laufkran, um den Zugang für Unterrichtszwecke zu erleichtern	6 000
Vergrößerung der Aussenabdeckung des Lüfters	5 000
Anpassung des Abwasserbeseitigungskonzepts und der Aussenplatte für die Kälber	3 000
MK für die Entsorgung von überschüssigem Erdaushub, der ursprünglich an Ort und Stelle belassen werden sollte	45 000
Integration einer ursprünglich nicht geplanten Position «Möbiliar»	62 900
Heuschober mit Betonboten statt Boden aus stabilisierter Erde (Mischung aus Erde und Magerbeton)	30 000
Höhere Gebühr für den Anschluss an das Fernwärmenetz (höhere Leistung)	3 000
Anpassung der Anschlussgebühr für Regen- und Reinabwasser	9 615
Total Netto inkl. MWST	625 492

3.2.3. Mehrkosten BKP 3 – Betriebseinrichtung – Projektanpassungen, technologische Änderungen usw.

MK bei verschiedenen Positionen des BKP 3	22 679
Anpassung der Anlage an die Anforderungen des AfU bei Ausstellung der Bewilligung. Maurer-, Elektro- und Ausstattungsarbeiten (Kabelschieber und zusätzliche Wassernasen)	50 116
MK für Grubenränder, die die Arbeitsfläche des Reinigungsroboters begrenzen	15 000
MK für die Lieferung und Installation von Begrenzern aus recyceltem PET-Stroh	6 496
Änderung, Erweiterung und Sicherung von elektrischen Anschlüssen für Betriebseinrichtungen (abgeschirmte Verkabelung)	17 372
Anpassung von Tränkeuntersetzern und Halterungen zur Sonnenschutzbefestigung und Abschrankung	7 284
Änderung des Lüftermodells bei der Erstellung der Ausführungspläne	1 151
Montage von festen Planen (ursprünglich nicht geplant) an den Fassaden der Joche 1 bis 9	23 609
Bau von Wassernasen aus Beton statt aus Holz	30 000
Änderungen an den Güllegrubenrohren und -kanalisastionen nach Anweisung des für die Betriebseinrichtung verantwortlichen Ingenieurs, einschliesslich Auskleidung der Kanäle innerhalb und ausserhalb des Hofes, inklusive Gräben für die Fussbecken	96 330
MK für die Lieferung und Montage von zusätzlichen Querstäben an der Südfassade für den Sonnenschutz (Reduzierung der Höhe um 6,5 m)	15 000
Erweiterung des Basismoduls durch ein zentrales Leitsystem für Heuschober und Laufkran (IGA), das die Verarbeitung von Steuerungsdaten für alle Heuschober-Boxen ermöglicht	43 390
Herdenmanagementsystem «Herd Navigator» für die Milchanalyse: Das Gerät (Mini-Milchanalyselabor) wird an die Melkanlage gekoppelt	92 339
MK für zusätzliche Wärmerückgewinnungsrinne, Holzgehäuse für Lüfter und Kabel für Laufkran	9 000
Zusätzliche Querstrebe am Giebel für Kranmontage	4 000
Anpassungen der Planerhonorare (AFRY) aufgrund der Änderungen für BKP 3	63 130
Total Netto inkl. MWST	496 896

3.2.4. Zusätzliche Kosten Unvorhergesehenes BKP 1 und 2

Anpassung des Sammelkanaldurchmessers (300 mm anstelle von 160 mm)	12 416
Durchführung von Spülungen zur Stabilisierung der Güllegrube	4 211
Kontrolle der Baugrubensohle durch einen Geotechniker	1 823
Auswechseln einer nicht befahrbaren Schachtabdeckung	491
Plattendruckversuche bei Böschungen	721
Mehrkosten infolge schlechter Bodenqualität, Bodenverstärkung, tiefere Ausgrabungen und Fundamente usw.	60 500
MK für Arbeiten nach der Entdeckung von unterirdischen Netzen, die in den Plänen fehlten oder falsch angegeben waren. PE-Rohre für Elektrizitätsnetze usw.	21 356
Total Netto inkl. MWST	101 518

3.2.5. Zusätzliche Kosten wegen Nachforderungen und Covid-19, BKP 1, 2 und 4

Nachforderung des Maurerunternehmens	195 245
Streckung des Zeitplans wegen Schliessung der Baustelle	7 200
Längere Anmietung von Gerüsten	7 800
Verschiedenes und Unvorhergesehenes Covid-19	5 849
Total Netto inkl. MWST	216 094

3.2.6. Reserve für Verschiedenes, Unvorhergesehenes und Optimierungskosten im ersten Betriebsjahr

Verschiedenes und Unvorhergesehenes bei Ausmassen und Abrechnungen	150 000
Mögliche Optimierungskosten im ersten Jahr des Betriebs	50 000
Total Netto inkl. MWST	200 000

3.2.7. Zusammenfassung der Kosten für zusätzliche Arbeiten

Zusätzliche Kosten infolge technologischer Änderungen	625 492
Zusätzliche Kosten BKP 3	496 896
Zusätzliche Kosten Unvorhergesehenes	101 518
Zusätzliche Kosten Covid-19	216 094
Verschiedenes, Unvorhergesehenes und mögliche Optimierungskosten	200 000
Total Netto inkl. MWST	1 640 000

3.2.8. Zusammenfassung der finanziellen Situation

Betrag Referenzvoranschlag $\pm 7\%$.	7 323 670
Zusätzliche Arbeiten und Kosten	1 640 000
Nutzung der Reserve	-150 000
Optimierungen	-40 379
Total Netto inkl. MWST – Angekündigte Endkosten	8 773 291

3.2.9. Höhe des zusätzlichen Verpflichtungskredits

Angekündigte Endkosten	8 773 291
Verpflichtungskredit für den Schulbauernhof	-6 590 000
Zu finanzierende Mehrkosten	2 183 291
Ausgleich über das Budget für die Laufende Rechnung von Grangeneuve (zusätzliche Anträge des LIG, die durch sein ordentliches Budget abgedeckt sind)	-733 670
Erforderlicher Zusatzbetrag	1 449 621
Erforderlicher Zusatzbetrag gerundet, Nettobetrag inkl. MWST	1 450 000

4. Schlussfolgerung

Der Bau des Schulbauernhofs entspricht einem von den Behörden anerkannten Bedarf und einer Notwendigkeit sowohl im Hinblick auf die allgemeine Aufwertung der praktischen Ausbildungsinfrastrukturen als auch im Hinblick auf die Ausbildung in der Milchwirtschaft.

Das Projekt 2014/2015, das Anlass für die Kostenschätzung war, umfasste nicht alle Parameter, die die Kosten einer Baute beeinflussen, etwa die eines Gebäudes für die Ausbildung, das notwendigerweise mit den neuesten Geräten und Programmen im Bereich der Milchproduktion ausgestattet

sein muss. Zudem haben sich die Geräte und Anlagen in einem Zeitraum von 5 bis 7 Jahren hinsichtlich Komplexität und Kosten erheblich weiterentwickelt.

Mit der Fertigstellung des Gebäudes in der nun geplanten Form wird der Kanton Freiburg über eine vorbildliche, hochmoderne Ausbildungsstätte verfügen, auf die die Ausbilderinnen und Ausbilder wie auch die Jugendlichen in Ausbildung stolz sein können.

So ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, einen zusätzlichen Verpflichtungskredit nach Artikel 33 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates von 1 450 000 Franken zu genehmigen.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

Das Dekret ist nicht dem Finanzreferendum unterstellt.

Aus den dargelegten Gründen ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

Projet du 04.05.2021

Entwurf vom 04.05.2021

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
additionnel en vue de la construction de la ferme-école
sur le site de Grangeneuve, à Hauterive (FR)**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2021-DAEC-77 du Conseil d'Etat du 4 mai 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 17 mars 2016 (ROF 2016_052), d'un montant de 1 450 000 francs, est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de compléter le financement de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive (FR).

**Dekret über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit
für den Bau des Schulbauernhofs am Standort
Grangeneuve in Hauterive (FR)**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2021-DAEC-77 des Staatsrats vom 4. Mai 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Für den Bau des Schulbauernhofs am Standort Grangeneuve in Hauterive (FR) wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 1 450 000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 17. März 2016 (ASF 2016_052) eröffnet.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges IAGR-I-102-102/5040.000 «Aménagement d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Les disponibilités financières de l'Etat sont réservées.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle IAGR-I-102-102/5040.000 «Bau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die verfügbaren Mittel des Staates bleiben vorbehalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DAEC-77

Projet de décret :

Octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive

Propositions de la commission ordinaire CO-2021-009

Présidence : Gabriel Kolly

Membres : Bernhard Altermatt, Claude Chassot, Charly Cotting, Martine Fagherazzi, Anne Favre-Morand, Olivier Flechtner, Fritz Glauser, Pierre-André Grandgirard, Ruedi Schläfli, Dominique Zamofing

Entrée en matière

Par 9 voix contre 1 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 9 voix contre 1 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 7 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2021-DAEC-77

Dekretsentwurf:

Zusätzlicher Verpflichtungskredit für den Bau des Schulbauernhofs am Standort Grangeneuve in Hauterive

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2021-009

Präsidium : Gabriel Kolly

Mitglieder : Bernhard Altermatt, Claude Chassot, Charly Cotting, Martine Fagherazzi, Anne Favre-Morand, Olivier Flechtner, Fritz Glauser, Pierre-André Grandgirard, Ruedi Schläfli, Dominique Zamofing

Eintreten

Mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 7. Juni 2021

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DAEC-77

Projet de décret :

Octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de la construction de la ferme-école sur le site de Grangeneuve, à Hauterive

Propositions de la Commission Construction ferme-école site Grangeneuve [2021-DAEC-77] CO-2021-009

Présidence : Gabriel Kolly

Vice-présidence :

Membres : Bernhard Altermatt, Claude Chassot, Charly Cotting, Martine Fagherazzi, Anne Favre-Morand, Olivier Flechtner, Fritz Glauser, Pierre-André Grandgirard, Ruedi Schläfli, Dominique Zamofing

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 9 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2021-DAEC-77

Dekretsentwurf:

Zusätzlicher Verpflichtungskredit für den Bau des Schulbauernhofs am Standort Grangeneuve in Hauterive

Antrag der Kommission Bau des Schulbauernhofs am Standort Grangeneuve [2021-DAEC-77] OK-2021-009

Präsidium : Gabriel Kolly

Vize-Präsidium :

Mitglieder : Bernhard Altermatt, Claude Chassot, Charly Cotting, Martine Fagherazzi, Anne Favre-Morand, Olivier Flechtner, Fritz Glauser, Pierre-André Grandgirard, Ruedi Schläfli, Dominique Zamofing

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 9. Juni 2021



Message 2021-DAEC-76

4 mai 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel d'un montant de 3 580 000 francs en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg.

Ce message comprend les points suivants:

1. Introduction	1
2. Projet d'assainissement et de transformation	1
3. Crédit d'engagement additionnel	2
4. Conclusion	7

1. Introduction

1.1. Contexte

L'Hôtel cantonal est, avec la Cathédrale Saint-Nicolas, le monument le plus emblématique de Fribourg. Dominant la vieille ville et ouvert sur la place de l'Hôtel de Ville, dans le quartier historique de la Ville de Fribourg, l'édifice est, depuis son origine, le lieu représentatif du pouvoir fribourgeois et accueillait jusqu'en décembre 2019 le siège du Grand Conseil. La valeur patrimoniale du bâtiment est exceptionnelle autant du point de vue de sa substance historique intérieure et extérieure que du point de vue de sa signification politique et sociale. Une importance qui se manifeste dans son utilisation séculaire et ininterrompue en tant que siège des pouvoirs publics. Sa position en ville reflète son caractère manifestement emblématique, que toute intervention architecturale se doit de préserver et mettre en valeur.

Le 9 octobre 2018, le Grand Conseil a octroyé à l'unanimité un crédit d'engagement de 20 450 000 francs en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, en y ajoutant un crédit d'étude de 100 000 francs, pris sur le budget ordinaire du Service des bâtiments, pour étudier une amélioration du confort de la salle du Grand Conseil.

2. Projet d'assainissement et de transformation

Le projet d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal vise à mettre à disposition du Grand Conseil des outils modernes dans un bâtiment historique de grande valeur, à améliorer le fonctionnement du Parlement cantonal et à maintenir ainsi que mettre en valeur un des principaux emblèmes du patrimoine bâti du canton. Le nouvel Hôtel cantonal proposera des salles de séances pour les commissions parlementaires, des espaces réservés aux membres du Grand Conseil (vestiaires, zone de discussions et de travail, etc.) et permettra d'y accueillir son Secrétariat, actuellement situé à la rue de la Poste. Le bâtiment sera également adapté aux personnes à mobilité réduite avec la mise en place d'un ascenseur permettant l'accès à tous les niveaux.

Durant les travaux et pour des questions d'organisation du chantier, le Grand Conseil doit siéger extra-muros. Initialement, il était prévu que le Grand Conseil siège, de 2020 à 2021, au bâtiment MAD3 de la Police cantonale, à Granges-Paccot. Des coûts supplémentaires estimés à 344 000 francs au maximum pour la transmission vidéo et des kits de votation ont d'ailleurs été intégrés dans le crédit d'engagement pour cette délocalisation temporaire. Or, suite à la crise sanitaire en lien avec la COVID-19, il s'est avéré que la salle du bâtiment MAD3 n'était pas assez vaste pour respecter des distances sanitaires requises entre les député-e-s, obligeant le Grand Conseil à siéger provisoirement sur le site de Forum Fribourg. Ce changement de lieu n'a pas eu d'influence sur le budget

prévu pour la transmission vidéo et des kits de votation, si ce n'est un complément lié au prolongement de la durée du chantier.

Concernant le planning, la durée des travaux avait été estimée à 18 mois, avec un réaménagement et une mise en service de l'Hôtel cantonal prévue pour le mois de novembre 2021. Ceci devait permettre au Grand Conseil de suivre la dernière session de décembre 2021 dans le bâtiment rénové. Or, une complexité accrue des détails développés en fonction des découvertes du chantier entraîne des délais plus importants pour les travaux de maçonnerie et de structure métallique. De la même manière, la crise sanitaire et ses exigences rendent le suivi, le cours du chantier et l'organisation des équipes et autres séances plus difficiles. En conséquence, la remise du bâtiment est reportée pour la fin du mois de mars 2022.

3. Crédit d'engagement additionnel

3.1. Salle du Grand Conseil

Lors du développement du projet d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal, il avait été décidé que la salle du Grand Conseil ne ferait l'objet d'aucune transformation, ses installations techniques ayant été renouvelées, il y a un peu plus de 20 ans, en 1999. Dans le cadre de l'examen du message et du décret relatifs à l'octroi du crédit d'engagement pour le projet, le confort de la salle du Grand Conseil a soulevé parmi les député-e-s certaines interrogations quant aux problèmes d'amplitudes thermiques rencontrés à certaines périodes de l'année et à d'autres problématiques liées à la nature de la salle.

Le 9 octobre 2018, dans le cadre du traitement du crédit d'engagement, le Grand Conseil a décidé d'octroyer un crédit d'étude additionnel de 100 000 francs pour poursuivre les réflexions sur l'amélioration des équipements, l'accessibilité et la fonctionnalité de la salle du Parlement. Un état des lieux des interventions possibles ainsi que des modélisations pour vérifier les impacts de ces améliorations ont été menés. Le résultat de cette étude propose des interventions dans la salle du Grand Conseil basées sur deux axes principaux, à savoir le projet technique et d'aménagement ainsi que le système de E-vote et les installations médias.

3.1.1. Projet technique et d'aménagements

Les interventions proposées visent à améliorer la salle du Grand Conseil du point du confort thermique et des aménagements. Par ailleurs, une attention particulière est accordée à la restauration du mobilier et aux autres éléments construits existants.

3.1.2. E-vote et installations médias

Le système de vote aura une dizaine d'années au moment de la fin des travaux d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal et de sa réinstallation dans la salle du Grand Conseil. S'agissant d'un ancien système, il devrait être réinstallé tel quel et ne peut plus être mis à jour. Le système actuellement loué pour les sessions au sein du bâtiment MAD3 est plus moderne, mais comme il s'agit d'un système mobile, il ne peut pas être repris.

Le seul moyen d'améliorer le système de vote comme demandé notamment par les représentant-e-s du Grand Conseil à la commission de bâtisse est donc de mettre en place une nouvelle installation. Les détails de cette installation ont été discutés avec les utilisateurs et analysés par les mandataires et spécialistes. A noter qu'il a été tenu compte dans les équipements, de la possibilité de mener des séances de commissions à distance à travers le suivi et la participation aux sessions par visioconférences. De la même manière, un système de communication et diffusion d'informations sur écrans plus adapté à l'état de la technique est prévu.

3.2. Bâtiment principal et corps de garde

L'avancement des travaux de démolitions dans le bâtiment principal et le corps de garde, respectivement l'ouverture des planchers et autres parements muraux, a permis de mettre à jour l'état précaires de certaines compositions structurelles. Par exemple, certaines poutres constituant les planchers ou la charpente nécessitent la mise en place de renforts et l'application de traitements en lien avec l'altération du bois. De la même manière, des interventions antérieures ont mis à mal des parties du bâtiment tels que murs et voûtes en molasse, interventions qui d'un point du maintien de la substance historique doivent être corrigées dans le cadre des travaux de gros œuvre. En outre, ces travaux de démolitions ont aussi été l'occasion de découvrir un certain nombre d'éléments historiques insoupçonnés et de très haute facture, tels la fresque et la porte historique toutes deux dissimulées à l'arrière des boiseries de la salle de l'ancien tribunal. Ces découvertes requièrent d'importants travaux de restauration.

3.3. Eléments/demandes liés au maître d'ouvrage (MO)

Ce crédit additionnel intègre également certaines demandes émanant directement de l'utilisateur et du maître d'ouvrage. Les plus importantes sont brièvement décrites ci-dessous.

3.3.1. Visioconférence et multimédia

A la demande des utilisateurs, des équipements complémentaires ont été définis et intégrés dans cette demande de crédit. Il s'agit avant tout de pouvoir proposer des installations et autres équipements intégrant toutes les technologies en matière de visioconférence et de communication.

3.3.2. Frais de surveillance

A la suite de l'incendie de Notre Dame de Paris survenu en avril 2019, la surveillance du chantier a été un sujet des plus sensibles. En effet, l'Hôtel cantonal possède tous les critères pour qu'un incendie puisse s'y développer de manière inopinée. Ce facteur-risque étant très important, il a été décidé de renforcer la surveillance du chantier à travers des visites ponctuelles effectuées par une entreprise spécialisée.

3.3.3. Travaux de menuiserie

Dans le cadre d'assainissement de bâtiments anciens, il est demandé par les spécialistes de la faune d'intégrer des habitats pour certaines espèces animales. Dans le cas de l'Hôtel cantonal, il est proposé d'installer une série de nichoirs sous la forme de boîtes intégrées dans l'avant-toit du pan sud du bâtiment principal pour les martinets.

3.3.4. Prestations de support CP/Réserves pour travaux spéciaux et location complémentaire

Considérant que le chef de projet (CP) doit passer entre 80–100% du temps de travail pour le suivi d'un tel objet, un montant de 120 000 francs a été ajouté en tant que prestations de support CP. Ces prestations de support serviront dans le cadre d'autres projets. Le même procédé a été appliqué pour le projet de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix avec un montant de 350 000 francs.

Dans le cadre de la mise en conformité des travaux spéciaux, une réserve a été intégrée afin de ne pas retarder le chantier le cas échéant. Un montant de 200 000 francs avait été initialement prévu. Compte tenu de l'avancement de ces travaux, celui-ci a pu être revu à la baisse, avec un montant de 150 000 francs.

Enfin, il a également été prévu un montant supplémentaire pour la location du matériel nécessaire aux sessions passées hors de l'Hôtel cantonal. Ce montant doit permettre de couvrir un retard de 3 mois. L'assurance Responsabilité Civile pour les travaux de chantier a d'ailleurs également été réadaptée pour cette même durée.

3.3.5. Provision COVID

La crise sanitaire a eu un impact non négligeable sur le déroulement du chantier. En effet, certaines entreprises ont été dans l'obligation de prendre des mesures lors des vagues successives en lien avec la COVID-19, allant de la fermeture d'entreprises à la réduction de personnel pour cause de quarantaine. Ces mesures ont entraîné un rallongement des délais d'exécution d'une part, mais aussi une réorganisation complète de la planification des travaux et des séances de coordinations et de planification d'autre part.

En conséquence, cette provision doit permettre de couvrir des dépenses complémentaires en lien avec des durées de locations de matériel prolongées comme les échafaudages par exemple, ainsi que les frais inhérents à la sécurité sanitaire des travailleurs. De la même manière, elle devrait absorber les prestations supplémentaires découlant de la multiplication des séances entre spécialistes, mandataires et entreprises suite à la limitation du nombre de personnes en réunion.

Un premier montant de 30 000 francs avait été estimé lors de la première vague. Compte tenu des incertitudes quant à l'évolution de l'épidémie, un montant de 100 000 francs supplémentaires a été ajouté afin de supporter ces coûts jusqu'à la fin du chantier.

3.3.6. Utilisation de la réserve et proposition de reconstitution

Lors de l'établissement du devis général du projet en octobre 2018, une réserve de 405 170 francs a été inscrite dans le CFC 583.0 «Réserves pour imprévus». Cette réserve avait été calculée à hauteur de 3% des CFC 1, 2, 4 et 9 (sans honoraires) du devis original.

Pour mémoire, la réserve a dû absorber dès les premiers appels d'offres une plus-value de 293 000 francs sur un total de 1 046 912 francs lors de l'adjudication du CFC 213.2 «Charpente métallique». En effet, la procédure d'appel d'offres en marché public n'avait reçu aucun retour d'offres pour ce CFC. Une nouvelle procédure en gré à gré concurrentiel avait été mise en place, avec un retour de soumissions défavorable en termes de prix. Par ailleurs, ce projet étant une transformation dans un bâtiment à haute valeur patrimoniale, divers éléments ont été découverts lors des travaux de démolition effectués depuis le début du chantier en janvier 2020, éléments qui, pour certains, ont déjà dû faire l'objet d'adjudications. Enfin, avec les propositions d'adjudications des derniers lots, la réserve a été entièrement consommée.

S'agissant d'une transformation d'un bâtiment ancien, il est proposé dans le cadre de ce crédit complémentaire de consolider le montant de la réserve sur la base du devis adapté et du même pourcentage. Ainsi, un montant de 118 000 francs est ainsi demandé dans le cadre de ce crédit complémentaire.

3.4. Sécurité

Dans le cadre du développement du projet, le Grand Conseil a toujours souhaité que l'Hôtel cantonal soit un lieu «ouvert» et «accessible» au public. Toutefois, la tragédie survenue à Zoug en 2001, et plus récemment les incidents au Capitole des États-Unis à Washington D. C. en janvier dernier, ont soulevé certaines questions en lien avec la sécurité du parlement fribourgeois. Bien que des mesures aient déjà été prises au niveau du projet, notamment le système de contrôle d'accès du bâtiment et la mise en place de boutons d'alarme, il a été décidé de compléter le dispositif sur divers points. Ainsi, la sécurité du bâtiment sera renforcée, grâce à l'ajout de caméras de surveillance à des endroits stratégiques, la mise en place d'une alarme anti-effraction sur les portes d'entrée, le renforcement du guichet du secrétariat du Grand Conseil, l'achat d'un portique à métaux mobile et la mise en place d'un concept de sécurité.

Compte tenu de ce qui précède, une estimation de ces compléments a été effectuée et intégrée à cette demande de crédit complémentaire.

3.5. Montant du crédit d'engagement additionnel

Les travaux complémentaires et leurs détails respectifs sont répartis en six points qui comprennent le réaménagement de la salle du Grand Conseil, les adaptations et découvertes au niveau du gros œuvre et second œuvre du bâtiment principal et corps de garde, les découvertes historiques, les demandes complémentaires de la part des usagers et du maître d'ouvrage, les compléments en termes de sécurité et enfin les conséquences qui découlent des points précédents pour les es honoraires et frais des mandataires.

3.5.1. Salle du Grand Conseil

Réaménagement et installations techniques:	176 500
> Mise en place de canaux de ventilations installés directement dans les tribunes, ce qui permet une meilleure intégration esthétique.	
> Ventilation séparée des trois tribunes permettant une meilleure gestion du débit d'air et ainsi un gain en efficacité significatif.	
> Installation de trois ventilo-convecteurs intégrés directement dans chaque tribune. Le but est de prélever l'air ambiant et de le refroidir. Les modélisations effectuées par le physicien du bâtiment montrent une amélioration sensible au niveau du confort thermique.	
> Adaptations diverses des tribunes telles que structure, grilles supplémentaires, etc., pour l'insertion des installations de ventilation (impact visuel mineur).	
> Mise en place de panneaux démontables sur les tribunes facilitant l'accès pour le contrôle et l'entretien des installations.	
> Adaptation des frises et retouches diverses au niveau des listes en bois (nez de marche des tribunes).	
> Raccordements électriques depuis le deuxième étage par la gaine de l'ascenseur. Le tracé est ainsi plus court et l'accès aux installations est simplifié.	
> Remplacement du câblage informatique RJ45 qui n'est pas récupérable.	
Revêtement de sol:	30 000
> Remplacement total du revêtement de sol, ce qui se révèle une solution plus économique qu'une réfection des parties endommagées.	
Plâtrerie:	3 500
> Adaptation des frises du plafond en plâtre.	
Nouvel éclairage:	27 000
> Mise en place d'un nouvel éclairage plus efficace qu'auparavant, plus esthétique et compatible avec la caméra e-voting pour éviter les vibrations sur les écrans.	
Boucle pour malentendants:	16 000
> Mise en place d'un système pour malentendants, inexistant jusqu'ici.	
Rembourrage des bancs:	124 000
> Changement de la mousse de rembourrage et nouveau velours.	
E-vote et media:	365 000
> Fourniture et installation d'un nouveau système.	
Mandat de planification complète par entreprise spécialisée:	30 000
> Conception, appel d'offres, DT.	
Frais secondaires:	3 000
> Réserve pour divers et imprévus	
Total net TTC (sans honoraires)	775 000

3.5.2. Bâtiment principal et corps de garde: gros œuvre et second œuvre

Relevés:	80 000
> Relevés supplémentaires suite aux découvertes de l'état des structures, charpentes, etc. (y c. démontages, remontages menuiseries, etc.)	
Maçonnerie:	110 500
> Compléments travaux de maçonnerie. > Travaux d'entretien, sablage et hydrogommage.	
Pierre naturelle:	307 000
> Voûtes: Remplacement des renforts béton par des éléments en molasse au niveau des voûtes situées au 2 ^e sous-sol. Ces renforts béton avaient été mis en place lors des travaux antérieurs dans le but de simplifier la pose d'éléments de menuiserie, et ce au détriment des pièces d'origine. > Couvertes du corps de garde: Les fenêtres du corps présentent des particularités au niveau des voûtes, ce qui nécessite des dégagements supplémentaires ainsi qu'une isolation complémentaire. > Murs intérieurs: traitement des murs apparents intérieurs du corps de garde et du bâtiment principal (y c. intervention trous, piliers, embrasures) + finitions. > Façades: compléments nécessaires pour éléments de façade à restaurer (teintage, retouches, etc.)	
Traitement du bois:	73 000
> Lors des travaux de démolitions, il a été constaté par un spécialiste que certains éléments en bois étaient attaqués par des insectes. Partant du principe que les éléments bois seront mis à nu pendant les travaux, il a été jugé nécessaire d'appliquer ce traitement sur l'ensemble des pièces en bois des niveaux concernés.	
Charpente bois, renforcement résine:	70 000
> Les éléments de charpentes des 1 ^{er} et 2 ^e étages sont en moins bon état que prévus; ceux-ci doivent être renforcés et consolidés à l'aide de résine.	
Charpente bois, déblaiement, renforts et nichoirs:	99 000
> Evacuation nécessaire des gravats découverts au niveau des planchers du 2 ^e étage et des combles afin d'atténuer les charges statiques sur les éléments porteurs. > Ajouts de renforts nécessaires au niveau des planchers.	
Faux-planchers:	20 000
> Modification du faux-plancher technique suite au maintien du pavage historique découvert lors des travaux de démolition des dallages au niveau du 2 ^e sous-sol. > Faux-plancher technique au niveau des combles. > Renforts complémentaires au niveau des planchers.	
Cheminées:	20 000
> Les anciennes cheminées n'ont pas pu être conservées telles-queelles, car elles présentaient des problèmes statiques. Celles-ci doivent être entièrement refaites, de même que la ferblanterie et les grilles de ventilation (grilles Estair).	
Cheminées (ferblanterie + grilles):	34 000
> Compléments de ferblanterie et grilles de ventilation (grilles Estair).	
Fenêtres couloir 1^{er} étage:	6 000
> Ajout d'un cadre complémentaire demandée afin de pouvoir répondre à la norme EI30.	
Compléments de projet:	25 000
> Adaptations menuiseries et miroirs locaux sanitaires	
Installations électriques:	162 000
> Adaptations des installations électriques à courant faible (détection, e-vote, etc.) > Compléments pour tableaux électriques	
Total net TTC (honoraires non compris)	1 006 500

3.5.3. Bâtiment principal et corps de garde: découvertes éléments historiques

Travaux de décrépiage:	40 000
> Murs intérieurs des façades du 2 ^e étage à décrépir. Intervention délicate suite à la découverte de la présence de peinture au plomb.	
Travaux de restauration (suite décrépiage):	66 000
> Compléments nécessaires pour la restauration des pierres des murs intérieurs du 2 ^e étage (suite décrépiage).	
Fresques salle des huissiers et de la salle de l'ancien tribunal:	68 000
> Travaux de nettoyage des anciennes peintures découvertes durant le chantier.	
Plafond plâtre du corps de garde:	6 000
> Remplacement du plafond en plâtre du plafond du corps de garde.	
Sondages et analyses:	72 000
> Sondages complémentaires suite aux découvertes des différents éléments historiques.	
> Analyses des fresques découvertes dans la salle de l'ancien tribunal (SUPSI).	
> Dendrochronologies	
Cadran extérieurs:	15 000
> Restauration des peintures des anciens cadrans après dépose.	
Plancher 1^{er} sous-sol:	40 000
> Récupération des planches anciennes dans le but de les réutiliser pour le plancher des locaux des députés.	
Fenêtres 1^{er} étage:	36 000
> Doubles vitrages à recréer en fonction de leur origine et adaptations d'anciennes moulures.	
Fenêtres 2^e étage:	30 000
> Adaptations des moulures historiques et cadres de fenêtres.	
Porte historique salle de l'ancien tribunal:	8 000
> Travaux de pierre naturelle et restauration.	
Total net TTC (honoraires non compris)	381 000

3.5.4. Eléments/demandes liés au MO

Frais de surveillance:	32 000
> Suite à l'incendie de la Cathédrale Notre-Dame à Paris, un renforcement des mesures a été mis en place à travers une surveillance accrue du chantier.	
Menuiserie:	6 000
> Fourniture et pose de nichoirs.	
Visioconférence et multimédia:	50 000
> Equipements complémentaires définis avec l'utilisateur, y compris équipement mobile permettant le suivi et la participation aux sessions par visioconférences.	
Prestations de support CP:	120 000
> Pour absorber le volume de travail actuel du Service des bâtiments, il est nécessaire de recourir à de l'aide externe (architectes, ingénieurs, BAMO). Cette prestation table sur une durée de 15 mois.	
Réserve pour travaux spéciaux:	150 000
> Réserve pour travaux et honoraires pour la mise en conformité des travaux spéciaux.	
Réserve pour location complémentaire:	45 000
> Adaptation du montant relatif à la location du matériel pour le prolongement des sessions du Grand Conseil extramuros.	
Assurance:	4 000
> Complément pour assurance RC travaux de chantier	
Provision COVID:	130 000
> Locations complémentaires et frais complémentaires en lien avec la situation sanitaire 2020–21.	
Réserve – Consolidation CFC 583.0 Réserve et imprévis:	118 000
> Reconstitution de la réserve sur les CFC 1, 2, 4 et 9 du devis adapté	
Réserve – Mutations et Prorata:	60 000
> Réserve divers CFC à muter sur CFC 583.0 + Prorata	
Total net TTC (honoraires non compris)	725 000

3.5.5. Sécurité

Caméras de surveillance et alarme anti-effraction:	40 000
> Installation de 4 caméras de surveillance.	
> Mise en place d'une alarme anti-effraction sur portes d'entrées.	
> Gestion informatique des installations, raccordements électriques, études et frais.	
Paroi pare-balle:	10 000
> Mise en place d'une paroi pare-balle au niveau du desk du secrétariat général.	
Portique de détection, concept sécurité et réserves:	30 000
> Achat d'un portique à métaux mobile.	
> Elaboration et mise en place d'un concept de sécurité avec les utilisateurs.	
Total net TTC (études et frais compris)	80 000

3.5.6. Honoraires et frais

Architecte/DT:	443 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'architecte et direction des travaux (y c. mandataire général).	
Ingénieur civil:	110 000
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieur civil.	
Ingénieur électricien:	22 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieur électricien.	
Ingénieur éclairagiste:	8 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'éclairagiste.	
Ingénieur CVCR:	8 000
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieurs CVCR.	
Frais:	20 000
> Adaptation des frais de reproductions documents.	
Total net TTC (honoraires et frais)	612 500

3.5.7. Récapitulatif du total des coûts du crédit complémentaire

Total travaux «Salle du Grand Conseil»	775 000
Total travaux «Gros œuvre et second œuvre»	1 006 500
Total travaux «Découvertes éléments historiques»	381 000
Total travaux «Eléments/demandes liés au MO»	725 000
Total travaux «Sécurité»	80 000
Total «Honoraires et frais»	612 500
Total crédit complémentaire net TTC	3 580 000

4. Conclusion

L'assainissement et la transformation de l'Hôtel cantonal répondent à une nécessité reconnue par les Autorités, notamment pour assurer le bon fonctionnement du Grand Conseil et de son Secrétariat, mais aussi pour valoriser un des joyaux architecturaux du canton de Fribourg.

Lors de l'examen du projet, les député-e-s ont demandé d'étudier des solutions pour améliorer le confort de la salle du Grand Conseil. De plus, le début du chantier a mis à jour un certain nombre d'éléments liés à la nature même d'un projet de transformation et d'assainissement d'un bâtiment historique, qui n'ont pas pu être couverts par la réserve. Ainsi,

le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit complémentaire d'un montant total de 3 580 000 francs.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

En conséquence nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2021-DAEC-76

4. Mai 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	8
2. Sanierungs- und Umbauprojekt	8
3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit	9
4. Schlussfolgerung	14

1. Einleitung

1.1. Hintergrund

Zusammen mit der St.-Niklaus-Kathedrale gehört das Rathaus zu den symbolträchtigsten Wahrzeichen Freiburgs. Das Rathaus, das sich im historischen Quartier der Stadt Freiburg befindet, über der Altstadt thront und sich zum Rathausplatz hin öffnet, repräsentiert seit seiner Erbauung die Staatsgewalt. Er ist der Sitz des Grossen Rates und beherbergte das Kantonsparlament bis zu dessen temporären Umzug im Dezember 2019. Der kulturhistorische Wert des Gebäudes ist sowohl in Bezug auf die innere und äussere historische Substanz als auch auf seine politische und gesellschaftliche Bedeutung aussergewöhnlich, eine Bedeutung, die sich in seiner jahrhundertelangen und ununterbrochenen Nutzung als Regierungssitz zeigt. Seine Lage in der Stadt widerspiegelt seinen offensichtlich symbolträchtigen Charakter, den jegliche architektonische Intervention bewahren und in Wert setzen muss.

Am 9. Oktober 2018 hat der Grosse Rat einstimmig einen Verpflichtungskredit von 20 450 000 Franken für die Sanierung und den Umbau des Rathauses bewilligt und durch einen Studienkredit von 100 000 Franken aus dem ordentlichen Voranschlag des Hochbauamts für die Untersuchung von Massnahmen zur Verbesserung des Komforts des Grossratsaals ergänzt.

2. Sanierungs- und Umbauprojekt

Das Projekt für die Sanierung und den Umbau des Rathauses will dem Grossen Rat moderne Instrumente in einem Gebäude von grossem kulturhistorischem Wert zur Verfügung stellen, die Funktionsweise des Kantonsparlaments verbessern sowie eines der wichtigen Embleme des baulichen Kulturguts unseres Kantons erhalten und in Wert setzen. Das renovierte Rathaus wird über Sitzungsräume für die parlamentarischen Kommissionen sowie über Bereiche verfügen, die den Mitgliedern des Grossen Rates vorbehalten sind (Garderoben, Diskussions- und Arbeitszonen usw.) und die Unterbringung des Sekretariats ermöglichen, das seine Räume derzeit an der Postgasse hat. Das Gebäude wird zudem mit dem Einbau eines Lifts, der Zugang zu allen Stockwerken gibt, für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich gemacht.

Während der Arbeiten muss der Grosse Rat aus bauorganisatorischen Gründen extra muros tagen. Ursprünglich war vorgesehen, dass die Sessionen von 2020 bis 2021 im Polizeigebäude in Granges-Paccot (MAD3) stattfinden. Im Zusammenhang mit diesem zeitweiligen Umzug waren im Verpflichtungskredit denn auch die Kosten für die Videoübermittlung und Abstimmungsausrüstung vorgesehen, die mit höchstens 344 000 Franken veranschlagt worden waren. Mit der durch das Coronavirus verursachten Gesundheitskrise stellte sich jedoch heraus, dass der Platz im MAD3-Gebäude nicht gross genug war, um es den Grossrätinnen und Grossräten zu erlauben, genügend Abstand zu halten. Als Folge davon sah sich der Grosse Rat gezwungen, vorübergehend im Forum

Fribourg zu tagen. Dieser Standortwechsel hatte keine Auswirkungen auf das Budget bezüglich Videoübermittlung und Abstimmungs-ausrüstung, abgesehen von den zusätzlichen Kosten, die mit der verlängerten Bauzeit verbunden waren.

Was den Zeitplan betrifft, so wurde die Dauer der Arbeiten auf 18 Monate geschätzt und die Eröffnung des renovierten Rathauses war für September 2021 vorgesehen. Dies hätte es dem Grossen Rat ermöglicht, die letzte Session im Dezember 2021 im renovierten Gebäude abzuhalten. Allerdings führt die erhöhte Komplexität der Details, die nach den Entdeckungen auf der Baustelle ausgearbeitet wurden, zu weiteren Verzögerungen bei den Mauerwerks- und Stahlbauarbeiten. Ausserdem erschweren die Pandemie und die damit verbundenen Anforderungen das Überwachen und Leiten der Arbeiten sowie das Organisieren der Teams und Sitzungen. Als Folge davon ist die Übergabe des Gebäudes neu Ende März 2022 vorgesehen.

3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit

3.1. Grossratssaal

Bei der Entwicklung des Projekts für die Sanierung und den Umbau des Rathauses wurde entschieden, dass der Grossratssaal nicht umgebaut wird, weil seine technischen Anlagen vor etwas mehr als 20 Jahren, im Jahr 1999, erneuert wurden. Während der Behandlung der Botschaft und des Dekrets über den Verpflichtungskredit für das Projekt warf der Komfort des Grossratssaals bei den Mitgliedern des Grossen Rats einige Fragen im Zusammenhang mit dem Problem der Temperaturschwankungen zu bestimmten Jahreszeiten und anderen Problemen wegen der Beschaffenheit des Saals auf.

So bewilligte der Grosse Rat am 9. Oktober 2018, einen zusätzlichen Studienkredit von 100 000 Franken, um die Überlegungen zur Verbesserung von Ausstattung, Zugänglichkeit und Funktionalität des Saals weiterzuführen. Es wurde eine Bestandsaufnahme möglicher Eingriffe sowie eine Modellierung zur Überprüfung der Auswirkungen dieser Verbesserungen durchgeführt. Das Ergebnis dieser Studie schlägt Interventionen im Grossratssaal auf zwei Hauptachsen vor, nämlich das Projekt für Technik und Ausstattung einerseits sowie das E-Voting-System und die Medieneinrichtungen andererseits.

3.1.1. Projekt für Technik und Ausstattung

Die vorgeschlagenen Eingriffe zielen darauf ab, den Grossratssaal in Bezug auf den thermischen Komfort und die Ausstattung zu verbessern. Ausserdem wird ein besonderes Augenmerk auf die Restaurierung des vorhandenen Mobiliars und anderer baulicher Elemente gelegt.

3.1.2. E-Voting-System und Medieneinrichtungen

Das Abstimmungssystem wird etwa zehn Jahre alt sein, wenn die Sanierung und der Umbau des Rathauses abgeschlossen sind und es wieder in den Grossratssaal eingebaut wird. Da es sich um ein altes System handelt, muss es unverändert reinstalled werden und kann nicht aktualisiert werden. Das System, das im Moment für die Sitzungen im MAD3-Gebäude gemietet wird, ist zwar moderner, kann aber, weil es sich um ein mobiles System handelt, nicht übernommen werden.

Die einzige Möglichkeit, das Abstimmungssystem, wie von den Vertreterinnen und Vertretern des Grossen Rats in der Baukommission gefordert, zu verbessern, ist der Einbau einer neuen Anlage. Die Details dieser Anlage wurden mit den künftigen Benutzerinnen und Benutzern besprochen und von den Auftragnehmern und Fachleuten analysiert. Es ist anzumerken, dass bei den Einrichtungen die Möglichkeit der Durchführung von virtuellen Kommissionssitzungen mittels Videokonferenz berücksichtigt wurde. Ebenso wird ein System zur Kommunikation und Verbreitung von Informationen auf Bildschirmen bereitgestellt, das besser an den Stand der Technik angepasst ist.

3.2. Hauptgebäude und altes Wachhaus

Mit dem Fortschritt der Abbrucharbeiten im Hauptgebäude und im Wachhaus bzw. dem Öffnen der Fussböden und Wandverkleidungen offenbarte sich der prekäre Zustand einiger baulicher Elemente. Zum Beispiel erfordern bestimmte Balken, die die Böden oder das Gerüst bilden, Verstärkungen und Behandlungen gegen den Verfall des Holzes. Ebenso haben frühere Eingriffe Teile des Gebäudes beschädigt, beispielsweise Mauern und Gewölbe aus Molasse, was aus Sicht des Erhalts der historischen Substanz im Rahmen der Rohbauarbeiten korrigiert werden muss. Diese Abbrucharbeiten führten auf der anderen Seite zur Entdeckung einer Reihe unvermuteter und hochwertiger historischer Elemente, die umfangreiche Restaurierungsarbeiten erfordern – etwa das Fresko und die historische Tür, die beide hinter der Holzverkleidung des alten Gerichtssaals verborgen waren.

3.3. Forderungen des Bauherrn (BH)

Mit dem Zusatzkredit sind auch bestimmte Benutzer- und Bauherrenforderungen gedeckt. Die wichtigsten sind im Folgenden kurz beschrieben.

3.3.1. Videokonferenz und Multimedia

Auf Wunsch der Benutzerinnen und Benutzer wurden zusätzliche Einrichtungen definiert und in den vorliegenden Kreditantrag aufgenommen. Vor allem geht es darum,

Anlagen und Einrichtungen mit Videokonferenz- und Kommunikationstechnologien anbieten zu können.

3.3.2. Überwachungskosten

Nach dem Brand der Kathedrale Notre-Dame de Paris im April 2019 ist die Bauaufsicht ein äusserst sensibles Thema. In der Tat besitzt das Rathaus alle Eigenschaften für eine unerwartete Brandentwicklung. Da dieser Risikofaktor äusserst hoch ist, wurde beschlossen, die Überwachung der Baustelle durch punktuelle Besichtigungen einer Spezialfirma zu verstärken.

3.3.3. Schreinerarbeiten

Im Rahmen von Altbausanierungen wird jeweils von Wildtierspezialisten die Integration von Lebensräumen für bestimmte Tierarten gefordert. Im Fall des Rathauses wird vorgeschlagen, für Mauersegler eine Reihe von Nistkästen in Form von in die Traufe der Südseite des Hauptgebäudes eingebauten Kästen zu installieren.

3.3.4. Unterstützung Projektleiter/Reserven für Spezialarbeiten und zusätzliche Mietkosten

Weil das Arbeitspensum des Projektleiters (PL) für die Begleitung dieses Objekts 80–100% der Arbeitszeit betragen muss, wurde ein Betrag von 120 000 Franken für PL-Unterstützungsleistungen hinzugefügt. Die Unterstützungsleistungen für den Projektleiter werden auch im Rahmen anderer Projekte nützlich sein und kamen bereits für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz für einem Betrag von 350 000 Franken zur Anwendung.

Im Rahmen der Herstellung der Konformität der Spezialarbeiten wurde eine Reserve eingeplant, um die Arbeiten im Bedarfsfall nicht zu verzögern. Ursprünglich war ein Betrag von 200 000 Franken vorgesehen. In Anbetracht des Fortschritts dieser Arbeiten konnten die Kosten auf 150 000 Franken reduziert werden.

Schliesslich wurde ein zusätzlicher Betrag für die Anmietung von Geräten für Sitzungen, die ausserhalb des Rathauses stattfinden, bereitgestellt. Dieser Betrag soll dazu dienen, eine dreimonatige Verzögerung abzudecken. Die Haftpflichtversicherung für Baustellenarbeiten wurde ebenfalls für den gleichen Zeitraum angepasst.

3.3.5. Rückstellung wegen Covid-19

Die Pandemie hat sich erheblich auf den Fortgang des Projekts ausgewirkt. So waren einige Unternehmen während der aufeinanderfolgenden Covid-19-Wellen gezwungen, Mass-

nahmen zu ergreifen, die von zeitweiligen Unternehmenschliessungen bis hin zu Personalreduktion aufgrund von Quarantäne reichten. Dies führte einerseits zu einer Verlängerung der Ausführungszeit, andererseits aber auch zu einer kompletten Neuorganisation der Arbeitsplanung sowie der Koordinations- und Planungssitzungen.

Dementsprechend soll diese Rückstellung zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der längeren Anmietung von Geräten, z. B. von Gerüsten, sowie zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der Arbeitssicherheit und dem Gesundheitsschutz decken. Daneben sollen damit die zusätzlichen Leistungen aufgefangen werden, die sich daraus ergeben, dass wegen der Begrenzung der Teilnehmerzahlen mehr Besprechungen zwischen Fachleuten, Planer und Unternehmen nötig waren und sind.

Anlässlich der ersten Welle wurden dafür 30 000 Franken veranschlagt. In Anbetracht der unsicheren Entwicklung der Pandemie wurden zusätzlich 100 000 Franken zur Deckung dieser Kosten bis zum Ende der Bauarbeiten eingesetzt.

3.3.6. Verwendung der Reserve und Vorschlag zur Wiederherstellung

Bei der Erstellung des Kostenvoranschlags zum Projekt im Oktober 2018 wurde in der Position BKP 583.0 «Reserven für Unvorhergesehenes» eine Reserve von 405 170 Franken eingetragen. Diese Reserve entsprach 3% der BKP 1, 2, 4 und 9 (ohne Honorare) des ursprünglichen Kostenvoranschlags.

Zur Erinnerung: Bei der Vergabe der Arbeiten für die Position «Montagebau in Stahl» (BKP 213.2) musste wegen der Mehrkosten von 293 000 Franken bei Gesamtkosten von 1 046 912 Franken auf die Reserve zurückgegriffen werden. Bei der Ausschreibung waren nämlich keine Offerten für diese BKP eingegangen. So musste dafür eine neue Ausschreibung im freihändigen Verfahren unter Konkurrenz durchgeführt werden, worauf Angebote eingereicht wurden, die in Bezug auf den Preis ungünstig waren. Wie es bei einem Umbau eines Gebäudes mit grossem kulturhistorischem Wert häufig der Fall ist, wurden zudem während der im Januar 2020 begonnenen Abbrucharbeiten verschiedene Elemente entdeckt, von denen einige bereits Gegenstand von Vergaben waren. Schliesslich wurde die Reserve mit den Zuschlagsvorschlägen für die letzten Lose vollständig aufgebraucht.

Da es sich um einen Umbau eines alten Gebäudes handelt, wird im Rahmen des vorliegenden Zusatzkreditbegehrens vorgeschlagen, den Betrag der Reserve auf der Grundlage des angepassten Voranschlags und des gleichen Prozentsatzes zu konsolidieren. Somit wird im Rahmen des Zusatzkredits ein Betrag von 118 000 Franken beantragt.

3.4. Sicherheit

Bei der Entwicklung des Projekts war es dem Grossen Rat stets ein Anliegen, dass das Rathaus ein offener und für die Öffentlichkeit zugänglicher Ort ist. Die Tragödie in Zug im Jahr 2001 und die Vorfälle im Capitol der Vereinigten Staaten in Washington D. C. im vergangenen Januar haben jedoch einige Fragen zur Sicherheit des Freiburger Parlaments aufgeworfen. Obwohl auf Projektebene bereits Massnahmen ergriffen wurden, etwa mit dem Zutrittskontrollsystem des Gebäudes und der Installation von Alarmknöpfen, wurde beschlossen, das System an verschiedenen Stellen zu vervollständigen. So soll die Sicherheit des Gebäudes durch den Einbau von Überwachungskameras an strategischen Stellen, die Installation von Einbruchmeldeanlagen an den Eingangstüren, die Verstärkung des Schalters des Grossratssekretariats, die Anschaffung einer mobilen Metalldetektorschleuse und die Umsetzung eines Sicherheitskonzepts verstärkt werden.

In Anbetracht der obigen Ausführungen wurde eine Kostenschätzung für diese Ergänzungen vorgenommen und in den Zusatzkreditantrag aufgenommen.

3.5. Höhe des zusätzlichen Verpflichtungskredits

Die zusätzlichen Arbeiten und ihre jeweiligen Details sind in sechs Punkte gegliedert, zu denen die Umgestaltung des Grossratssaals, die Anpassungen und Entdeckungen bei den Roh- und Ausbauarbeiten für das Hauptgebäude und das Wachhaus, die historischen Funde, die zusätzlichen Wünsche der Benutzerinnen und Benutzer sowie des Bauherrn, die Ergänzungen in Bezug auf die Sicherheit und die sich aus den vorangegangenen Punkten ergebenden Konsequenzen für die Honorare und Kosten der Auftragnehmer gehören.

3.5.1. Grossratssaal

Umgestaltung und technische Installationen:	176 500
> Installation von Lüftungskanälen direkt in den Tribünen, was eine bessere ästhetische Integration ermöglicht.	
> Getrennte Belüftung der drei Tribünen, was ein besseres Management des Luftstroms und damit einen deutlichen Effizienzgewinn ermöglicht.	
> Einbau von drei Gebläsekonvektoren, die direkt in jeder Tribüne integriert sind, um die Umgebungsluft anzusaugen und abzukühlen. Die vom Bauphysiker durchgeführte Modellierung zeigt eine deutliche Verbesserung des thermischen Komforts.	
> Diverse Anpassungen an den Tribünen wie Struktur, zusätzliche Gitter usw. für den Einbau von Lüftungsanlagen (geringe optische Beeinträchtigung).	
> Installation von abnehmbaren Platten an den Tribünen, um den Zugang für die Inspektion und Wartung der Anlagen zu erleichtern.	
> Anpassung der Friesen und diverse Ausbesserungen an den Holzleisten (Treppenkanten der Tribünen).	
> Elektrische Zuleitungen von der zweiten Etage durch den Liftschacht. Dadurch wird der Weg kürzer und der Zugang zu den Einrichtungen einfacher.	
> Austausch der RJ45-Computerverkabelung, die nicht wiederverwendet werden kann.	
Bodenbelag:	30 000
> Kompletter Austausch des Bodenbelags, was eine wirtschaftlichere Lösung ist als die Reparatur der beschädigten Stellen.	
Gipserarbeiten:	3 500
> Anpassung der Gipsdeckenfriesen.	
Neue Beleuchtung:	27 000
> Installation einer neuen Beleuchtung, die effizienter als bisher, ästhetischer und kompatibel mit der E-Voting-Kamera ist, um Vibrationen auf den Bildschirmen zu vermeiden.	
Induktionsschleife für Personen mit Hörbehinderung:	16 000
> Einrichtung eines Systems für Personen mit Hörbehinderung (fehlte bisher).	
Sitzbank-Polsterung:	124 000
> Austausch der Schaumstoffpolsterung und neuer Überzug.	
E-Voting und Medien:	365 000
> Lieferung und Installation eines neuen Systems.	
Komplettes Planungsmandat für spezialisiertes Unternehmen:	30 000
> Konzeption, Ausschreibung, Bauleitung.	
Baunebenkosten:	3 000
> Reserve für Verschiedenes und Unvorhergesehenes	
Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)	775 000

3.5.2. Hauptgebäude und Wachhaus: Roh- und Ausbauarbeiten

Erhebungen: > Zusätzliche Erhebungen nach der Feststellung des Zustands der Strukturen, Gerüsten usw. (inkl. Demontage und Wiedereinbau von Tischlerarbeiten usw.)	80 000
Mauerwerk: > Zusätzliche Maurerarbeiten. > Unterhaltsarbeiten, Trockenstrahlen und Hydroradierung.	110 500
Naturstein: > Gewölbe: Austausch der Betonbewehrung durch Molasse-Elemente in den Gewölben im 2. Untergeschoss. Diese Betonverstärkungen waren bei den vorangegangenen Arbeiten angebracht worden, um den Einbau der Tischlerelemente zu vereinfachen, was zu Lasten der Originalteile ging. > Wachhaus: Die Fenster des Wachhauses weisen in der Höhe der Gewölbe Besonderheiten auf, die mehr Freiraum und Isolierung erfordern. > Innenwände: Behandlung des Sichtmauerwerks des Wachhauses und des Hauptgebäudes (inkl. Eingriff bei Löchern, Pfeilern, Öffnungen) sowie Nachbearbeitung. > Fassaden: notwendige Ergänzungen für zu restaurierende Fassadenelemente (Beizarbeiten, Retuschen etc.)	307 000
Holzbehandlung: > Während der Abbrucharbeiten wurde von einem Fachmann festgestellt, dass einige Holzelemente von Insekten befallen waren. Unter der Annahme, dass die Holzelemente während der Arbeiten freigelegt werden, wurde es als notwendig erachtet, diese Behandlung auf alle Holzteile der betroffenen Stockwerke anzuwenden.	73 000
Holzgerüst, Harzverstärkung: > Die Holzgerüste des 1. und 2. Stocks sind in schlechterem Zustand als erwartet; sie müssen mit Harz verstärkt und gefestigt werden.	70 000
Holzgerüst, Aushub, Verstärkung und Nistkästen: > Notwendige Räumung des im 2. Obergeschoss und in den Dachgeschossen entdeckten Abraummaterials, um die statischen Lasten auf die tragenden Elemente zu reduzieren. > Hinzufügen der nötigen Verstärkungen auf Bodenhöhe.	99 000
Doppelböden: > Umbau des technischen Doppelbodens im Zusammenhang mit der Bewahrung des historischen Bodenbelags, der beim Abbruch des Belags im 2. Untergeschoss entdeckt wurde. > Technischer Doppelboden auf dem Dachgeschoss. > Zusätzliche Verstärkung.	20 000
Kamine: > Die alten Kamine können nicht so erhalten werden, wie sie waren, da sie statische Probleme aufwiesen. Diese müssen komplett neu errichtet werden, ebenso die Spenglerarbeiten und die Lüftungsgitter (Estair).	20 000
Kamine (Spenglerarbeiten + Gitter): > Ergänzungen Spenglerarbeiten und Lüftungsgitter (Estair).	34 000
Fenster 1. Stock Flur: > Hinzufügen eines zusätzlichen Rahmens, um die Norm EI30 zu erfüllen.	6 000
Projektergänzungen: > Anpassung der Schreinereien und Spiegel in Sanitärräumen.	25 000
Elektrische Anlagen: > Anpassungen der Schwachstromanlagen (Meldesystem, E-Voting etc.). > Ergänzungen für elektrische Schalttafeln.	162 000
Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)	1 006 500

3.5.3. Hauptgebäude und altes Wachhaus: Entdeckung historischer Elemente

Entfernung Wandverputz: > Abschlagen des Verputzes der Fassadeninnenwände im 2. Stockwerk. Heikler Eingriff wegen der Entdeckung von Bleifarbe.	40 000
Restauration (nach der Entfernung des Wandverputzes): > Notwendige Ergänzungen für die Restaurierung der Steine der Innenwände im 2. Stock (nach der Entfernung des Wandverputzes).	66 000
Fresken im Saal der Weibel und im alten Gerichtssaal: > Reinigung der alten Gemälde, die während der Bauarbeiten entdeckt wurden.	68 000
Gipsdecke des Wachhauses: > Erneuerung der Gipsdecke des Wachhauses.	6 000
Sondierungen und Analysen: > Zusätzliche Sondierungen nach der Entdeckung verschiedener historischer Elemente. > Analyse der im alten Gerichtssaal entdeckten Fresken (SUPSI). > Dendrochronologie.	72 000
Äussere Zifferblätter: > Restaurierung der Malereien der alten Zifferblätter nach der Entfernung.	15 000
Boden 1. Untergeschoss: > Rückgewinnung von alten Brettern zur Wiederverwendung im Fussboden der Räumlichkeiten für die Grossrätinnen und Grossräte.	40 000
Fenster 1. Stock: > Nachzubauende Doppelverglasungen entsprechend ihrer Herkunft und Anpassungen alter Leisten.	36 000
Fenster 2. Stock: > Anpassungen von historischen Leisten und Fensterrahmen.	30 000
Historische Tür des alten Gerichtssaals: > Natursteinarbeiten und Restaurierung.	8 000
Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)	381 000

3.5.4. Forderungen des BH

Überwachungskosten: > Nach dem Brand der Kathedrale Notre-Dame de Paris wurden die Massnahmen durch erhöhte Überwachung der Baustelle verstärkt.	32 000
Schreinerarbeiten: > Lieferung und Montage von Nistkästen.	6 000
Videokonferenz und Multimedia: > Mit den Benutzerinnen und Benützern definierte Zusatzeinrichtungen, einschliesslich mobiler Geräte für Sitzungen per Videokonferenz.	50 000
Unterstützung Projektleiter: > Um die derzeitige Arbeitsbelastung des Hochbauamts aufzufangen, ist eine externe Unterstützung (Architekten, Ingenieure, Bauherrenunterstützung) erforderlich. Diese Leistung wird voraussichtlich 15 Monate dauern.	120 000
Reserve für Spezialarbeiten: > Rücklage für Arbeiten und Honorare für die Herstellung der Konformität der Spezialarbeiten.	150 000
Reserve für zusätzliche Anmietung: > Anpassung des Betrages für die Anmietung von Geräten wegen der Verlängerung der Grossratssitzungen ausserhalb des Rathauses.	45 000
Versicherung: > Zusatzversicherung für Baustellenhaftpflicht	4 000
Rückstellung wegen Covid-19: > Zusätzliche Mieten und zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der Gesundheitssituation 2020–2021.	130 000
Rücklage – Konsolidierung BKP 583.0 «Reserven für Unvorhergesehenes»: > Wiederherstellung der Reserve für BKP 1, 2, 4 und 9 des angepassten Kostenvoranschlags	118 000
Reserve – Übertragungen und Anteile: > Reserve verschiedene BKP zu übertragen auf BKP 583.0 + Anteile.	60 000
Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)	725 000

3.5.5. Sicherheit

Überwachungskameras und Einbruchmeldeanlagen:	40 000
> Installation von 4 Überwachungskameras.	
> Installation einer Einbruchmeldeanlage bei den Eingangstüren.	
> Computergesteuerte Verwaltung der Installationen, elektrische Anschlüsse, Studien und Kosten.	
Kugelsichere Wand:	10 000
> Installation einer kugelsicheren Wand beim Schreibtisch des Generalsekretariats.	
Metalldetektorschleuse, Sicherheitskonzept und Reserven:	30 000
> Anschaffung einer mobilen Metalldetektorschleuse.	
> Entwicklung und Umsetzung eines Sicherheitskonzeptes mit den Benutzerinnen und Benützern.	
Total Netto inkl. MWST (einschliesslich Honorare und Spesen)	80 000

3.5.6. Honorare und Spesen

Architekt/Bauleitung:	443 500
> Anpassung der Honorare für Architektenleistungen und Bauleitung (inkl. Generalunternehmer).	
Bauingenieur:	110 000
> Anpassung der Honorare für Tiefbauleistungen.	
Elektroingenieur:	22 500
> Anpassung der Honorare für Elektroingenieurleistungen.	
Lichttechniker:	8 500
> Anpassung der Honorare für Lichttechnikerleistungen.	
HLKK-Ingenieur:	8 000
> Anpassung der Honorare für HLKK-Ingenieurleistungen.	
Nebenkosten:	20 000
> Anpassung der Reprokosten für die Dokumente.	
Total Netto inkl. MWST (Honorare und Spesen)	612 500

3.5.7. Zusammenfassung der Gesamtkosten für den Zusatzkredit

Total Arbeiten «Grossratssaal»	775 000
Total «Roh- und Ausbaurbeiten»	1 006 500
Total «Entdeckungen von historischen Elementen»	381 000
Total «Forderungen des BH»	725 000
Total «Sicherheit»	80 000
Total «Honorare und Spesen»	612 500
Total Zusatzkredit Netto inkl. MWST	3 580 000

4. Schlussfolgerung

Die Sanierung und der Umbau des Rathauses entsprechen einem von den Behörden anerkannten Bedürfnis und ermöglichen insbesondere einen reibungslosen Betrieb des Grossen Rates und seines Sekretariats. Nicht zuletzt kann auf diese Weise ein architektonisches Schmuckstück des Kantons Freiburg in Wert gesetzt werden.

Bei der Prüfung des Projekts ersuchten die Grossrätinnen und Grossräte um die Ausarbeitung von Vorschlägen zur Verbesserung des Komforts im Grossratssaal. Darüber hin-

aus brachte der Baubeginn eine Reihe von Elementen zutage, die mit der Natur eines Projekts für den Umbau und die Sanierung eines historischen Gebäudes zusammenhängen und nicht durch die Reserve abgedeckt werden konnten. So ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken zu genehmigen.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

Das Dekret ist nicht dem Finanzreferendum unterstellt.

Aus all den dargelegten Gründen ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
additionnel en vue de l'assainissement et de
la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2021-DAEC-76 du Conseil d'Etat du 4 mai 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 9 octobre 2018 (ROF 2018_092), d'un montant de 3 580 000 francs, est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires à l'assainissement et à la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg.

**Dekret über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit
für die Sanierung und den Umbau des Rathauses
in Freiburg**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2021-DAEC-76 des Staatsrats vom 4. Mai 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 9. Oktober 2018 (ASF 2018_092) eröffnet.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges BATI-3850/5040.002 «Aménagement d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle BATI-3850/5040.002 «Ausbau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des bâtiments SBat
Hochbauamt HBA

Route des Daillettes 6, 1701 Fribourg

T +41 26 305 37 99

www.fr.ch/sbat

—

Fribourg, le 6 avril 2021

Assainissement et transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg



2^e étage : renforcements des structures des planchers au 2^e étage

1^{er} sous-sol : travaux d'excavation en sous-œuvre (pieux et ancrages), côté place de l'Hôtel de Ville



coffrage de l'escalier du corps-de-garde (photo AAE architectes)





pose des éléments métalliques de renfort au rez-de-chaussée



découverte de fresques remarquables au 1^{er} étage et d'une porte murée inconnue, mur contre la tour de l'horloge (anc. tribunal cantonal)



pose d'éléments de renforts métalliques dans les combles

Photos : © Thomas Telley

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DAEC-76

Projet de décret :
Octroi d'un crédit additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg

Propositions de la commission ordinaire CO-2021-008

Présidence : Benoît Rey

Membres : Nicolas Bürgisser, Hubert Dafflon, Antoinette de Weck, Jean-Pierre Doutaz, Anne Favre-Morand, Pierre-André Grandgirard, Roland Mesot, Rose-Marie Rodriguez, Achim Schneuwly, Andréa Wassmer

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 4 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2021-DAEC-76

Dekretsentwurf:
Zusätzlicher Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2021-008

Präsidium : Benoît Rey

Mitglieder : Nicolas Bürgisser, Hubert Dafflon, Antoinette de Weck, Jean-Pierre Doutaz, Anne Favre-Morand, Pierre-André Grandgirard, Roland Mesot, Rose-Marie Rodriguez, Achim Schneuwly, Andréa Wassmer

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 4. Juni 2021

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DAEC-76

Projet de décret :
Octroi d'un crédit additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg

*Propositions de la Commission des finances et de gestion
CFG*

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 9 juin 2021

Anhang

GROSSER RAT

2021-DAEC-76

Dekretsentwurf:
Zusätzlicher Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Dominique Butty, Claude Chassot, Philippe Demierre, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 9. Juni 2021



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Bonny David / Brönnimann Charles

2020-GC-211

Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 18 décembre 2020, les députés David Bonny et Charles Brönnimann demandent que le Conseil d'Etat étudie « une possibilité de ligne en transports publics avec toutes les implications nécessaires pour relier » la Sarine et la Broye « en passant par des villages actuellement mal desservis ». D'après eux une telle ligne entre la ville de Fribourg et/ou Villars-sur-Glâne et Estavayer-le-Lac ou entre Rosé et Payerne et desservant des villages tels que Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny et Grandsivaz est souhaitée par de nombreux habitants.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Développement des transports publics, rentabilité minimale et aménagement territorial

Le développement de l'offre de transports publics et plus particulièrement celle du transport régional de voyageurs (TRV)¹ est étroitement lié à la fréquentation des différentes lignes et tient compte des flux des pendulaires et des élèves. En effet, une rentabilité minimale des lignes du TRV, commandées conjointement par les cantons et la Confédération, est exigée par cette dernière qui, pour le canton de Fribourg, prend à sa charge 55 % des coûts non couverts par la vente de titres de transport². Cette exigence fédérale implique donc de mettre en place un réseau cohérent dont les lignes ne se concurrencent pas. En vertu de la loi sur les transports (LTr), le canton ne peut commander des prestations non reconnues par la Confédération.

Le développement de l'offre du TRV doit également tenir compte de l'aménagement territorial. Au niveau cantonal, le Plan directeur cantonal (PDCant) lie densification du milieu bâti et mise en zone à la qualité de la desserte des transports publics. De son côté la Confédération entend coordonner de manière optimale développement territorial, urbanisation, environnement et transport. Elle a ainsi entrepris une refonte en profondeur de la partie Programme (nommée Mobilité et territoire 2050) de son Plan sectoriel des transports. La procédure de consultation s'est terminée le 15 décembre 2020 et cette partie devrait être validée par le Conseil fédéral en automne 2021.

¹ On distingue trois types de transports publics : le trafic grandes lignes, le trafic régional de voyageurs (TRV) et le trafic local.

² Ordonnance fédérale sur l'indemnisation du trafic régional des voyageurs (OITRV) et Directive de l'Office fédéral des transports (OFT) sur la rentabilité minimale dans le trafic régional de voyageurs (TRV).

2. Développement de l'offre des transports publics dans le canton de Fribourg

L'augmentation de l'offre du TRV dans le canton est un processus continu, qui tient donc compte des flux de voyageurs et de la demande potentielle, préalablement analysés, et qui est effectué par région sur la base d'une analyse de l'ensemble des lignes et qui permet d'identifier les problèmes et lacunes et de définir les améliorations possibles. Sa planification est une tâche de l'Etat, en collaboration avec la Confédération, tous deux commanditaires de l'offre, les entreprises de transports, les régions et, au besoin, les cantons voisins concernés. Les développements prévus dans une planification sont concrétisés dans un horaire de transports publics, mis en consultation publique chaque année au printemps et qui entre en vigueur le deuxième dimanche de décembre.

Ces dernières années, cette offre a été considérablement renforcée. Elle s'appuie sur les lignes ferroviaires du RER Fribourg|Freiburg qui a été développé par étapes. Les lignes de bus rabattent les voyageurs vers des haltes ferroviaires et des nœuds de correspondance et permettent une desserte fine du territoire fribourgeois. L'offre de bus a donc été étoffée et optimisée en corrélation avec les différentes étapes de la mise en place du RER Fribourg|Freiburg.³ Celle de la région de Sarine Ouest l'a été principalement en décembre 2015 (changement d'horaire 2016).

3. Transports publics dans la région Sarine Ouest

3.1. Offre

L'offre du TRV dans la région Sarine Ouest s'articule autour des lignes RER Fribourg|Freiburg–Romont (S40) et, de façon moins marquée, Fribourg|Freiburg–Yverdon-les-Bains (S30) qui bénéficient de la cadence à la demi-heure. Les flux de voyageurs s'orientent principalement vers l'agglomération de Fribourg et vers Avry en raison de la présence du Cycle d'Orientation de Sarine Ouest qui draine de nombreux élèves. Les lignes de bus desservant cette région ont donc en principe comme point d'arrivée et de départ la gare de Rosé (où les passagers peuvent transborder sur la S40), la gare routière de Fribourg (où ils peuvent emprunter un bus de l'Agglomération de Fribourg ou une correspondance sur l'un des nombreux trains desservant la gare de Fribourg|Freiburg) ou, dans une moindre mesure, la gare de Grolley (où ils peuvent emprunter l'un des trains de la S30⁴).

Les localités mentionnées par les députés David Bonny et Charles Brönnimann dans leur postulat, à savoir Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny et Grandsivaz, sont donc desservies par des lignes de bus orientées principalement vers les gares de Rosé et Fribourg où il est possible de transborder. Il est également possible de se rendre à Payerne en transports publics, bien que les liaisons ne soient pas optimales.

3.2. Groupe de travail Sarine Ouest

Comme mentionné précédemment, les développements de la desserte sont étudiés par région et en collaboration avec elle. Un groupe de travail Région Sarine Ouest a ainsi été constitué en 2013. Il est formé de représentants du Service de de la mobilité du canton (SMo), des entreprises de

³ La mise en place du RER Fribourg|Freiburg a nécessité d'importants travaux à l'infrastructure. Plus d'informations sur les étapes du développement du RER Fribourg|Freiburg sous <https://www.fr.ch/mobilite-et-transport/transports-publics/er-fribourgfreiburg> et sur le développement de l'offre des transports publics routiers du TRV sous <https://www.fr.ch/mobilite-et-transport/transports-publics/developpement-des-transports-publics-routiers>.

⁴ A Grolley, les bus sont en correspondance avec les trains se rendant à Fribourg. Il n'est en effet pas possible d'offrir de bonnes correspondances dans les deux sens (Payerne et Fribourg) ; la direction la plus fréquentée a été favorisée.

transport concernées (TPF et CarPostal), du Préfet de la Sarine, de député-e-s du Grand Conseil habitant cette région, de syndiques ou de syndicats et de conseillères communales ou de conseillers communaux de cette région. Ce groupe de travail a suivi les travaux ayant conduit à l'étoffement et à l'optimisation de l'offre de la région Sarine Ouest et de celle du Gibloux en décembre 2015. Il se réunit régulièrement pour traiter des questions de mobilité dans ce périmètre.⁵

4. Conclusion

Les points présentés ci-dessus montrent que les développements de l'offre du TRV suivent un processus défini. Ils portent généralement sur une ou plusieurs régions, s'appuient sur l'analyse de l'ensemble de la desserte, et non d'une ou deux lignes isolées, et sont généralement liés à l'augmentation d'une offre ferroviaire.

Il est possible de relayer des demandes ponctuelles, comme celles des députés susmentionnés, via les représentants des groupes de travail constitués par région. Une telle démarche permet d'intégrer ces demandes dans une vision plus globale de l'offre du TRV. Dans la région concernée par le présent postulat, la nouvelle halte ferroviaire d'Avry-Matran prévue au plus tôt pour décembre 2023, ouvrira de nouvelles perspectives et les aménagements de la desserte bus seront discutés dans le groupe de travail existant.

Cela étant dit, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre en considération ce postulat. L'étude de la mise en place d'une ligne de bus reliant Fribourg (et/ou Villars-sur-Glâne) à Estavayer-le-Lac ou Rosé à Payerne et desservant Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny et Grandsivaz comprendra une analyse des flux des pendulaires et des élèves et du potentiel de fréquentation. Elle devra tenir compte de la future halte ferroviaire d'Avry-Matran, du principe de non-concurrence avec les lignes ferroviaires Fribourg/Freiburg–Romont et Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains ou d'autres lignes de bus afin de ne pas entraîner une diminution de leur fréquentation. Cette étude devra par ailleurs prendre en considération les conditions posées par le PDCant et le Plan sectoriel des transports de la Confédération qui lient aménagement du territoire et offre de transports publics. Elle se fera sous la direction du SMO et du groupe de travail Région Sarine Ouest.

11 mai 2021

⁵ En ce qui concerne la Broye, le groupe de travail est composé de représentants du SMO, des TPF, de CarPostal, du canton de Vaud, de la Communauté régionale de la Broye (COREB) et du Préfet du district de la Broye. Il a accompagné les analyses et travaux ayant mené aux développements de l'offre dans ce district lors des changements d'horaire 2015 et 2017. Depuis 2018, la collaboration se fait via la Commission des transports de la COREB (Association intercantonale) qui invitent ponctuellement les représentants des cantons de Fribourg et des Vaud.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Bonny David / Brönnimann Charles

2020-GC-211

Für bessere öffentliche Verkehrsverbindungen zwischen dem Saane- und dem Broyebezirk

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 18. September 2020 eingereichten und begründeten Postulat ersuchen die Grossräte David Bonny und Charles Brönnimann den Staatsrat, die Möglichkeit einer Linie des öffentlichen Verkehrs zwischen dem Saane- und dem Broyebezirk, die durch derzeit vom öffentlichen Verkehr ungenügend erschlossene Dörfer führen würde, inklusive Voraussetzungen und Folgen zu untersuchen. Laut Postulanten wird eine solche Linie zwischen der Stadt Freiburg und/oder Villars-sur-Glâne und Estavayer-le-Lac oder zwischen Rosé und Payerne, die Dörfer wie Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny und Grandsivaz bedient, von vielen Einwohnerinnen und Einwohnern gewünscht.

II. Antwort des Staatsrats

1. Ausbau des öffentlichen Verkehrs, minimale Wirtschaftlichkeit und Raumplanung

Der Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots, insbesondere des regionalen Personenverkehrs (RPV)¹, ist eng mit den Passagierzahlen auf den verschiedenen Linien verbunden und berücksichtigt die Pendler- und Schülerströme. Für die RPV-Linien – diese werden gemeinsam von Bund und Kanton bestellt – verlangt der Bund eine minimale Wirtschaftlichkeit. Im Falle des Kantons Freiburg übernimmt der Bund 55 % der Kosten, die nicht durch die Erlöse aus dem Fahrausweisverkauf gedeckt sind.² Diese Bundesvorgabe impliziert den Aufbau eines kohärenten Netzes, dessen Linien nicht in Konkurrenz zueinander stehen. Weiter darf der Kanton nach dem kantonalen Verkehrsgesetz (VG) einzig Leistungen bestellen, die vom Bund anerkannt sind.

Beim Ausbau des RPV-Angebots muss auch die Raumplanung berücksichtigt werden. Auf kantonaler Ebene verknüpft der kantonale Richtplan (KantRP) die Siedlungsverdichtung und Einzonungen mit der Qualität des öffentlichen Verkehrsangebots. Der Bund beabsichtigt seinerseits, Raumentwicklung, Urbanisierung, Umwelt und Verkehr optimal aufeinander abzustimmen. Er hat entsprechend den Teil Programm (Mobilität und Raum 2050) seines Sachplans Verkehr vollständig überarbeitet. Das Vernehmlassungsverfahren endete am 15. Dezember 2020 und der Teil Programm soll im Herbst 2021 vom Bundesrat validiert werden.

¹ Es wird zwischen drei Arten des öffentlichen Verkehrs unterschieden: Fernverkehr, regionaler Personenverkehr und Ortsverkehr.

² Bundesverordnung über die Abgeltung des regionalen Personenverkehrs (ARPV) und Richtlinie minimale Wirtschaftlichkeit im regionalen Personenverkehr (RPV) des Bundesamts für Verkehr (BAV).

2. Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots im Kanton Freiburg

Der Ausbau des RPV-Angebots im Kanton ist ein kontinuierlicher Prozess, der die vorgängig analysierten Passagierströme und das Nachfragepotenzial berücksichtigt und auf der Grundlage einer Analyse aller Strecken, der Identifizierung von Problemen und Lücken und der Definition möglicher Verbesserungen nach Regionen durchgeführt wird. Die Planung ist eine Aufgabe des Staats, in Zusammenarbeit mit dem Bund, der das Angebot zusammen mit dem Kanton bestellt, den Transportunternehmen, den Regionen und gegebenenfalls den betroffenen Nachbarkantonen. Der in der Planung vorgesehene Ausbau wird mit dem Fahrplan für den öffentlichen Verkehr konkretisiert, dessen Entwurf jedes Jahr im Frühjahr in die öffentliche Vernehmlassung gegeben wird und dessen endgültige Version jeweils am zweiten Sonntag im Dezember in Kraft tritt.

In den letzten Jahren wurde das Angebot deutlich ausgebaut. Die Bahnlinien der etappenweise ausgebauten RER Fribourg | Freiburg bilden das Rückgrat, während die Buslinien die Fahrgäste zu den Bahnhöfen und Umsteigepunkten bringen und die Feinerschliessung des Kantonsgebiets ermöglichen. Das Busangebot wurde daher in Einklang mit den verschiedenen Etappen der RER Fribourg | Freiburg erweitert und optimiert.³ Die Region Saane-West profitierte hauptsächlich im Dezember 2015 von diesem Ausbau (Fahrplanwechsel 2016).

3. Öffentlicher Verkehr in der Region Saane-West

3.1. Angebot

Das RPV-Angebot in der Region Saane-West basiert auf den S-Bahn-Linien Freiburg/Freiburg–Romont (S40) und, in geringerem Umfang, Freiburg/Freiburg–Yverdon-les-Bains (S30), die im Halbstundentakt betrieben werden. Die Passagierströme gehen hauptsächlich in Richtung Agglomeration Freiburg und Avry, was auf die Präsenz der Orientierungsschule Saane-West zurückzuführen ist, die von zahlreichen Schülerinnen und Schülern besucht wird. Die Buslinien, die diese Region bedienen, haben daher als Ausgangs- oder Endstation in der Regel den Bahnhof Rosé (wo die Passagiere auf die S40 umsteigen können), den Bushof Freiburg (wo sie eine Buslinie der Agglomeration Freiburg oder einen der vielen Züge, die den Bahnhof Fribourg/Freiburg bedienen, nehmen können) oder in geringerem Mass den Bahnhof Grolley (wo sie auf die S30⁴ umsteigen können).

Die von den Grossräten David Bonny und Charles Brönnimann erwähnten Ortschaften Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny und Grandsivaz werden daher von Buslinien bedient, die hauptsächlich auf die Bahnhöfe von Rosé und Freiburg ausgerichtet sind, wo ein Umsteigen möglich ist. Es ist zudem möglich, sich mit öffentlichen Verkehrsmitteln nach Payerne zu begeben, auch wenn die Verbindungen nicht optimal sind.

³ Einführung und Ausbau der RER Fribourg | Freiburg erforderten bedeutende Infrastrukturarbeiten. Zusätzliche Informationen zu den Ausbauetappen der Freiburger S-Bahn finden Sie unter <https://www.fr.ch/de/mobilitaet-und-verkehr/oeffentlicher-verkehr/rer-fribourgfreiburg> und die Seite <https://www.fr.ch/de/mobilitaet-und-verkehr/oeffentlicher-verkehr/entwicklung-des-oeffentliches-strassenverkehrs> beschreibt die Entwicklung des öffentlichen Strassenverkehrs.

⁴ In Grolley haben die Busse Anschluss mit den Zügen, die nach Freiburg fahren. Es ist nämlich nicht möglich, hier gute Verbindungen in beide Richtungen (sowohl Payerne als auch Freiburg) anzubieten; so wurde die verkehrsreichste Richtung bevorzugt.

3.2. Arbeitsgruppe Saane-West

Wie bereits erwähnt, werden Angebotsverbesserungen nach Region und in Zusammenarbeit mit der jeweiligen Region geprüft. Im Jahr 2013 wurde eine Arbeitsgruppe für die Region Saane-West eingerichtet. Diese setzt sich zusammen aus Vertreterinnen und Vertretern des Amts für Mobilität (MobA) und der betroffenen Verkehrsunternehmen (TPF und PostAuto), dem Oberamt des Saanebezirks, Mitgliedern des Grossen Rats aus der Region sowie Ammännern und Gemeinderätinnen und -räten aus der Region. Diese Arbeitsgruppe begleitete die Arbeiten, die im Dezember 2015 zur Erweiterung und Optimierung des Angebots in der Region Saane-West und der Region Gubloux geführt haben. Sie kommt regelmässig zusammen, um die Mobilitätsfragen in diesem Perimeter zu behandeln.⁵

4. Schlussfolgerung

Die obigen Punkte zeigen, dass der Ausbau des RPV-Angebots einem vorbestimmten Prozess folgt. Die Ausbauschnitte decken in der Regel eine oder mehrere Regionen ab, basieren auf einer Analyse des gesamten Angebots und nicht auf der isolierten Betrachtung einer oder zweier Linien und sind meist mit dem Ausbau des Bahnangebots verknüpft.

Es ist möglich, punktuelle Gesuche, wie die der Postulanten, über die Vertreterinnen und Vertreter der nach Region eingerichteten Arbeitsgruppen weiterzuleiten. Dadurch können diese punktuellen Gesuche in eine globale Vision des RPV-Angebots integriert werden. In der von diesem Postulat betroffenen Region wird der neue Bahnhof Avry-Matran, der frühestens für Dezember 2023 geplant ist, neue Perspektiven eröffnen; der Ausbau des Busangebots wird in der bestehenden Arbeitsgruppe diskutiert werden.

Dessen ungeachtet schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor, das vorliegende Postulat erheblich zu erklären. Die Studie zur Einrichtung einer Buslinie, die Freiburg (und/oder Villars-sur-Glâne) mit Estavayer-le-Lac verbindet – oder Rosé mit Payerne – und Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny und Grandsivaz bedient, wird eine Analyse der Pendler- und Schülerströme sowie des Nachfragepotenzials umfassen. Sie muss den zukünftigen Bahnhof Avry-Matran und den Grundsatz der Nichtkonkurrenz mit den Bahnlinien Freiburg/Freiburg–Romont und Freiburg/Freiburg–Yverdon-les-Bains oder mit anderen Buslinien berücksichtigen, um deren Passagieraufkommen nicht zu verringern. Diese Studie muss auch die Vorgaben des kantonalen Richtplans und des Sachplans Verkehr des Bundes berücksichtigen, die die Raumplanung und den öffentlichen Verkehr miteinander verknüpfen. Sie wird unter der Leitung des MobA und der Arbeitsgruppe Saane-West durchgeführt werden.

11. Mai 2021

⁵ Was die Broye betrifft, so setzt sich die Arbeitsgruppe aus Vertreterinnen und Vertretern des MobA, der TPF, von PostAuto, des Kantons Waadt und des Regionalverbands COREB (Communauté régionale de la Broye) sowie dem Oberamt des Broyebezirks zusammen. Sie begleitete die Analysen und Arbeiten, die in den Ausbau des Angebots in diesem Bezirk während der Fahrplanwechsel 2015 und 2017 mündeten. Seit 2018 erfolgt die Zusammenarbeit über den Verkehrsausschuss des COREB, der punktuell Vertreterinnen und Vertreter der Kantone Freiburg und Waadt einlädt.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Schmid Ralph Alexander / Senti Julia
Parlement cantonal climatiquement neutre

2020-GC-185

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 20.11.2020, les députés Schmid et Senti demandent à ce qu'un rapport soit rédigé évaluant les possibilités de rendre le Parlement cantonal neutre en regard de ses émissions de CO₂, ceci afin d'assumer pleinement le rôle d'exemple que se doivent d'adopter l'administration et les autorités politiques cantonales, tout comme il permettrait de s'aligner sur les entreprises privées, qui sont de plus en plus nombreuses à faire établir ce type de bilan. Plus précisément, il est demandé qu'un bilan CO₂ soit établi sur les activités du Parlement et ses services et qu'une analyse des résultats soit faite afin d'en tirer des propositions de réduction des émissions du Parlement ainsi que des propositions de compensation pour les émissions qui ne pourraient être évitées.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Il est connu que de plus en plus d'entreprises font désormais établir leur bilan carbone (aussi appelé bilan CO₂) et prennent des mesures afin de réduire et/ou de compenser leurs émissions CO₂, tout comme il est incontesté et incontestable que l'Etat a le devoir moral d'agir avec exemplarité.

Afin de se familiariser avec les démarches nécessaires à l'établissement d'un tel bilan ainsi qu'avec celle de compensation de émissions en vue de la labellisation Carbon Fri¹ tel que promis dans la réponse à la motion 2019-GC-44, une première expérience a été réalisée à l'Etat par le Service de l'environnement en 2020². Concrètement, il s'est agi d'identifier les différentes sources d'émissions du service et de quantifier les émissions pour l'année 2020, des réflexions ont ensuite été menées sur des mesures pour diminuer ces émissions – celles-ci sont présentement à différents stades de mise en œuvre – le bilan des émissions ainsi que les mesures de réduction prises ont finalement été soumises à la fondation Carbon Fri en vue de l'obtention de la labellisation (reçue en août 2020) et une compensation a été payée à hauteur de la quantité de CO₂ émis par le service.

Expérience positive s'il en fût, elle a néanmoins permis de pointer les besoins de coordination et de mise en place d'éléments de monitoring afin de faciliter la récolte des données nécessaires à l'établissement du bilan. En effet, contrairement à une entreprise centralisée, qui maîtrise en

¹ La Fondation Carbon Fri a pour but de favoriser une réduction des émissions de CO₂ par les entreprises fribourgeoises. Pour ce faire, elle attribue un label à celles qui s'engagent, suite à la réalisation de leur bilan carbone, à diminuer leurs émissions et à investir une contribution par tonne de CO₂ rejetée dans l'atmosphère. Les fonds ainsi récoltés sont réinjectés dans le tissu économique fribourgeois.

² Bilan portant sur les activités administratives du SEN, hors activités de laboratoire ; bilan établi en 2020 portant sur les émissions 2019.

principe elle-même l'entièreté de sa consommation et de sa production ainsi que ses prestations internes, les unités administratives cantonales, si elles sont évaluées une à une, sont pour la plupart dépendantes d'autres services (Service des bâtiments, Service d'achat du matériel et des imprimés) pour la fourniture notamment du chauffage, de l'eau, du mobilier, du matériel de bureau, etc., mais également pour une partie des prestations réalisées ailleurs, on pensera en premier lieu à la gestion des salaires, qui, à quelques exceptions, n'est pas géré par les unités elles-mêmes mais par le Service du personnel et de l'organisation.

Fort de cet essai pilote, le Conseil d'Etat à l'ambition de voir plus large que de solliciter uniquement les services du Parlement pour évaluer leurs émissions de CO₂ ; il entend ainsi inviter l'ensemble de ses unités administratives à établir leur bilan carbone. Ce qui fait également plus de sens pour la prise en compte globale des prestations transversales que certains services fournissent à d'autres (exemples du SBat ou du SPO évoqués au paragraphe précédent), et donc des émissions CO₂ qui en découlent.

Une démarche à l'échelle de l'entier de l'administration cantonale permettra notamment d'affiner le bilan CO₂ effectué en préambule de l'élaboration du plan climat, un bilan cantonal qui est principalement établi sur une évaluation de données issues des statistiques nationales et, dans certains cas, cantonales ainsi que sur des estimations (pour les émissions indirectes). Pouvoir quantifier plus précisément les émissions générées par les activités de l'administration cantonale, qui est par ailleurs un des employeurs principaux dans le canton, sera d'une aide précieuse et pourrait permettre sur le long terme d'affiner certaines mesures du Plan Climat cantonal, tout comme d'endosser le rôle d'exemplarité que l'Etat se doit d'assumer.

L'ensemble de cette démarche nécessitera l'élaboration préalable d'une méthodologie de récolte des données ainsi qu'un accompagnement adéquat qu'il s'agira de mettre en place pour établir les bilans CO₂, les analyser et préparer des propositions d'améliorations afin de réduire les émissions ; pour les émissions qui ne pourront être réduites, des compensations devront être prévues.

Un-e responsable de projet sera chargé-e de veiller au bon déroulement de la démarche à l'échelle cantonale et sera accompagné-e dans cette mission par le COPIL Développement durable et Climat. Cette personne devra notamment s'assurer qu'un ou une coordinateur-e de la démarche soit désigné-e au sein de chaque unité et que les mesures d'amélioration proposées soient réalistes et coordonnées avec celles d'autres services le cas échéant.

L'établissement d'un bilan carbone devra être renouvelé périodiquement afin de constater la réduction effective des émissions.

Le Conseil d'Etat propose ainsi d'accepter le postulat, en vérifiant la possibilité de l'étendre à l'ensemble des unités administratives cantonales. La démarche globale sera documentée dans un rapport remis au Grand Conseil.

17 mai 2021



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

—
Postulat Schmid Ralph Alexander / Senti Julia
Klimaneutrales Kantonsparlament

2020-GC-185

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 20. November 2020 eingereichten und begründeten Postulat fordern Grossrat Schmid und Grossrätin Senti die Ausarbeitung eines Berichts darüber, wie der Grosse Rat klimaneutral gestaltet werden kann, damit er seine Vorbildfunktion, die der Verwaltung und den politischen kantonalen Behörden obliegt, wahrnehmen und sich an den privaten Unternehmen, die zunehmend solche Bilanzen erstellen, orientieren kann. Konkret soll der Bericht eine CO₂-Bilanz für die Tätigkeiten des Parlaments und seiner Dienste sowie eine Analyse der Ergebnisse umfassen, um Vorschläge zur Verminderung der Emissionen des Parlaments sowie zur Kompensation der nicht vermeidbaren Emissionen zu erarbeiten.

II. Antwort des Staatsrats

Es stimmt, dass immer mehr Unternehmen ihre CO₂-Bilanz (auch CO₂-Fussabdruck oder Carbon Footprint genannt) erstellen lassen und Massnahmen zur Verminderung bzw. zur Kompensation ihrer CO₂-Emissionen ergreifen, ebenso wie es unbestritten ist, dass der Staat eine moralische Verpflichtung hat, vorbildlich zu handeln.

Um sich beim Staat mit dem Vorgehen für die Erstellung einer solchen Bilanz sowie mit den Schritten für die Kompensation von Emissionen im Hinblick auf die Erlangung des Labels Carbon Fri¹, wie in der Antwort auf die Motion 2019-GC-44 versprochen, vertraut zu machen, führte das Amt für Umwelt im Jahr 2020 ein Pilotprojekt² durch. So wurden die verschiedenen Emissionsquellen des Amts identifiziert und 2020 die Emissionen quantifiziert, um mögliche Massnahmen zur Verminderung dieser Emissionen zu analysieren. Diese Massnahmen befinden sich derzeit in verschiedenen Stadien der Umsetzung. Schliesslich wurden die Bilanz der Emissionen sowie die ergriffenen Verminderungsmassnahmen bei der Stiftung Carbon Fri mit Blick auf die Zertifizierung eingereicht (das Amt erhielt das Label im August 2020) und es wurde eine Kompensation für die vom Amt emittierte CO₂-Menge gezahlt.

¹ Die Stiftung Fri Carbon hat zum Ziel, Freiburger Unternehmen zur Verminderung ihres CO₂-Ausstosses anzuregen. Zu diesem Zweck vergibt sie ein Label an Unternehmen, die sich nach der Erstellung ihrer CO₂-Bilanz verpflichten, ihre Emissionen zu reduzieren und pro ausgestossene Tonne CO₂ einen Beitrag in die Stiftung zu investieren. Die so gesammelten Gelder werden in die Freiburger Wirtschaft investiert.

² Bilanz, die die administrativen Tätigkeiten des AfU – ohne Labortätigkeiten – abdeckt und im Jahr 2020 für die Emissionen des Jahres 2019 erstellt wurde.

Auch wenn die Erfahrung insgesamt positiv war, zeigte sich doch, dass eine Koordination und ein Monitoring nötig sind, um das Sammeln der Daten, die für die Erstellung des Berichts erforderlich sind, zu erleichtern. Denn anders als ein zentralisiertes Unternehmen, das im Prinzip seinen gesamten Verbrauch und seine Produktion sowie seine internen Dienstleistungen kontrolliert, sind die kantonalen Verwaltungseinheiten für die Versorgung (Heizung, Wasser, Möblierung, Büroausstattung usw.) grösstenteils von anderen Dienststellen abhängig (Hochbauamt, Amt für Drucksachen und Material), aber auch für einige von anderen Dienststellen erbrachten Leistungen, allen voran die Verwaltung der Gehälter, die mit wenigen Ausnahmen nicht von den Einheiten selbst, sondern vom Amt für Personal und Organisation sichergestellt wird. Dies erschwert die Bewertung einer einzelnen Verwaltungseinheit.

Als Ergebnis dieses Pilotversuchs beabsichtigt der Staatsrat, nicht nur die Parlamentsdienste um eine Bewertung ihrer CO₂-Emissionen zu ersuchen, sondern alle Verwaltungseinheiten aufzufordern, ihre CO₂-Bilanz zu erstellen. Dies ist auch sinnvoller für die Gesamtbetrachtung der Querschnittsleistungen, die einige Ämter für andere erbringen (z. B. das oben erwähnte HBA oder POA), und damit der daraus resultierenden CO₂-Emissionen.

Eine Analyse auf der Ebene der gesamten Kantonsverwaltung wird die Verfeinerung der CO₂-Bilanz ermöglichen, die als Vorstufe zur Ausarbeitung des Klimaplans durchgeführt worden war und hauptsächlich die Auswertung von Daten aus nationalen und teilweise kantonalen Statistiken sowie Schätzungen (für indirekte Emissionen) als Grundlage hatte. Eine genauere Quantifizierung der Emissionen, die durch die Tätigkeiten der Kantonsverwaltung, die im Übrigen einer der wichtigsten Arbeitgeber im Kanton ist, verursacht werden, wird eine wertvolle Hilfe sein und könnte es dem Staat langfristig ermöglichen, Massnahmen des kantonalen Klimaplans gezielt zu verbessern sowie seine Vorbildfunktion besser wahrzunehmen.

Dieser gesamte Prozess erfordert die vorherige Entwicklung einer Datenerfassungsmethodik sowie eine adäquate Unterstützung, um die CO₂-Bilanzen zu erstellen, zu analysieren und Verbesserungsvorschläge zur Emissionsverminderung zu erarbeiten; für Emissionen, die nicht reduziert werden können, werden Kompensationen vorgesehen werden müssen.

Für den reibungslosen Ablauf des Prozesses auf kantonaler Ebene wird eine Projektleiterin oder ein Projektleiter verantwortlich sein, die oder der dabei vom COPIL Nachhaltige Entwicklung und Klima unterstützt werden wird. Diese Person wird namentlich sicherstellen müssen, dass in jeder Einheit eine Koordinatorin oder ein Koordinator ernannt wird und dass die vorgeschlagenen Verbesserungsmassnahmen realistisch sind sowie bei Bedarf mit denen anderer Dienststellen koordiniert werden.

Die CO₂-Bilanz muss in regelmässigen Abständen erneuert werden, um die effektive Verminderung der Emissionen zu verfolgen.

Der Staatsrat schlägt deshalb das Postulat zur Annahme vor und will die Möglichkeit prüfen, den Geltungsbereich auf alle kantonalen Verwaltungseinheiten auszudehnen. Dieser gesamtheitliche Ansatz wird in einem Bericht an den Grossen Rat dokumentiert werden.

17. Mai 2021